

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/1 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.2.45480

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MICHEL KERAUTRET

L'ANNÉE 1800 VUE DE BERLIN

L'ambassade de Beurnonville

Sur le chemin qui conduit de Valmy à Iéna, de 1792 à 1806, en passant par le traité de Bâle de 1795, l'année 1800 paraît assez terne du point de vue des relations franco-prussiennes. L'histoire retient surtout de cette année les batailles livrées contre l'Autriche, à Marengo et Hohenlinden, tandis que la Prusse se tenait à l'écart.

Pourtant, ces quelques mois représentent avec le recul un jalon important, voire un tournant. Au cours des années précédentes, sous le Directoire notamment, les gouvernants français avaient recherché avec persévérance l'alliance de la Prusse, convaincus d'une communauté d'intérêts cimentée par l'hostilité commune à l'Autriche, voire d'affinités particulières entre la République et l'État façonné par Frédéric II. Mais leurs efforts n'avaient abouti qu'à maintenir la neutralité prussienne, un moindre mal certes, tandis que les relations bilatérales ne cessaient de s'aigrir. L'ambassade de Sieyès, en 1798-1799, avait mis au jour une animosité réciproque, de nature idéologique pour une grande part¹, et la volonté obstinée du Roi avait seule empêché le cabinet de faire entrer la Prusse dans la seconde coalition.

Avec l'arrivée de Bonaparte et la transformation rapide de la situation intérieure en France, une ère nouvelle aurait pu s'ouvrir. Le Premier consul, qui admire Frédéric II, comme tous les jeunes gens de sa génération, et qui hérite des préjugés diplomatiques en vogue chez ses contemporains, ne demanderait pas mieux que de fonder une alliance forte avec la Prusse, et cela quasiment sur un pied d'égalité, dans la mesure où le rapport des forces international rend l'alliance prussienne particulièrement souhaitable.

Cette occasion sera manquée. Un an plus tard, il n'y a plus d'égalité possible entre la République qui vient de terrasser l'Autriche, et la Prusse presque isolée, privée de véritable liberté d'action diplomatique, et réduite en vérité, en dépit de son amitié affichée avec la Russie, à n'être guère désormais qu'une cliente de la France. Du côté de Bonaparte, l'admiration n'a plus cours, et la nécessité encore moins, même si l'on continue, par habitude, à favoriser la Prusse en Allemagne.

Cette année si terne se trouva donc décisive, par cela même qu'elle fut médiocre. Or, elle eut, du côté français, son chroniqueur, le général Beurnonville, ambassadeur à Berlin de 1800 à 1802, qui aurait peut-être pu devenir un véritable acteur au cas où de grands événements seraient survenus, mais qui dut se contenter, pendant toute la première année de sa mission, d'un rôle de spectateur. Dans sa correspondance avec

1 Cet aspect a été sans doute sous-estimé par Brendan SIMMS, *The impact of Napoleon. Prussian high politics, foreign policy and the crisis of the executive (1797-1806)*, Cambridge (University Press) 1997, p. 92-93.

le ministre des Relations extérieures, il ne peut que se borner à faire la relation, finalement presque pathétique, du *rien-faire* érigé en principe à Berlin.

Ce document permet néanmoins de suivre au jour le jour les incertitudes et les interrogations d'acteurs perplexes, et de montrer sur plusieurs mois le déroulement d'une partie diplomatique où la puérilité semble le disputer parfois à la subtilité. Il permet aussi d'entrevoir, au-delà des jeux de la haute politique, la vie quotidienne et les tâches ordinaires d'une légation de la République, en un temps où il n'était pas si fréquent de représenter la France à l'étranger, presque toutes ses relations extérieures se trouvant interrompues.

I. Une nouvelle page

La volonté de Bonaparte de renouer avec la Prusse

Lorsque Bonaparte arrive au pouvoir, la France est en guerre avec la «seconde coalition», qui réunit surtout, autour de l'Angleterre, les deux grandes puissances continentales, Autriche et Russie. Mais la Prusse, dernier membre de la «pentarchie» apparue au cours du XVIII^e siècle, n'a pas pris part à ce nouveau conflit. Ce n'est pas que les alliés n'aient pas fait leur possible pour entraîner le jeune roi Frédéric-Guillaume III à rentrer dans une guerre dont son père était sorti le premier, au temps de la première coalition, en signant le traité de Bâle dès 1795. Mais il a résisté jusqu'ici aux séductions de Londres comme aux menaces de Vienne et de Saint-Pétersbourg². Il ne s'est pas prêté non plus, il est vrai, aux offres d'alliance de la France, apportées un an plus tôt par le fameux Sieyès³, mais le maintien de la neutralité prussienne joue plutôt en faveur de cette dernière. La Prusse n'entretient d'ailleurs plus, depuis que l'ambassadeur Panine a ostensiblement quitté Berlin, de relations diplomatiques avec la Russie de Paul I^{er}, le combattant le plus résolu de la coalition anti-française, alors qu'elle maintient un contact très précieux avec la République, d'autre part bien isolée, grâce aux ambassadeurs Sandoz-Rollin à Paris et Otto à Berlin.

Or, la Prusse représente un enjeu stratégique considérable. D'une part, son armée pèserait très lourd si elle intervenait. D'autre part, si la ligne de neutralité qu'elle garantit au nord de l'Allemagne peut gêner certaines opérations françaises (contre le Hanovre britannique notamment), elle présente l'avantage de couvrir la République Batave à l'est⁴. Et l'écran prussien empêche l'accès direct des troupes russes à l'ouest

2 Raymond GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, Paris 1911 (reprint Genève 1977), p. 881; Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, tome 5, Paris 1903, p. 418; Edouard BIGNON, *Histoire de la France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsitt*, tome 1, Paris 1829, p. 67.

3 Marcelle ADLER-BRESSE, *Sieyès et le monde allemand*, Paris, Lille 1977; Dominique BOUREL, *Un régicide ambassadeur à la Cour des Hohenzollern, Sieyès à Berlin*, in: Hervé BROUILLET (dir.), *Contribution à l'histoire de la Révolution et de l'Empire*, Baden-Baden 1989, p. 275-286.

4 Comme le rappelle un rapport très précis demandé par Bonaparte en germinal an VIII, dans le but d'éviter des incidents lorsque la guerre aura repris en Allemagne, *la ligne de neutralité, en partant du Rhin, est déterminée par le lit de la Roer au comté de Mark jusqu'à la source; de ce point elle gagne la source de l'Eder, en suit le lit jusqu'à sa jonction avec la Fulda, et remonte cette dernière jusqu'à sa source. Là elle s'arrête, et la convention ne fixe aucun point ultérieur. Heureusement l'accession de la Saxe à la neutralité permet de suppléer à cette lacune. L'effet de cette accession est de placer*

de l'Europe, tout en contrariant évidemment les mouvements militaires des Autrichiens dans l'Allemagne moyenne⁵. Enfin, le maintien des relations avec la France procure à cette dernière, outre certains avantages commerciaux, une base d'information fort utile au cœur du continent.

Les coalisés, conscients de l'enjeu, n'ont pas tout à fait renoncé à convaincre la Prusse de se joindre à eux, son concours leur apparaît même plus souhaitable encore après les deux échecs qu'ils viennent de subir, en Suisse et en Hollande⁶. La guerre est encore loin d'être perdue pour eux, les Autrichiens restant sur les Alpes et les Russes à Jersey, et l'intervention de la Prusse pourrait faire pencher fortement le plateau de la balance. À Paris, on avait d'ailleurs pu craindre le pire lorsque des troupes prussiennes s'étaient mises soudain en mouvement, à la fin de l'été, du côté de Wesel, aux confins de la République Batave. Et tandis que Bonaparte prend les rênes en France, un envoyé anglais vient encore à Berlin, en novembre, proposer des subsides et s'efforcer de raccommoder la Prusse et la Russie⁷. Or, précisément, un rapprochement paraît s'esquisser entre ces deux cours. La Prusse pencherait-elle donc vers la coalition?⁸ Pour le nouveau gouvernement français, le premier impératif, c'est bien de prévenir une telle catastrophe.

Si rien d'irréparable n'a été commis, le climat des relations franco-prussiennes paraît détestable à l'automne 1799. Le traité de Bâle et les accords signés l'année suivante sur la ligne de neutralité et (secrètement) sur la cession de la rive gauche du Rhin à la France, moyennant des indemnisations dans l'Empire⁹, offrent un cadre à la coexistence pacifique des deux États, mais ils comportent assez d'ambiguïtés pour susciter bien des procès. La cession de la rive gauche du Rhin par la Prusse n'était que conditionnelle, subordonnée à la ratification de l'Empire, dont dépendraient aussi les indispensables sécularisations devant fournir les indemnisations prévues¹⁰. Quant au statut des provinces prussiennes »transrhénanes«, occupées militairement par les Français, il était devenu l'enjeu d'une querelle disproportionnée, au point de faire soupçonner là, à Paris le prétexte soigneusement préparé d'une reprise des hostilités.

dans la neutralité le cercle de Haute et Basse Saxe en entier, et celui de Westphalie en partie, savoir celle au nord des rivières de Roer et d'Eder (AMAE, Correspondance Politique Prusse 227, folio 70sq.).

- 5 L'Autriche n'avait pas reconnu *de jure* la ligne de neutralité, et elle ne la respecta pas toujours exactement dans les faits. Mais elle dut bien avoir égard à la présence d'une armée prussienne sur la ligne de démarcation.
- 6 Défaites des Austro-Russes à Zurich face à Masséna, et des Anglo-Russes à Bergen et Castricum face à Brune, en septembre et octobre 1799.
- 7 Sur les frêles espoirs qu'on entretient encore à Londres, *The later correspondence of George III*, edited by A. ASPINALL, volume 3, Cambridge 1967, p. 298. Cf. aussi la dépêche d'Otto du 25 brumaire, Correspondance Politique [CP] 226, folio 99.
- 8 Otto signale le 12 novembre l'arrivée à Berlin de l'ex-chargé d'affaires russe au Danemark, M. de Krüdener, et s'interroge sur le sens à lui donner (Dépêche du 21 brumaire an VIII, CP 226, folio 88). Il y revient le 4 frimaire (25 novembre). Cependant, à Paris, dans une conversation avec Sandoz-Rollin, Bonaparte s'étonne de *mesures de condescendance et de ménagements envers la Russie*. (Dépêche du 24 novembre dans Paul BAILLEU, *Preussen und Frankreich 1795-1807. Diplomatische Korrespondenzen*, tome 1, Leipzig 1881, p. 350).
- 9 Préliminaires du 16 juillet 1796 (28 messidor an IV) et traité du 5 août 1796 (18 thermidor an IV).
- 10 GUYOT, *Le Directoire* (voir n. 2), p. 219.

Au-delà des griefs concrets, on voit bien que le ressentiment et la méfiance dominent. À Berlin, le «second Directoire» (après fructidor) apparaît clairement comme un régime toujours subversif, dont toute l'Europe, y compris la Prusse, doit souhaiter la chute. Le conseiller Lombard lui-même, pourtant francophile, a pu écrire en mai 1799 à son souverain, dont il est l'intime: *La guerre ouverte ou sourde que fait la France à l'Europe entière porte essentiellement un caractère de destruction. Il n'est plus dans le monde qu'une politique, détruire ce repaire de brigands*¹¹. Le ministre Haugwitz surenchérit. Pourtant le Roi ne les a pas suivis, pour différentes raisons qui tiennent à son amour sincère de la paix, à l'état de ses finances, à la rivalité traditionnelle de l'Autriche et de la Prusse – et à la prudence de son caractère. Mais il n'a pas coupé court non plus aux propositions de ceux qui voudraient l'entraîner, et les échecs français de l'été 1799 ont paru ébranler un instant son choix de rester neutre.

Il en résulte, du côté de la France, et plus particulièrement des représentants français à Berlin, Sieyès puis Otto, une méfiance croissante envers le cabinet prussien, soupçonné de double jeu, et qui finit par leur apparaître *bassement perfide*¹². L'expression de cette suspicion se retrouve de façon particulièrement nette dans les Instructions préparées à Paris pour le futur ambassadeur Beurnonville. Le cabinet y est taxé notamment de *duplicité* pour sa conduite envers la République Batave, à la veille du débarquement anglo-russe. À l'arrière-plan, on croit discerner en Prusse un clivage de nature sociale entre une aristocratie anti-française et une opinion moyenne beaucoup mieux disposée¹³. Et de stigmatiser à Paris la *passion aristocratique*, comme on dénonce à Berlin le jacobinisme du Directoire. Il est vrai que les chargés d'affaires français ont été personnellement fort mal traités, à commencer par le régicide Sieyès. Otto note encore le 12 novembre: *la noblesse continue à être aussi sottement orgueilleuse, aussi enragée que jamais contre la France et les Français, et il faut être prodigieusement courageux pour oser me parler, ou seulement me saluer en public*¹⁴. Cela les conduit à douter eux aussi que soit possible une entente sincère entre deux États relevant d'idéologies différentes: *tant que cet état de choses durera, en Prusse et ailleurs, la France ne négociera ses alliances qu'avec un grand désavantage. Elle s'engagera avec toute sa franchise et les autres gouvernements ne se tiendront pas engagés*¹⁵. Apurer ce passif sera bien la condition de toute reprise du dialogue entre la France et la Prusse.

Le nouveau responsable de la France, bien informé sans doute par Sieyès et Talleyrand, eut tôt fait de comprendre ces différents enjeux. Soucieux de maintenir avant tout la neutralité prussienne, il pensa d'abord mettre à profit l'existence de canaux diplomatiques entre les deux capitales pour nouer aussitôt le dialogue, et fit préparer le 22 brumaire une notification d'entrée en fonction qui serait remise par Otto à Ber-

11 Mémoire du 15 mai 1799, cité par BAILLEU (voir n. 8) p. 287.

12 Otto, dépêche au ministre Reinhard du 25 brumaire an VIII (16 novembre 1799), CP 226, folio 99.

13 Cette division de nature idéologique est confirmée par Jacques DROZ, *L'idéologie facteur de la politique internationale. La neutralité prussienne et l'opinion publique de 1795 à 1806*, dans: *Mélanges Pierre Renouvin*, Paris 1966, p. 97-106.

14 Dépêche du 21 brumaire, CP 226, folio 88. L'expression la plus marquée de cette «passion aristocratique» est donnée par August Ludwig von der Marwitz, selon Godefroy CAVAIGNAC, *La formation de la Prusse contemporaine*, tome 1, Paris 1891, p. 138.

15 AMAE, *Mémoires et Documents*, Prusse 9.

lin dans les formes traditionnelles¹⁶. Puis mesurant que la rupture radicale induite par le coup d'État devait être rendue plus manifeste, il eut idée de s'adresser personnellement au souverain de la Prusse. Une seconde lettre fut rédigée, que porterait à Berlin l'aide de camp préféré de Bonaparte: idée militaire et monarchique à la fois, tout à fait propre à séduire Frédéric-Guillaume. Dans le même temps, on choisissait déjà un nouvel ambassadeur.

Le choix de Beurnonville comme ambassadeur

Le choix dut être arrêté une dizaine de jours après le coup d'État. Il semble que Reinhard, ministre des Relations extérieures depuis trois mois, mais qui savait bien qu'il allait devoir rendre la place à Talleyrand, était candidat pour la légation de Berlin, mais on lui préféra le général Beurnonville¹⁷. Celui-ci n'apparaissait pas sans doute comme une personnalité de tout premier plan, encore moins un diplomate professionnel, mais il possédait une certaine notoriété, il avait »marqué« au cours de la Révolution.

Lieutenant général en 1792, sous les ordres de Dumouriez, il s'était trouvé à Valmy et à Jemappes, et prétendait même avoir joué, dans cette dernière bataille, le rôle décisif. Nommé »général d'armée« avec Kellermann, en un temps où il n'existait plus de maréchaux¹⁸, il devient Ministre de la guerre au début de 1793, et ce court épisode allait faire l'essentiel de sa notoriété, lorsque Dumouriez, en révolte contre la Convention, et voyant son projet de coup d'État avorter, le livra aux Autrichiens avec les quatre députés qui l'accompagnaient sur le front du nord (1^{er} avril 1793).

Trente-trois mois d'une captivité assez dure à Olmütz lui fournirent un certificat de civisme, tout en lui épargnant peut-être bien des ennuis au cours de la Terreur. À son retour, il en fut dédommagé par l'octroi d'un superbe bien national, l'ancien hôtel de Boufflers, rue du faubourg (Saint) Honoré¹⁹, et fut réintégré dans son grade, sans retrouver néanmoins de commandement militaire important. Cela s'explique en partie par son âge, 45 ans, presque un vieillard à l'heure des Bonaparte, des Hoche ou même des Moreau. S'il faut en croire Barras, cela s'explique surtout par sa nullité²⁰.

16 Le texte, assez conventionnel, se trouve dans la CP 226, folio 100.

17 Mme Reinhard écrit à sa mère le 29 brumaire: *Sieyès insista pour qu'on nommât sans plus tarder un titulaire au poste de Berlin, il n'ignorait pas que des questions personnelles faisaient désirer à Charles d'y aller pour me rapprocher de ma famille [qui était à Hambourg]. L'intention de lui être hostile était manifeste.* Lettres de Mme Reinhard à sa mère (édition Wimpffen), Paris 1900, p. 109. Cf. aussi Jean DELINIERE, Karl Friedrich Reinhard, Stuttgart 1989, p. 179-180.

18 Ce qui lui permettra de prétendre plus tard qu'il était, de fait, le plus ancien des maréchaux après Kellermann, et de fonder là-dessus des prétentions que Louis XVIII finira par reconnaître en lui accordant le bâton en 1816. Cf. Lucien GRAUX, *Le maréchal de Beurnonville*, Paris 1929, p. 373-374.

19 GRAUX (voir n. 18) p. 48. Le hasard fera que Boufflers, émigré à Berlin, croisera bientôt la route de Beurnonville. Cf. la lettre de ce dernier à Roux-Laborie du 8 germinal an VIII, *Revue rétrospective*, tome 2, Paris 1834, p. 311.

20 *L'un de ces hommes, dont l'impatience avide est égale à la nullité... Ses affaires arrangées à souhait, Beurnonville ne craint pas de solliciter un commandement en chef... Tous ceux qui ont le droit de le juger pensent qu'il n'est pas capable de mener un caporal et quatre hommes* (Mémoires de Barras, cités par GRAUX, voir n. 18, p. 413). Napoléon prononcera de même à Sainte-Hélène: *Beurnonville, homme nul, sans talent civil ou militaire* (Mémorial de Sainte-Hélène, édition Dunan, Paris 1951, tome 1, p. 888).

À défaut de s'illustrer sur le champ de bataille, Beurnonville dispose d'autres talents non moins utiles pour la suite de sa carrière. Il *sut toujours fatiguer les gouvernements pour avoir des places et de l'argent*²¹, et s'imposer à des protecteurs bien choisis. Ainsi de Barras, qui le regrettera bientôt, puis de Bonaparte. Général politique, cité plusieurs fois, en l'an VI et en l'an VII, comme un directeur possible, il ne manque pas le rendez-vous du 18 brumaire. Sans jouer un rôle véritable dans l'opération, il se montre assidu rue Chantereine, lors des journées qui préludent au coup d'État, tout en continuant d'ailleurs de fréquenter le Luxembourg²². Faut-il voir dans cet opportunisme habile l'ombre de la franc-maçonnerie dont il fut un dignitaire très important²³? Faut-il y deviner les conseils de Talleyrand dont il se dit l'ami le plus *inviolablement dévoué*²⁴, et qui trouvera commode, quant à lui, de se servir de Beurnonville à plusieurs reprises, comme témoin à son mariage ou comme compare dans le gouvernement provisoire de 1814. Assurément, la relation n'était pas égale, et l'on verra Talleyrand médire sans trop se gêner de certains ridicules de son ambassadeur²⁵. Mais les deux hommes appartiennent à la même génération, celle qui a fait la Révolution, et cela suscite entre eux une certaine complicité, en dépit de tout ce qui les sépare, ainsi qu'aux yeux d'un jeune homme comme Bonaparte un reste d'admiration et de prestige bien explicables²⁶.

Quoi qu'il en soit, Beurnonville n'a pas raté le coche, et il attend sa récompense. Bonaparte ne paraît pas avoir songé à lui pour l'armée, ni pour le Conseil d'État. Certes, pour les généraux, une nouvelle carrière va s'ouvrir sous le Consulat, celle de la diplomatie, où ils seront bientôt pléthore²⁷. Mais ce sera surtout après 1801, une fois la paix rétablie: pour l'heure, les places sont très rares, du fait de l'isolement international de la France, et l'on peut penser que le Premier consul, novice en matière diplomatique, aura plutôt ratifié une proposition de Talleyrand. D'ailleurs Beurnonville paraît le confirmer lorsqu'il accuse réception, le 16 frimaire, de l'arrêté qui le désigne: *Je n'ignore point, Citoyen Ministre, la part que vous avez prise à ma nomination*²⁸.

Les bonnes raisons ne manquaient pas, du reste. On est couvert du côté des gardiens sourcilleux de la Révolution, grâce à l'épisode de 1793. Mais d'autre part, le choix peut sembler très judicieux pour séduire les interlocuteurs prussiens. Beurnonville n'est pas noble, mais son nom sonne bien, et semble déjà appeler la particule qui viendra plus tard; ses victoires, si elles datent un peu, n'ont pas été ternies par des échecs ultérieurs – à la différence de celles de Jourdan, par exemple. Surtout, les

21 Selon Barras, GRAUX (voir n. 18) p. 413.

22 GRAUX (voir n. 18) p. 320–322.

23 GRAUX (voir n. 18) p. 33–43.

24 Formule terminant la plupart des lettres autographes qu'il adresse de Berlin à *Mon cher Ministre* (CP, *passim*).

25 Sandoz-Rollin, ambassadeur de Prusse à Paris, s'en fait l'écho dans une dépêche du 1^{er} juin 1800. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 380.

26 Beurnonville, né en 1752, avait donc deux ans de plus que Talleyrand. Ils ont en outre en commun d'avoir été formés par l'Église, Beurnonville étant passé lui aussi par le séminaire avant de s'engager dans l'armée.

27 Jacques HENRI-ROBERT, Dictionnaire des diplomates de Napoléon, Paris 1990.

28 CP Prusse 226.

Prussiens n'auront pas oublié qu'il fut leur vainqueur à Valmy, et aussi celui qui les ménagea dans leur retraite difficile, conformément aux instructions de Dumouriez. Cela créera d'emblée une sorte de fraternité d'armes, qui permet à Beurnonville de parler au Roi de Prusse de *notre campagne de Champagne*²⁹, sans choquer le moins du monde une cour qui prise au contraire en lui *un franc et loyal militaire*³⁰. Enfin, la captivité autrichienne de Beurnonville ne pouvait que susciter la sympathie à Berlin, où les guerres de la Révolution n'avaient pas aboli la vieille querelle avec les Habsbourg.

Tout bien pesé, c'est donc un choix assez habile³¹. On peut soupçonner cependant que Bonaparte ne l'endossait pas complètement, et qu'il mesurait les limites du nouvel ambassadeur. Pouvait-on, avec un tel personnage, faire sentir à Berlin tout ce que le 18 brumaire signifiait de rupture avec les pratiques antérieures? Saurait-il emporter d'assaut les cœurs prussiens qui se refusaient si obstinément depuis des années? Bonaparte, qui ne doutait pas de réussir l'opération de séduction manquée par Sieyès l'année précédente, préféra bousculer la tradition en adressant aussitôt au roi de Prusse une lettre personnelle, que lui porterait un messenger spécial.

Un heureux prologue: Duroc et Bignon (décembre 1799–janvier 1800)

Alors que le «*Moniteur*» annonçait officiellement, dès le 9 frimaire (1^{er} décembre) la nomination de Beurnonville comme ministre à Berlin, son départ fut plusieurs fois retardé, et il ne devait prendre finalement la route que le 10 janvier. Mais l'*interim* aurait été fort bien rempli, par Duroc, envoyé extraordinaire, et par Bignon, un jeune secrétaire de légation plein de zèle qui ferait le chargé d'affaires entre le départ d'Otto, nommé commissaire à Londres pour traiter des affaires concernant les prisonniers de guerre³², et l'arrivée tant attendue de Beurnonville.

Le jeune «*chef de brigade*» (colonel) Duroc n'avait rien d'un diplomate, mais il jouissait de l'entière confiance de Bonaparte, qui lui donna la préférence, selon Bourrienne – alors encore très proche, lui aussi, du Premier consul –, *parce que c'était un homme bien élevé, ayant de bonnes manières, s'exprimant avec réserve mais avec grâce, qualités bien rares à cette époque*³³. Sa mission fut en tout cas un entier succès, tous les témoignages l'attestent. Arrivé dès le 28 novembre à Berlin, il fut aussitôt présenté par Otto au ministre Haugwitz qui s'offusqua bien un peu de son insistance à vouloir remettre lui-même au Roi la lettre du Premier Consul. L'étiquette ne l'entendait pas ainsi – ni la curiosité un peu inquiète du ministre Haugwitz. Mais Otto fit valoir *que le gouvernement français voulant donner au Roi un témoi-*

29 Le futur souverain avait participé à la campagne de 1792. Sorel se moquera de cet «aplomb» de Beurnonville (L'Europe et la Révolution française, voir n. 2, tome 6, p. 32).

30 Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État, tome 7, Paris 1834, p. 388.

31 Les différents motifs de ce choix étaient du reste si évidents que Beurnonville les indiqua lui-même à ses interlocuteurs prussiens, comme il s'en vante un peu sottement dans sa dépêche du 3 pluviôse (23 janvier) (CP 226, folio 222).

32 La décision de muter Otto fut prise le 22 novembre (cf. CP 226). Volonté de lui assurer une promotion? Ou plutôt de signifier au cabinet de Berlin la rupture avec le Directoire et l'ère des récriminations réciproques, dont Otto avait bien dû se faire le porte-parole? En tout cas, Otto quitta Berlin, sur ordre formel de Paris, dès le 18 décembre, et sans attendre l'arrivée de son successeur.

33 Mémoires de M. de Bourrienne, tome 3, Paris 1829, p. 244.

gnage particulier d'estime, avait jugé convenable d'envoyer, pour cet objet, le premier aide de camp du consul Bonaparte, mesure qui ne pouvait être jugée d'après les règles ordinaires de l'étiquette³⁴.

Du reste, l'arrivée de ce premier messenger du gouvernement consulaire avait causé une grande sensation. La nouvelle du coup d'État avait déjà produit *un effet presque miraculeux* selon Otto, sur la conduite des hommes qu'il rencontrait: *Les personnages les plus marquants par leur haine pour la République me recherchent, me demandent avec intérêt les détails de ce qui s'est passé, ont l'air de me féliciter d'un nouvel ordre de choses qui promet enfin de rétablir le repos de l'Europe. M. d'Haugwitz redouble d'attentions et de petites prévenances*³⁵.

Les qualités personnelles de Duroc, sa modestie et son instruction surent convertir en vraie sympathie ce préjugé favorable. La lettre de Bonaparte à Frédéric-Guillaume, directe et presque familière³⁶, fut bien accueillie du Roi, le 4 décembre, et son porteur véritablement fêté, présenté aussitôt à la Cour, invité à dîner par le Roi et la reine, pressé de questions, sur l'Égypte notamment³⁷. *Tout le monde ici est enthousiasmé de cette expédition, chacun voudrait l'avoir faite et en demande des détails avec intérêt*, écrit Duroc au Premier Consul³⁸.

Sans doute était-il prématuré d'en conclure que la cause diplomatique était gagnée, que les méfiances et les querelles étaient surmontées, mais le climat du moins avait changé, et les observateurs de la coalition en mesurent toute l'importance: *M. de Krüdener*³⁹ *est jaloux de la réception faite au citoyen Duroc*, écrit Otto le 10 décembre. *Il s'est plaint amèrement de ce que cet officier a dîné avec le roi et que lui, envoyé d'un grand empereur, a été laissé de côté. On lui a répondu que le roi le considérait comme ministre étranger, et que l'étiquette ne lui permettait pas de l'admettre à sa table. Le même soir, le citoyen Duroc a été invité à souper avec la reine: nouveau chagrin pour le Russe*⁴⁰.

Bonaparte avait réussi la première phase de son opération de séduction. Mais il restait à entretenir la flamme, dans une cour qui passait pour hésitante, et face à des ministres ondoyants. Duroc repartant le 20 décembre, Beurnonville tardant, on fit partir aussitôt Bignon pour éviter toute solution de continuité; nommé premier secrétaire de légation après le refus de Colchen, il devait assurer l'*interim* avec le concours de Caillard, qu'une mission précédente avait rendu familier des affaires

34 Dépêche d'Otto, 9 frimaire an VIII (30 novembre 1799), CP 226.

35 Dépêche du 4 frimaire, CP 226.

36 Elle fut sans doute modifiée encore une fois, au dernier moment par Bonaparte lui-même, dans le sens d'une plus grande familiarité, car la seconde version conservée dans la CP, rédigée par les bureaux (à la date du 25 brumaire), diffère légèrement du texte que Bailleu a retrouvé dans les archives prussiennes. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 347-348.

37 On admira particulièrement sa franchise lorsqu'il avoua n'avoir pas vu de crocodile en Égypte. *Voici encore un autre trait auquel Duroc a donné lieu ici*, rapporte Bignon. *On lui demandait s'il avait vu des crocodiles! Quel voyageur revenant d'Égypte n'eût affirmativement répondu à une telle question? Le citoyen Duroc répondit non. Le roi fut très frappé de cette réponse, ce scrupule de véracité lui plut extrêmement et, selon les dires d'Ephraïm, ce fut une des choses qui ont contribué le plus à donner au roi l'opinion la plus avantageuse de cet officier* (dépêche du 16 nivôse, 6 janvier).

38 Lettre de Duroc à Bonaparte, AF IV 1690, citée par BAILLEU (voir n. 8) p. 513.

39 Qui était finalement resté comme chargé d'affaires russe par *interim*.

40 CP 226, folio 136.

prussiennes⁴¹. Désigné dès le 15 décembre, Bignon arrivait à Berlin le 4 janvier 1800, après avoir brisé sa voiture sur de mauvais chemins et dépensé beaucoup plus que l'enveloppe allouée pour ses frais de voyage⁴². Il se mit au travail aussitôt, ayant lu d'avance les correspondances de ses prédécesseurs, et il eut dès le 5 janvier, avec Ephraïm, un agent officieux envoyé par le ministre Haugwitz, une longue conversation en forme de tour d'horizon. Le lendemain, il put envoyer sa première dépêche à Paris, manifestant d'emblée une grande finesse de jugement qui allait être fort appréciée de Talleyrand⁴³.

Quant à Beurnonville, il finit par se mettre en route le 8 janvier, mais devait connaître diverses tribulations, et n'arriva que le 20, après s'être frayé péniblement un chemin parmi *les blocs immenses de glace amoncelés sur le rivage du Rhin*, puis avoir dû surtout, entre Wesel et Berlin, *par les plus mauvais chemins de l'Europe, supporter sans mot dire les lenteurs des postillons allemands qui, bien que prévenus par une estafette, n'en sont pas moins une grande heure pour changer les chevaux et se mettre en route*⁴⁴. À son arrivée, une autre surprise l'attendait: *Les secrétaires de ma légation que j'avais chargés de me faire préparer un logement convenable dans une auberge qui le fût aussi, n'ont pu m'en trouver un qu'à l'hôtel de Russie*⁴⁵. Mais l'envoyé non encore accrédité du Czar y loge et l'on se demandait, dès avant mon arrivée, si je pourrais habiter la même maison que l'envoyé d'une nation ennemie. J'ai déjà répondu à ces observations que je ne m'effrayais pas plus que mon gouvernement et ma nation, d'aucun voisinage, et que dans cette occurrence je logerais à l'hôtel de Russie quand même Paul y serait en personne⁴⁶. Ce mâle langage, où l'on devine surtout l'impatience de trouver enfin un bon lit, eut en tout cas l'heur de plaire à Bonaparte, puisque l'épisode eut droit aux honneurs du «Moniteur», dès le 7 février: *Le général Beurnonville est arrivé à Berlin, précédé du général de brigade Belair*⁴⁷ *et du chef de brigade de hussards Vandeuil*⁴⁸, *ses secrétaires de légation. Ils lui*

41 Il avait passé près de quatre ans à Berlin de 1795 à 1799, comme secrétaire de légation auprès de son oncle d'abord, puis de Sieyès. Cf. la lettre qu'il écrit à Talleyrand pour rappeler ses services, le 9 vendémiaire an IX (1^{er} octobre 1800), AMAE Personnel, tome 8, folios 128-129.

42 Ainsi qu'il l'expose à Talleyrand dans sa lettre de Wesel du 6 nivôse (27 décembre). Le coût de tels voyages était apparemment exorbitant: Beurnonville demandera lui aussi un supplément, dans sa lettre du 15 ventôse (6 mars), assurant avoir dépensé 5526 francs pour se rendre de Paris à Berlin (CP 226). Quant à Duroc, il reçoit 20 000 francs pour ses frais à son retour (arrêté du 13 pluviôse an VIII cité par J. de LA TOUR, Duroc, Paris 1913, p. 68).

43 Dépêche du 16 nivôse (6 janvier 1800) (CP 226).

44 Dépêche de Beurnonville, 30 nivôse an VIII (20 janvier 1800) (CP 226). La réputation des postillons allemands restera longtemps exécration parmi les voyageurs français. Stendhal raconte ainsi dans son Voyage à Brunswick (1808) que *les postillons quittent à tout moment la chaussée pour prendre à travers champs. Mais tout cela n'est rien, c'est aux postes qu'un homme un peu vif a à souffrir. Il faut toujours attendre deux heures. Priez, battez, payez ou donnez, vous passerez deux heures à chaque station* (texte publié par Hans MATTAUCH, Stendhal. Zeugnisse aus und über Braunschweig 1806-1808, Bielefeld 1999, p. 218).

45 Il s'agit de l'ancien et célèbre hôtel *Zur goldenen Sonne* (Au soleil d'or), situé Unter den Linden, et rebaptisé depuis peu *Hôtel de Russie*. Goethe y avait logé lors de son séjour à Berlin, et Balzac y descendra en 1843.

46 Dépêche du 30 nivôse.

47 Le futur général Liger-Belair (1762-1835) était natif de l'Aube, comme Beurnonville lui-même.

48 Il s'agit du petit-fils de Diderot. Il suivra Beurnonville lors de son ambassade en Espagne.

ont retenu un logement à l'hôtel garni de Russie. L'envoyé russe occupe le second étage, et Beurnonville le premier. Jamais ennemis n'ont été si voisins⁴⁹. Peut-être voulait-on déjà y discerner un signe de bon augure pour l'avenir des relations avec la Russie.

Les débuts de Beurnonville

La tâche du nouvel arrivant était grandement facilitée après la mission extraordinaire de Duroc, qui avait su créer un climat propice, et grâce au travail préalable déjà réalisé par Bignon, qui s'était mis très vite au fait des différentes questions en suspens.

Il dut commencer, bien sûr, par se présenter au Roi, dès le 23 janvier, et lui trousser le compliment de circonstance. Pour mieux rendre sensible la rupture intervenue en France avec »l'ère des avocats«, Beurnonville s'était promis d'être très bref⁵⁰, mais il sut tout de même trouver l'éloquence nécessaire, et séduisit sans peine des interlocuteurs gagnés d'avance⁵¹. *Il ne s'est pas encore écoulé un seul jour, pourra-t-il écrire à d'Hauterive le 1^{er} février, que nous n'ayons reçu du Roi, de la reine, de la famille royale et de toute la cour des marques d'une bonté vraiment touchante. Lui-même fut enchanté de chacun, le roi, fort bel homme d'une extrême modestie et d'une affabilité rare, la reine, belle, charmante, pleine de grâce; il est impossible de mieux recevoir*⁵².

Quant aux relations politiques, l'ambassadeur entreprit, selon le vœu du gouvernement consulaire, de faire simplement litière de tout le passé récent et de fonder les rapports sur de nouvelles bases. *J'ai voulu, en arrivant ici, écrit-il encore, ne succéder aux préjugés ni aux opinions de personne, j'ai voulu y dater de moi-même. Les circonstances avaient dû changer les dispositions par le fait de notre régénération. J'ai mis et recommandé à toute ma famille la plus grande politesse envers tout le monde, même envers nos ennemis*⁵³.

Dans la forme comme sur le fond, il s'agissait de bien marquer la rupture intervenue, et de prendre en particulier le contre-pied de Sieyès, dont les antécédents révolutionnaires et la triste figure avaient provoqué à la cour une antipathie à peu près générale. Pour faire contraste à la tête noire de son prédécesseur⁵⁴, il est assez vraisemblable que Beurnonville ait prié ses subordonnés de prendre la mode de la cour, avec poudre et queue, même si, épinglé à ce sujet par l'*impertinent et ridicule Journal des défenseurs de la Patrie*, il s'empessa de faire démentir ou du moins nuancer l'in-

49 Moniteur du 18 pluviôse, p. 547.

50 Sandoz-Rollin rapporte au roi de Prusse, de Paris, sa conversation avec l'ambassadeur désigné. *Du temps des gouvernants avocats, tous les fonctionnaires publics étaient devenus en France des discourseurs. Il n'en sera pas de même sous le gouvernement actuel, et le général Beurnonville m'a assuré que dans sa présentation à Votre Majesté, il ne dirait que deux mots, ce que j'ai fort approuvé.* Dépêche du 15 décembre 1799 citée par BAILLEU (voir n. 8) p. 356.

51 Le discours ne fut pas aussi laconique qu'annoncé, si l'on en juge par le texte joint à la dépêche du 3 pluviôse (23 janvier). Mais il atteste une éloquence sobre, et fut jugé digne d'être reproduit dans le Moniteur le 12 pluviôse (1^{er} février). Il est cité intégralement par Lucien GRAUX (voir n. 18) p. 325.

52 Lettre à d'Hauterive, CP 226, folio 250.

53 Ibid. Ce que Beurnonville appelle sa famille, ce sont ses collaborateurs. Il est alors divorcé, sans enfants, et ne s'est pas encore remarié.

54 Qui ne se poudrait pas. Cf. CAVIGNAC (voir n. 14) tome 1, p. 138.

formation⁵⁵. Ses interlocuteurs prussiens ne lui ont pas caché tout le mal qu'ils pensaient du Directoire en général et de Sieyès en particulier, *un homme d'esprit*, lui confie Haugwitz, avec qui *nous avons eu peut-être quelques explications serrées*⁵⁶. Mais le changement de régime survenu à Paris dispense Beurnonville d'afficher la solidarité ordinaire en pareil cas. Il souligne plutôt le contraste en portant ostensiblement l'uniforme, apprécié à Berlin, en jouant de sa bonhomie et de sa simplicité militaire pour *franchir l'étiquette* sans choquer, et mettre à son aise ce roi un peu timide. *Il est d'usage dans cette cour*, raconte-t-il à Talleyrand, *d'attendre que le Roi salue et parle le premier. Comme général et supposé encore peu instruit de l'étiquette, j'ai voulu hier au soir essayer de franchir cette barrière, afin de me ménager en cas de succès la facilité d'aborder ainsi le Roi dans tous les temps*⁵⁷. Ce faisant, du reste, Beurnonville agit précisément, à son échelon, comme Bonaparte écrivant au roi d'Angleterre, le jour de Noël, sans passer par les formes diplomatiques habituelles; ou s'entretenant avec Sandoz-Rollin, ainsi qu'il se plaît à le souligner, *en militaire et non en politique*, un peu brutalement peut-être, mais avec franchise⁵⁸.

Du côté prussien, on ferma les yeux sur l'infraction à l'usage, et Frédéric-Guillaume causa volontiers avec ce militaire cordial, alors que, selon Bignon, *il évitait la rencontre du citoyen Sieyès, dont il craignait peut-être la supériorité ou du moins la conversation trop positive*⁵⁹. Au reste, le même observateur se demande si cette *affectation d'établir un contraste entre le général Beurnonville et le citoyen Sieyès* n'était pas en partie calculée. *On revient sans cesse sur ce point*, observe-t-il, *on met en opposition les caractères en effet bien différents des deux ministres, et l'éloge de l'un amène tout naturellement la satire de l'autre*. Mais n'était-ce pas aussi un moyen, suggère-t-il finement, tout en flattant à la fois le nouvel ambassadeur et son gouvernement *régénérateur*, de faire oublier certaines ambiguïtés des mois précédents? *On cherche à rendre le citoyen Sieyès en quelque sorte responsable de la malveillance ou de la tiédeur dont on se sent prévenu pour le passé, et on allègue pour légitimer ce dernier sentiment de petits faits attribués au citoyen Sieyès, où l'on trouve de la rudesse et de la hauteur; de petits bons mots où l'on voit de l'aigreur et de l'amertume. On prétend que ses formes peu liantes repoussaient la confiance, et que le roi, son épouse et le ministère étant peu satisfaits des procédés de l'Envoyé de la république, quelque porté qu'on fût à s'unir plus particulièrement avec elle, on ne pouvait rien faire alors qui tendît à ce but*⁶⁰.

55 Il écrit à Talleyrand le 10 ventôse (1^{er} mars) que *les secrétaires de la légation française ont trop d'usage du monde pour ne pas se conformer à l'étiquette d'une cour où ils sont accueillis de la manière la plus gracieuse. Ils ont su que l'usage était d'y paraître avec de la poudre, ils en ont mis. Ils n'ont eu à cet égard besoin d'aucune invitation de la Cour ni de moi, ni à plus forte raison besoin d'ordre* (CP 226, folio 307). Mais le 8 germinal, il assure à Roux-Laborie que deux membres de la légation *sont accueillis partout en cheveux courts et sans poudre* (Lettre publiée dans la Revue rétrospective, tome 2, 1834, p. 315).

56 Dépêche de Beurnonville du 9 pluviôse (29 janvier), CP 226.

57 Dépêche du 9 pluviôse, CP 226. Cf. aussi la dépêche du 7 ventôse (26 février), *ibid.*

58 Par exemple dans l'entretien rapporté le 5 mars par l'ambassadeur prussien, et cité par BAILLEU (voir n. 8) p. 370.

59 Lettre de Bignon à Talleyrand du 10 ventôse (1^{er} mars), CP 226, folio 304.

60 Lettre de Bignon à Talleyrand du 5 pluviôse (25 janvier), CP 226, folio 226.

Quoi qu'il en fût, et même si la mission commençait donc sous les meilleurs auspices, il fallut bien aborder un certain nombre de dossiers délicats. Certes la mission de Beurnonville n'était pas, comme celle de Sieyès, de rechercher l'alliance de la Prusse. Instruit par l'expérience, ou plus fier, le gouvernement consulaire s'y refuse délibérément. Il compte sur la confiance que doit inspirer le nouveau régime, grâce à sa stabilité intérieure et sa modération à l'extérieur, grâce à sa force aussi, pour lui gagner, sans qu'il ait à les solliciter, les bonnes grâces de la Prusse. *Les instructions de Beurnonville sont différentes de celles de ses prédécesseurs*, écrit Sandoz-Rollin à son cabinet, *il ne doit point parler d'alliance et laisser au temps et à l'attitude imposante que prendra la France le soin de la déterminer*. On compte aussi que la Prusse saura mesurer tout le profit, pour elle-même, d'une coopération avec la France. *Beurnonville doit parler uniquement des intérêts qui lient les deux puissances*, écrit encore le ministre prussien de Paris, *et des grands avantages que retirerait la Prusse d'interposer une médiation énergique et armée*⁶¹. On s'apprête ainsi, du côté français, à renverser les rôles, pour essayer de faire du solliciteur de naguère le sollicité d'aujourd'hui. Le partenaire ne s'y prêtant guère, on verra s'engager pour plusieurs mois une véritable partie de «poker menteur» entre Paris et Berlin.

II. Six mois de «sur-place»

Les attentes françaises

Tout en affectant de ne rien demander à la Prusse, le gouvernement français en attend beaucoup, mais il voudrait l'obtenir en *insinuant*, plutôt qu'en faisant des *ouvertures*⁶². De son côté le cabinet prussien estime que la France a besoin de la paix, et son nouveau chef plus encore, pour consolider son pouvoir et répondre à l'attente de son opinion publique. Or, le rapport des forces n'était pas tel, au début de l'année 1800, qu'elle pût la dicter. Quant au risque d'une entente directe entre la France et l'Autriche, renouvelant pour Berlin le cauchemar de Campoformio, il semblait pour le moment fort éloigné. Il suffisait donc d'attendre que la France vînt solliciter le concours de la Prusse, sous une forme ou sous une autre. Les premières semaines représentent ainsi une phase d'observation mutuelle. Comme le résume Bignon, *on ne propose point encore sa médiation; on veut qu'elle soit demandée, et pour provoquer cette demande, on multiplie les protestations de sentiments qu'on n'a pas encore*⁶³.

Mais l'ambassadeur de Prusse à Paris ne se fait guère plus d'illusions lorsqu'il écrit à son souverain: *Aujourd'hui on parle à V.M. de médiation armée, demain on proposera une ligue du nord pour la paix. Tout cela ne tirera pas à conséquence, ce sont des tentatives que l'on essaie selon les circonstances et les besoins du temps. Il n'existe pas*

61 Dépêche envoyée le 15 décembre 1799, et citée par BAILLEU (voir n. 8) p. 356.

62 Il se peut néanmoins que Duroc, en décembre, ait été porteur d'un message verbal plus explicite. Selon Bignon, en tout cas, témoin particulièrement bien placé, il *donna à entendre qu'il était au pouvoir de S. M. Prussienne d'imprimer à sa médiation une grande efficacité, et que le premier consul n'hésitait pas à répondre de la prompte conquête d'une paix qui ne serait point stérile pour la Prusse* (Edouard BIGNON, Histoire de France [voir n. 2] tome 1, p. 72).

63 Lettre de Bignon à Talleyrand du 5 pluviôse (25 janvier), CP 226.

*encore ici un système bien déterminé et suivi dans les relations politiques du gouvernement français*⁶⁴.

C'est Bonaparte qui, las d'attendre, prend l'initiative. Il commence par demander à Talleyrand, le 21 janvier, *un rapport sur ces questions: 1° quel parti serait-il possible de tirer de la Prusse pour accélérer la paix générale, continentale ou partielle, avec quelque-une des puissances belligérantes; 2° quelle espèce de notification pourrait-on lui faire pour l'engager de plus en plus en notre faveur?*⁶⁵.

À cette date, en effet, les offres de paix adressées à Londres et à Vienne ont été repoussées, et la Russie ne s'est pas encore retirée de la coalition, même si «des bruits vagues venus de la Suisse et des bords du Rhin annonçaient un peu de refroidissement entre les Russes et les Autrichiens»⁶⁶. Obtenir des précisions sur la conduite longtemps incertaine des armées russes, ce sera d'ailleurs l'une des tâches primordiales de l'ambassadeur français à Berlin. Dans cette conjoncture diplomatique toujours difficile, la fortune des armes est loin d'être assurée, même si le Premier consul prépare méthodiquement, dès l'hiver, la prochaine campagne.

Au cours des premières semaines de sa résidence à Berlin, le nouvel «Envoyé» de la République française était entré dans des conférences assez informelles avec le principal responsable de la diplomatie prussienne, le comte de Haugwitz, qui fait assaut avec lui d'amabilités et de bonnes intentions, sans que ni l'un ni l'autre se livre. Curieusement, la France restant sur la réserve, c'est la partie prussienne qui lâche comme par mégarde le mot *alliance* – au cours d'un échange officieux, il est vrai, entre Bignon et Ephraïm, «courtier» du ministre facile à désavouer si besoin était. Du reste, une telle alliance, dans l'esprit d'Ephraïm, supposerait de nombreuses concessions françaises, à commencer par l'évacuation de la Hollande⁶⁷. *Où est le but de ces insinuations?*, se demande Bignon. Il voit bien *que la Prusse veut être provoquée par la république française à une alliance*, mais ne sait trop que penser de ses motifs. Se faire un mérite en Europe d'un nouveau refus? Obtenir des contreparties importantes? Ou constat réaliste du changement décisif que représente le régime du consulat? *On traiterait moins avec la République qu'avec le général Bonaparte*. En tout cas, l'ambassadeur affectera de ne pas relever cette ouverture discrète⁶⁸.

Une autre conversation à bâtons rompus, entre Beurnonville et Zastrow, un des aides de camp du roi, permet de revenir sur la question des conditions de paix qui conviendraient à la Prusse. On mentionne à nouveau la Hollande. Quant à la limite du Rhin, elle ne semble pas faire difficulté, si ce n'est pour les revendications présentées par le Directoire à Rastadt, relativement aux places fortes de la rive droite, Ehrenbreitstein (face à Coblenche), Kastel (près de Mayence) et Kehl en face de Strasbourg.

Mais tout cela ne paraît conduire nulle part. *Faites-moi des ouvertures, et je les écouterai*, déclare le roi lui-même à l'Envoyé⁶⁹. Du côté prussien, on relève en effet,

64 Dépêche de Sandoz-Rollin du 23 janvier, citée par BAILLEU (voir n. 8) p. 363.

65 Correspondance de l'empereur Napoléon 1^{er}, n° 4542.

66 BOURRIENNE (voir n. 33) tome 3, p. 268.

67 Lettre de Bignon à Talleyrand du 21 nivôse (11 janvier), CP 226, folios 192–197.

68 Il souligne dans sa dépêche du 3 pluviôse (23 janvier) qu'il n'a pas prononcé le mot «alliance» dans son discours de présentation au roi (CP 226, folio 221).

69 Dépêche de Beurnonville du 9 pluviôse (29 janvier), CP 226.

et non sans raison, l'inanité des propositions françaises: Haugwitz s'irrite des *termes généraux* et des *propos vagues* de l'ambassadeur, et en conclut qu'il faut *conserver les plus grands doutes sur la sincérité de ses assurances* de vouloir effectuer la paix sous la médiation prussienne. *Selon mon opinion*, écrit-il à Frédéric-Guillaume, *le but de la mission du général Beurnonville n'a été que d'en imposer à la nation française et aux puissances étrangères par une affectation de confiance et d'intimité avec Votre Majesté*⁷⁰.

Le diagnostic de Bignon, côté français, n'est pas moins désabusé. *Nous voici déjà, se désespère-t-il, rentrés sur la même ligne que nos prédécesseurs*. Il y aura eu *erreur mutuelle*, le cabinet prussien ayant pris les démarches amicales du mois de décembre comme *le prélude de propositions formelles*, et l'ambassadeur de la République imaginé que l'empressement qu'on lui témoignait annonçait des *arrangements nouveaux*⁷¹.

Cependant, lorsqu'il est devenu clair que la Russie ne fait plus cause commune avec l'Autriche⁷², que les chances de la France s'accroissent d'autant, et surtout que la Prusse, qui a déjà renoué des relations discrètes avec Saint-Pétersbourg, se voit délivrée de la menace paralysante qui pesait si lourdement sur sa frontière orientale l'année précédente⁷³, on estime à Paris que le cabinet de Berlin, ayant retrouvé toute sa liberté d'action, pourrait adresser un message clair à l'Autriche, et mettre ainsi fin, pense-t-on, à la guerre continentale. Répondant aux questions que lui avait posées le Premier Consul, Talleyrand observa certes qu'*il ne fallait pas s'attendre que la Prusse fût disposée même aujourd'hui à associer sans réserve sa cause et ses efforts aux nôtres par une alliance offensive et défensive*, mais *on pouvait croire au moins qu'elle avait apprécié les chances de notre position présente, et mettrait quelque soin à se rapprocher plus qu'elle n'a fait jusqu'à présent*. L'heure était peut-être venue pour la France de prendre l'initiative, *d'aller au-devant des déterminations de ce gouvernement et de le provoquer à quelques discussions communes*. Le ministre des relations extérieures propose en tout cas d'ouvrir avec Berlin, avant le début de la campagne, une négociation au plus haut niveau *sur tous les points qui tiennent à la pacification de l'Europe*. Mais, ajoute-t-il aussitôt, *pour préparer un ouvrage aussi vaste, je ne crois pas qu'il suffise du général Beurnonville*⁷⁴.

Sur ce dernier point, le Premier consul ne fut sans doute pas de son avis, ou jugea-t-il que d'autres urgences le requéraient. Il se décida néanmoins à sortir de l'expecta-

70 Lettre de Haugwitz à Frédéric-Guillaume III, 31 janvier 1800, BAILLEU (voir n. 8) p. 359-361.

71 Lettre à Talleyrand du 13 pluviôse (2 février). CP 226, folio 253.

72 *La séparation de l'Autriche et de la Russie ne paraît point de nature à laisser craindre de retour*, écrit Beurnonville le 8 pluviôse (28 janvier) (CP 226, folio 233). Il reste que des nouvelles, vraies ou fausses, au sujet des mouvements de l'armée russe entre Bohême et Galicie, vont continuer à circuler encore quelque temps.

73 Sa longue frontière indéfendable avec la Russie est un élément très important de la situation géopolitique de la Prusse après les partages de la Pologne, au point que certains, à Berlin, regrettaient le 3^e partage. Le Roi lui-même *rendrait sa part avec plaisir si les autres copartageants voulaient l'imiter*. Dépêche de Beurnonville du 15 pluviôse (4 février 1800), datée par erreur du 15 nivôse dans le volume 226 de la CP. Sur cette question, cf. les analyses de Brendan SIMMS, *The impact of Napoleon* (voir n. 1) p. 101-104.

74 Rapport non daté, présenté sans doute en février 1800 (CP 227, folio 242). Extraits dans BAILLEU (voir n. 8) p. 520.

tive, et convoqua l'ambassadeur Sandoz-Rollin pour *une conversation approfondie*, en le priant d'en transmettre au plus vite le contenu à son gouvernement. Le 5 mars, en présence de Talleyrand qui resta à peu près muet, Bonaparte exposa précisément ses conceptions du règlement de la paix future. S'agissant de la limite du Rhin, non seulement il renonçait aux prétentions du Directoire sur les têtes de pont de la rive droite, mais il se contenterait de la ligne Rhin, Moselle et Meuse pour constituer la frontière entre la France et l'Empire germanique. Quant à l'Italie, sans avancer lui-même aucune prétention à son égard, il tiendrait compte des intérêts de Berlin, en refusant d'y satisfaire les ambitions immenses de l'Autriche qui, telles qu'elles s'étaient révélées crûment l'été précédent, aboutiraient à renforcer dangereusement l'Empereur au détriment de l'équilibre avec la Prusse.

En contrepartie de cette modération, le Premier consul attendait une action diplomatique effective de la Prusse, et il avança deux suggestions. D'abord, une intervention à Saint-Pétersbourg pour *séparer entièrement la Russie de la coalition*, c'est-à-dire de l'Autriche – ce qui paraissait acquis dans les faits –, mais aussi de l'Angleterre, ce qui restait encore incertain, les troupes russes cantonnées à Jersey continuant de représenter une masse de manœuvre potentiellement menaçante pour un débarquement anglais en Hollande ou en Vendée; d'autre part un encouragement prussien à l'Electeur de Bavière, *débarrassé de la crainte que lui inspiraient les Russes, à se soustraire au dangereux patronage de l'Autriche, c'est à dire à retirer son contingent et à ne permettre ni le passage ni le séjour des troupes autrichiennes dans ses États*⁷⁵. On savait bien, à Paris, que la Bavière ne collaborait en effet qu'à contrecœur avec l'Autriche, considérée depuis longtemps à Munich comme son prédateur le plus dangereux.

Les récriminations prussiennes

Au cours de ce premier trimestre, pendant que, du côté français, on attendait que la Prusse se décidât à mettre tout son poids dans le règlement des affaires européennes, le cabinet de Berlin semblait occupé principalement d'une querelle qui peut sembler bien mineure, même si l'on fait la part du juridisme si caractéristique des cours allemandes de cette époque, habituées aux longs débats de la Diète de Ratisbonne et aux procès interminables devant les tribunaux d'Empire de Vienne ou de Wetzlar.

Il s'agissait de l'interprétation de l'article 5 du traité de Bâle, qui stipulait que les troupes françaises continueraient *d'occuper la partie des États prussiens situés sur la rive gauche du Rhin*, c'est-à-dire les provinces de Clèves et de Gueldre, en attendant l'arrangement définitif renvoyé à la paix générale. Les Français avaient donné depuis deux ans une interprétation extensive de cette occupation, notamment dans le domaine fiscal, et ils avaient pris des mesures de caractère administratif qui semblaient tenir pour acquise l'annexion définitive. Or, les articles secrets du traité de Campoformio, révélés à la Prusse pendant le congrès de Rastatt, envisageaient aussi l'hypothèse d'une restitution⁷⁶. De là, à partir du début de l'année 1799, une longue

75 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 14 ventôse (5 mars 1800) (CP 226, folios 323–326); rapport de Sandoz-Rollin à son gouvernement, même date, cité par BAILLEU (voir n. 8) p. 370–371.

76 La chronologie montre bien la relation entre ces réclamations et la révélation de certaines clauses de Campoformio. Le lien est d'ailleurs avoué dans un rapport au roi de Prusse du 4 octobre 1799, cité

suite de notes de plus en plus pressantes sur ce sujet, et la réclamation insistante d'un retour à la *régence civile* prussienne avant que les révolutionnaires aient complètement gâté l'esprit des populations⁷⁷.

Mais ce n'était pas tout. Derrière cette affaire se dessinait en filigrane un autre enjeu, celui de la République batave, à laquelle les deux provinces rhénanes sont contiguës. Or, le roi de Prusse, voisin de la Hollande au sud, mais aussi au nord, en tant que souverain de la Frise orientale, et de surcroît parent de l'ancien stathouder, n'entendait nullement se désintéresser de l'avenir de celle-ci. Son père était venu ramener l'ordre dans les Provinces Unies en 1787, avec le duc de Brunswick, et la coalition de 1799 aurait trouvé naturel que ce fût la Prusse qui intervînt à nouveau dans ce pays, plutôt que les Anglo-Russes. À défaut d'agir militairement, Berlin multiplia au cours de l'année 1799 les notes diplomatiques appelant à respecter l'indépendance de la Hollande, au point de susciter à Paris le soupçon d'avoir voulu désarmer la République batave afin de faciliter l'opération des alliés⁷⁸.

Même si la conjoncture militaire, défavorable à la France au cours de l'été 1799, contribue à expliquer ce vif intérêt pour la Hollande et les provinces rhénanes, qui n'était selon Otto *qu'un prétexte pour entrer en jeu au moment où la République paraissait affaiblie*⁷⁹, la question restait posée après le 18 brumaire, et elle allait fort occuper les deux chancelleries et les deux ambassadeurs. Au-delà, c'était d'ailleurs l'affaire des indemnités qui se dessinait, y compris celle du prince d'Orange.

Les directeurs n'avaient jamais envisagé de satisfaire la Prusse à propos de l'administration des provinces rhénanes, ne prenant guère au sérieux le risque d'une reprise de la guerre pour ce simple motif. La querelle dut paraître de prime abord tout aussi ridicule à Bonaparte, lorsque Sandoz-Rollin mit d'emblée cet élément dans la balance, déclarant nettement à Talleyrand: *Voulez-vous préparer les dispositions de la Prusse à ce que vous souhaitez, commencez par lui complaire dans ses demandes, et en particulier pour la régence civile des provinces transrhénanes*⁸⁰. Cette demande allait pourtant continuer à faire l'objet de *dissensions fâcheuses*, sans cesse réitérées, parfois

par BAILLEU (voir n. 8) p. 340; ou dans la lettre de Haugwitz du 31 janvier 1800 (ibid. p. 360). Cf. Michel KERAUTRET, *La Prusse et le traité de Campoformio*, in: VITO STIGLIANI (dir.), *Le traité de Campoformio, aspects politiques et littéraires*, Strasbourg (Institut culturel italien) 1998, p. 31-38.

77 L'affaire est bien résumée dans le mémoire d'Alvensleben du 12 mai 1799, cité par Paul BAILLEU (voir n. 8) p. 299.

78 Les Instructions de Beurnonville, peut-être rédigées par Sieyès, l'exprimaient sans ambages en décembre 1799: *Les préparatifs de l'Angleterre pour subjuguier la Hollande étaient inconnus en Europe, mais la conduite de la Prusse depuis le milieu de l'an VII ne permet pas de supposer qu'ils fussent un secret pour elle. Dès lors elle commença à manifester le plus vif intérêt pour la paix et l'indépendance de la République batave. Le stathouder eut à Berlin des défenseurs zélés, ses partisans en Hollande parlaient hautement de l'espoir qu'ils fondaient sur le patronage de la Prusse. Et comment n'auraient-ils pas compté sur cet appui? Le comte de Haugwitz ne cessait de se récrier contre l'influence de la France en Batavie, contre la présence d'une armée française. Les événements qui ont suivi semblent faire croire qu'il eût voulu dès lors préparer aux Anglo-Russes un abord sans résistance et une invasion sans danger.* AMAE, Mémoires et documents Prusse, volume 9; Paul BAILLEU (voir n. 8) p. 515.

79 Dépêche d'Otto du 4 frimaire (25 novembre 1799), CP 226.

80 Rapport de Sandoz-Rollin du 1^{er} décembre 1799 (BAILLEU [voir n. 8] p. 354). Cf. la note remise à Talleyrand le 29 novembre, CP 226, folio 114. Nouvelles plaintes les 5 et 8 nivôse (26 et 29 décembre), CP 226, folios 152 et 154.

avec aigreur, par Sandoz à Paris comme à Berlin par tous les interlocuteurs rencontrés.

Elle allait se décliner en réclamations particulières de toute espèce, au sujet de la surexploitation des bois, ou d'abus divers, fiscaux notamment, attribués au commissaire Wasseind dans le département de la Roër⁸¹. Elle ferait l'objet de plusieurs notes officielles du ministre Haugwitz⁸², voire de plaintes amères du roi lui-même, qui se dit traité avec *injustice* par le gouvernement français, et frustré dans l'amour qu'il porte à ceux qui restent ses sujets *jusqu'à une cession définitive qui ne peut être arrêtée qu'à la paix*⁸³. Et malheur à l'imprudent Beurnonville, s'il s'engage sur le terrain du droit, car Frédéric-Guillaume connaît bien son dossier⁸⁴!

Cette obstination, après avoir suscité l'incrédulité, finit par être prise au sérieux à Paris. Talleyrand écrivit à Beurnonville pour en avoir le cœur net: *M. de Sandoz me parle sans cesse des provinces transrhénanes. Sachez, je vous prie, s'il est vrai que le gouvernement prussien y prend tout l'intérêt qu'annonce l'insistance de son ministre, et à quoi tient cet intérêt. Du reste, si vous découvrez qu'en effet le Roi marque un vrai désir de voir le terme de cette discussion, témoignez au ministre que le Premier consul est disposé à mettre de l'activité dans cette négociation et qu'il se prêtera à tous les arrangements qui pourraient satisfaire le vœu de la Prusse sans nuire aux intérêts français et sans blesser les droits que le traité de Bâle nous assure. Avec des dispositions mutuelles telles que celles qui animent les deux gouvernements, il n'est pas possible qu'on perde beaucoup de temps avant de s'entendre*⁸⁵.

L'ambassadeur, excédé de se voir toujours rappeler cette affaire exaspérante, inclinait à céder sur toute la ligne: *Je ne vois aucun inconvénient au rétablissement du gouvernement civil dans les provinces transrhénanes*, répond-il au ministre le 6 mars, sans mesurer peut-être toutes les implications d'une telle concession⁸⁶. Bignon semble plus réticent, observant que le cabinet prussien se serait sans doute accommodé d'une *semi-complaisance* ou d'un *moyen terme*. Or, selon lui, le droit comme la politique plaident en faveur d'une solution moyenne. *Consentir au partage, c'est consacrer notre droit, c'est le maintenir dans son intégrité, en cédant seulement une portion de son exercice; mais nous dessaisir de cet exercice entièrement, c'est reconnaître qu'il y a eu de notre part injustice et usurpation*. Quant au bénéfice politique à attendre d'un tel sacrifice, il lui paraît *incertain et douteux*⁸⁷.

Au fond, se demande Bignon, cette affaire ne jouerait-elle pas, dans la stratégie prussienne, le rôle d'un leurre ou d'un abcès de fixation, destiné à éloigner la satisfaction de l'attente essentielle du gouvernement français. *On laisse entrevoir le but, et on a la précaution de hérissier le chemin de difficultés pour être maître de ralentir notre marche selon les convenances du temps*⁸⁸.

81 Dépêche de Beurnonville du 7 ventôse (26 février), CP 226, folio 311.

82 Par exemple les notes du 31 janvier et du 2 mars (CP 226, folios 248-249; BAILLEU [voir n. 8] p. 367).

83 Dépêche de Beurnonville du 7 ventôse (26 février), CP 226, folio 311.

84 Il fournit à brûle-pourpoint à l'ambassadeur tout l'argumentaire du cabinet, que Beurnonville reproduit dans la même dépêche.

85 Lettre de Talleyrand à Beurnonville, 26 pluviôse (CP 226, folio 273).

86 Dépêche du 15 ventôse (6 mars), CP 226, folio 327.

87 Lettre à Talleyrand du 13 ventôse (4 mars), CP 226, folio 309.

88 Lettre à Talleyrand du 10 ventôse (1^{er} mars), CP 226, folio 305.

On peut s'interroger en effet sur la sincérité du cabinet prussien, si l'on se souvient qu'il avait tout intérêt, et souhaitait au fond échanger ses provinces rhénanes, lointaines et enclavées, contre des territoires plus proches du centre de sa puissance⁸⁹. Il faut rappeler cependant l'incertitude qui subsistait sur le sort définitif de la rive gauche du Rhin, et le trouble qu'avait provoqué la révélation des articles secrets de Campoformio. En tout cas, pour le cabinet prussien, le règlement de cette affaire représentait bien un préalable, comme le confirme Lombard, secrétaire particulier du Roi, dans une conversation avec Belair, à qui *il fit sentir que le Roi ne pouvait guère intervenir pour la pacification que ce point de discussion ne fût réglé et le gouvernement civil rétabli à Clèves*⁹⁰. S'il en était ainsi, on devait consentir un geste à Paris. Talleyrand, au vu d'un rapport circonstancié de ses services, et sans doute après avoir pris connaissance des observations de Bignon, recommande des mesures d'apaisement pour *les circonstances particulières*, sur la question des coupes de bois notamment, sans que l'on cède aussitôt sur le principe – même s'il peut sembler tentant, écrit-il, d'ôter à la cour de Berlin, *par une satisfaction complète, ce prétexte éternel de ses inquiétudes, de ses froideurs, de ses refus*⁹¹. Bonaparte, quant à lui, déclare ouvertement à Sandoz le 5 mars qu'il envisage l'affaire de *la régence civile comme une misère qui ne souffrirait pas de difficulté, et qui était subordonnée aux grands intérêts dont il venait de [lui] faire part*⁹². Et de fait, les décisions concrètes ne tarderont pas: l'interdiction des coupes de bois extraordinaires et le déplacement du commissaire Wasseind sont annoncés à Sandoz-Rollin le 28 mars⁹³.

Désormais, la question des provinces transrhénanes allait devenir un peu moins obsédante. Sur le fond, néanmoins, le Premier consul n'a pas cédé, après avoir hésité – ou feint d'hésiter. À Berlin, on impute cette intransigeance à l'influence de Carnot, qui vient de prendre le ministère de la Guerre et passe pour anti-prussien, tandis qu'à Paris, on fait valoir que les grandes manœuvres diplomatiques en cours et la prochaine reprise des hostilités obligent à reporter jusqu'à la paix la solution de cette affaire délicate. Tel est le sens de la déclaration conservatoire, *énoncée avec franchise*, que fait Bonaparte à Sandoz-Rollin le 22 avril: *la France possède l'usufruit de ces pays aussi longtemps qu'elle y conserve l'occupation militaire*⁹⁴. La réponse définitive renvoyée ainsi à la paix, cet enjeu n'apparaît plus que de façon spasmodique dans la correspondance diplomatique: le «courtier du ministre» y revient pour la forme en avril

89 Un proche du Roi, l'aide de camp Köckritz déclarait sans ambages à Otto, quelques semaines plus tôt: *Nous voudrions que ces provinces fussent à tous les diables!* Dépêche du 12 frimaire (3 décembre), CP 226, folio 125.

90 Dépêche de Beurnonville du 8 ventôse (27 février), CP 226.

91 Rapport présenté au Premier consul en ventôse an VIII (CP 226, folios 356–359); cf. aussi CP 227, folios 18–20.

92 Rapport de Sandoz-Rollin du 5 mars 1800. BAILLEU (voir n. 8) p. 371.

93 Lettre de Talleyrand à Sandoz-Rollin du 7 germinal (CP 227, folio 15); lettre de Talleyrand à Beurnonville, même date (ibid. folios 16–17).

94 Dépêche de Sandoz-Rollin du 27 avril. BAILLEU (voir n. 8) p. 377. La notion d'usufruit manifeste l'influence de Cambacérès, consulté en effet à ce sujet, ainsi que Carnot, comme ayant participé tous deux à la négociation du traité de Bâle. Cf. aussi les dépêches de Beurnonville des 25 et 30 floréal (15 et 20 mai), CP 227, folios 110 et 117.

et Sandoz-Rollin, avec plus d'aigreur, mais sur des points de détail, en mai et en juillet⁹⁵.

Une nouvelle querelle devait prendre quelque temps le relais, à propos du village prussien de Huissen, situé sur une île du Rhin près d'Arnhem, enclavé en territoire hollandais, et que la France venait imprudemment de promettre à la République batave. Sandoz proteste à Paris, tandis qu'Ephraïm à Berlin parle de faire marcher 40 mille hommes, assurant que le Roi est très irrité. Beurnonville tombe des nues et demande des instructions. Le soufflé retombera cependant assez vite⁹⁶.

La »médiation de la Prusse«

Les »ouvertures« faites par Bonaparte à Sandoz-Rollin, le 5 mars, avaient eu le mérite de la clarté: la Prusse se trouvait bien saisie d'une demande de médiation, et Beurnonville, dûment chapitré par la lettre très précise de Talleyrand, allait pouvoir suivre une importante négociation, voire jouer un rôle décisif, puisque le Premier consul n'avait pas suivi la suggestion présentée par son ministre d'en charger un agent spécialement désigné.

La Prusse ne pouvait que se réjouir d'une demande de médiation, qui la replaçait au centre du jeu, comme elle le souhaitait. Au reste, les offres de Bonaparte parurent coïncider à merveille avec des intentions dont le ministre Haugwitz venait de faire part à Bignon. Il s'était dit prêt, en effet, pour peu que la France modérât elle-même ses prétentions, à *rappeler l'Autriche à des principes également modérés*, et à agir de concert avec la Russie dans ce sens. *Tel était, conclut Bignon, le 22 ventôse à midi le langage de M. d'Haugwitz. Ce fut le même jour, que le général Beurnonville reçut votre dépêche du 13 de ce mois. J'ignore si M. d'Haugwitz, dans le moment où je le rencontrai, avait déjà connaissance des propositions du Premier Consul, mais il semble qu'il eût été plus réservé s'il eût su qu'il était pour ainsi dire pris au mot et sommé de tenir sa parole. Vous jugerez, par la réponse qui vous sera faite, de la fausseté ou de la franchise de M. d'Haugwitz*⁹⁷.

Quoi qu'il en fût, le cabinet fit mine de réfléchir. *Le courtier de M. d'Haugwitz, relève Beurnonville, m'a paru peu instruit, ou bien très dissimulé, sur le parti qu'on prendra relativement aux propositions du Premier Consul*⁹⁸. Au reste, le ministre était tombé malade le jour même qu'il a reçu les lettres de M. de Sandoz – mais c'était, semble-t-il, une coïncidence⁹⁹. Quelques jours plus tard, le Roi faisait exprimer au Premier Consul toute sa gratitude pour la preuve de confiance que la République lui a donnée en l'appelant à la médiation de la paix¹⁰⁰.

95 Ephraïm assure que *la cession du gouvernement civil ferait le meilleur effet dans l'esprit du Roi et sur la nation elle-même*. Dépêche de Beurnonville du 2 floréal (22 avril), CP 227, folio 82. Sandoz-Rollin dénonce de nouvelles »exactions« le 28 mai et le 5 juillet (ibid. folios 135 et 212).

96 Lettre de Talleyrand à Sandoz-Rollin du 17 germinal (7 avril), CP 227, folio 47; dépêches de Beurnonville du 18 et du 22 germinal (folios 49 et 53); lettre de Talleyrand à Beurnonville du 17 floréal (5 mai), folio 103.

97 Lettre de Bignon à Talleyrand, 23 ventôse (14 mars), CP 226, folio 342.

98 Dépêche du 27 ventôse (18 mars), CP 226, folio 350.

99 Ibid.

100 Dépêche de Beurnonville du 3 germinal (24 mars), CP 227, folio 11.

La ligne choisie par la diplomatie prussienne apparut bientôt nettement. D'abord, alors que Bonaparte lui avait suggéré, pour commencer, deux domaines d'intervention, la Bavière et la Russie, elle fit comprendre que le premier devait se subordonner en réalité au second, et que la tentative de médiation passait exclusivement par une action commune avec Saint-Pétersbourg. *La Bavière est sous le couteau de l'Autriche*, déclare le Roi à Beurnonville. *Je ne puis rien exiger de l'Electeur sans le concours et l'appui de la Russie. Il faut d'abord que le tsar adopte un plan fixe et stable*¹⁰¹. Puis, lorsque l'Electeur lui-même demandera une protection, on lui répondra que *l'Electorat de Bavière n'étant pas compris dans la neutralité* [c'est à dire la zone définie en 1796, et garantie par la Prusse], *on ne pouvait actuellement prendre aucune part à ce qui le concerne*¹⁰².

Il fallait de toute façon, avant d'agir, s'assurer que l'attitude du tsar envers la Prusse n'était plus hostile, puis se mettre d'accord à trois, Russie, France et Prusse, sur les bases qu'on soumettrait et imposerait le cas échéant à l'Autriche. Le champ ouvert à la négociation était donc considérable.

Sur un point, au moins, l'accord semblait, en théorie, facile à réaliser: sur la nécessité de contenir l'expansion autrichienne en Italie. Le tsar gardait en effet rancune au cabinet de Vienne de sa conduite de l'année précédente dans la péninsule: il avait le sentiment que les soldats de Souvorov avaient combattu pour conquérir l'Italie à l'Autriche, avant d'être ignominieusement trahis, et plusieurs incidents récents avaient en outre contribué encore à l'aigrir à ce sujet, comme celui survenu à Ancône, lorsqu'un officier autrichien fit abattre un drapeau russe¹⁰³. Il protégeait en outre le roi de Sardaigne, dont les troupes autrichiennes ne semblaient pas pressées d'évacuer le territoire. Quant à la Prusse, même si elle ne prenait pas un intérêt direct à l'Italie, elle devait logiquement veiller à limiter les agrandissements de l'Autriche dans le souci de préserver l'équilibre global des forces.

Tel était du moins le calcul de Paris. Mais il s'avère bientôt que, s'agissant de limiter les progrès de l'Autriche en Italie, la Prusse paraît moins résolue qu'on ne s'y attendait. Peut-être n'est-elle pas dupe des déclarations françaises, et voit-elle bien qu'elle peut compter de toute façon sur le Premier consul, très intéressé lui-même par le sort de l'Italie, pour faire reculer l'Autriche dans la péninsule. Après tout, elle se montrait ainsi plus habile que Bonaparte, qui avait essayé de jouer au plus fin, mais cachait bien mal son jeu lorsqu'il déclarait à Sandoz-Rollin le 5 mars: *Convient-il aux intérêts de la Prusse de sacrifier l'Italie à la vaste ambition de l'Autriche et de lui procurer un agrandissement de 18 millions d'hommes dans cette partie de l'Europe? Car la cession de Venise, de la Lombardie, de la Toscane, de Rome et des trois légations*¹⁰⁴ *emportera nécessairement cette augmentation de force et de puissance. Le peuple français veut la paix, en a besoin et se mettra peu en peine qu'elle se fasse aux*

101 Dépêche de Beurnonville du 1^{er} germinal (22 mars), CP 227, folio 3.

102 Dépêche de Beurnonville du 22 germinal (12 avril), CP 227, folio 53.

103 Beurnonville s'en était fait l'écho dans une de ses premières dépêches, le 2 pluviôse (22 janvier) (CP 226, folio 217).

104 Il s'agit des possessions pontificales d'Ancône, Bologne et Ferrare, cédées à la France en 1797 (traité de Tolentino), que l'Autriche avait occupées par suite de ses victoires de 1799, et qu'elle ne semblait pas très pressée de restituer au pape. On avait tout lieu de supposer qu'elle s'efforcerait de les garder à la paix pour arrondir son domaine italien vers le sud.

*dépens de l'Italie; de mon côté j'ai pris l'engagement de la lui procurer, et je dois le tenir. Si le sort de cette Italie est indifférent au roi de Prusse et qu'il ne le considère pas comme dangereux pour sa propre puissance, tout est dit; nous n'avons dès ce moment qu'à nous résigner, qu'à traiter et à conclure*¹⁰⁵.

Quant à Beurnonville, qui n'a pas saisi toutes ces arrière-pensées, il conclut naïvement que, la Prusse et la Russie devant de toute façon contenir l'Autriche en Italie, puisque tel est leur intérêt, il n'y a pas lieu de verser le sang français pour reconquérir la Lombardie. Avec un tel partenaire à Paris, le « machiavélisme prussien » aurait été mis en échec¹⁰⁶ ! On peut s'étonner, en tout cas, de la modération des concessions que la Prusse envisage de demander à l'Autriche : selon Bignon, on lui aurait laissé Venise en échange des Pays-bas, Mantoue, voire les trois légations¹⁰⁷.

À l'inverse, la Prusse se montre très exigeante vis-à-vis de la France, à qui il n'est plus question de consentir la rive gauche du Rhin, pourtant accordée plusieurs fois dans le passé. Dès l'automne précédent, le chargé d'affaires Otto avait relevé le raidissement de la Prusse à ce sujet. *Jusqu'au dernier moment, les Prussiens travailleront contre la limite du Rhin*, écrivait-il le 30 novembre. En janvier, Ephraïm répétait à Bignon que *la meilleure frontière de la France serait le Rhin et la Meuse*, sans trop y insister néanmoins¹⁰⁸. On est donc trop heureux, à présent, de saisir au vol une formule peut-être approximative du Premier consul, qui avait parlé à Sandoz-Rollin, le 5 mars, *du Rhin, de la Moselle et de la Meuse*, et heureusement surpris de voir Beurnonville, assez mal informé, paraître la confirmer. *Le Roi*, témoigne-t-il, *semblait ne pas me comprendre; il a témoigné même de la surprise et de la satisfaction quand j'ai nommé comme nos limites le Rhin, la Moselle et surtout la Meuse*¹⁰⁹.

Talleyrand se verra, du coup, obligé de remettre les choses au point. *Quand je vous ai rendu compte de la conversation du Premier Consul avec M. de Sandoz*, écrit-il à l'ambassadeur, *et que je vous ai indiqué le Rhin, la Moselle et la Meuse comme pouvant former, d'après un nouveau plan de pacification, la limite future de la République, je n'ai pas prétendu définir cette limite, mais seulement vous faire connaître combien le gouvernement français était disposé à faire de sacrifices au rétablissement de la paix; car en vérité on ne peut mettre tout à fait en oubli et l'assentiment donné par la Prusse elle-même dans la convention du 18 thermidor an 4, à la limite entière du Rhin, et celui que la députation de l'Empire avait exprimé à Rastadt. Nous ne pourrions donc considérer de la part de la Prusse cette insistance à mettre en avant l'intégralité de l'Empire que comme un témoignage de bien peu de bonne volonté à notre égard*¹¹⁰.

Tandis que Paris semble ainsi revenir sur une concession, ou en restreindre la portée, Berlin fait de son côté monter les enchères, en l'interprétant de la façon la plus large, afin de limiter à la Belgique et au Luxembourg les gains consentis à la France. On prétend désormais ne pas pouvoir, en tant que membre du corps germanique,

105 Conversation déjà mentionnée, citée dans BAILLEU (voir n. 8) p. 371.

106 Dépêche de Beurnonville du 11 germinal (1^{er} avril), CP 227, folio 32.

107 Lettre à Talleyrand du 9 floréal (29 avril), CP 227, folio 91.

108 Dépêche d'Otto du 9 frimaire an VIII (30 novembre 1799); dépêche de Bignon du 21 nivôse (11 janvier 1800), CP 226.

109 Dépêche du 1^{er} germinal (22 mars), CP 227, folio 8.

110 Lettre de Talleyrand à Beurnonville, 23 germinal (13 avril), CP 227, folio 58.

proposer soi-même le démembrement de celui-ci. La préservation de l'intégralité de l'Empire, ne cesse de répéter Haugwitz, sera la condition de toute paix durable¹¹¹.

Beurnonville se sent floué, et s'impatiente. *La Prusse se propose pour but une paix qui rétablisse à peu près l'ancien état des choses en Europe; si nous n'obtenons pas des avantages marqués dans cette campagne, on insistera sur la restitution de tout ce qui dépend de l'empire germanique et on ne voudra nous laisser que la Belgique, Maastricht et Luxembourg, constate-t-il amèrement*¹¹². Il s'en plaint au ministre prussien, se tenant pour *trompé personnellement, que la Prusse, après avoir provoqué des ouvertures de notre part, et après les assurances positives qui m'ont été données d'un concours actif à l'œuvre de la paix, devienne plus exigeante en raison de notre condescendance*¹¹³.

Une telle intransigeance ne paraissait pas annoncer, en tout cas, la volonté d'empêcher réellement un nouvel affrontement entre la France et l'Autriche, et elle était bien de nature à faire renaître le vieux soupçon que la Prusse trouvait son compte à laisser les autres puissances s'user et s'entredétruire, tandis qu'elle prospérait dans la neutralité¹¹⁴. On s'en défend à Berlin: de toute façon, assure-t-on à Beurnonville, le cabinet de Vienne veut *risquer encore une bataille*, croyant avoir beaucoup à gagner et peu à perdre. *En cas de succès, s'il fait la paix, ce ne sera qu'aux conditions les plus brillantes, en en obtenant tout ce qu'il désire du côté de l'Italie. Dans le cas de revers, il pourra se montrer exigeant encore, attendu que la paix est, dans son opinion, plus nécessaire à la France qu'à l'Autriche, ou qu'elle est nécessaire surtout au Premier Consul qui ne s'occupe qu'à consolider sa puissance*¹¹⁵. La Prusse semblait s'y résigner, jugeant sans doute qu'il serait toujours temps de contenir les prétentions de l'Autriche, si elle était victorieuse, par une médiation conjointe russo-prussienne.

Quant à Bonaparte, il en eut bientôt pris son parti lui aussi. *Je ferai donc la guerre puisqu'on m'y force*, déclare-t-il à Sandoz-Rollin le 22 avril. Ayant vérifié que la France ne garderait pas la limite du Rhin sans de nouveaux combats; mesurant combien la nation y tenait désormais, et que *la considération du nouveau gouvernement y est attachée*; sûr des forces du pays, il coupe court à la négociation avec la Prusse. *Certainement, la médiation du roi de Prusse pour la paix continentale eût été utile dans un autre temps, mais aujourd'hui elle resterait sans effet, la guerre est prête à éclater. Il faudra donc combattre et attendre l'issue des événements avant de profiter*

111 Dépêche de Beurnonville du 1^{er} germinal (22 mars), CP 227, folio 8; lettre de Haugwitz à Sandoz-Rollin du 28 mars, citée par BAILLEU (voir n. 8) p. 375.

112 Dépêche du 3 germinal (CP 227, folio 11).

113 Dépêche du 8 germinal (CP 227, folio 23).

114 Soupçon cent fois exprimé, par exemple dans la lettre de Talleyrand à Beurnonville du 26 pluviôse (15 février), ou dans son rapport au Premier consul en ventôse: *Malheureusement, la Cour de Prusse ne désirait pas sincèrement la fin d'une guerre dont elle recueillait un avantage réel par l'épuisement de tout ce qui l'entourne* (CP 226, folio 274; CP 227, folio 242). Selon Beurnonville, Haugwitz se serait d'ailleurs vanté d'agir selon ce principe, ce que Talleyrand ne manque pas de relever avec ironie dans sa lettre du 16 juin à l'ambassadeur (CP 227, folio 166). A son arrivée à Paris, à l'automne, Lucchesini entendra formuler, plus vivement encore, le même grief. Cf. Paul MARMOTTAN, Lucchesini ambassadeur de Prusse à Paris, dans: *Revue d'histoire diplomatique* 1928, p. 323-348, ici p. 333).

115 Dépêche du 1^{er} germinal.

*des bonnes dispositions conciliatoires du roi de Prusse*¹¹⁶. De toutes parts, on admettait donc une fois de plus que la fortune des armes pouvait seule mettre fin à la guerre.

La Prusse entre la France et la Russie

Si le succès d'une médiation prussienne entre la France et l'Autriche devait être fort douteux dès l'origine, compte tenu des dispositions de chacun, la Prusse pouvait en revanche contribuer de façon décisive à rapprocher la France et la Russie, et Talleyrand s'en était ouvert à Sandoz-Rollin le 5 janvier¹¹⁷. Pour la République, l'urgence était en effet d'amoindrir la coalition hostile, non de négocier une paix générale dans le cadre d'un congrès. Pour le Roi de Prusse, en revanche, le maintien du *statu quo* préservait un équilibre où son poids relatif s'accroissait. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait d'abord temporisé, se déclarant *disposé à porter des paroles de conciliation entre la France et la cour de Pétersbourg*, mais ajoutant aussitôt que *pour le moment, la situation des affaires est de beaucoup trop indéterminée encore pour que l'on puisse juger des démarches à faire et s'en promettre le moindre succès*¹¹⁸.

Lorsque Paris reprit l'initiative diplomatique fin janvier, l'intercession de la Prusse auprès du tsar figurait en bonne place, on l'a vu, parmi les demandes précises adressées au cabinet de Berlin. C'est que la France se trouvait alors, à l'égard de la Russie, dans une situation paradoxale. D'une part, la rupture était consommée dans les faits entre Vienne et Saint-Pétersbourg, et les rapports qui étaient arrivés à Paris, via Berlin notamment, avaient confirmé cette nouvelle étonnante au fil des semaines. *Le quartier général des Russes est encore à Prague*, écrivait Bignon le 6 janvier. *On pense que Souvorov, s'il fait un mouvement, se portera sur le Lech*. Puis des rumeurs contradictoires s'étaient répandues vers la mi-janvier sur les positions de l'armée russe, et l'on s'interrogea encore sur la signification du voyage de Dumouriez à Saint-Pétersbourg, avant que la nouvelle du retrait de Souvorov parût certaine le 21 janvier¹¹⁹. *La séparation de l'Autriche et de la Russie ne paraît point de nature à laisser craindre de retour*, put enfin assurer Beurnonville le 28 janvier¹²⁰. Mais le gouvernement français, réduit aux conjectures sur les décisions de Paul I^{er}, allait demeurer encore longtemps tributaire de Berlin pour son information. Outre les mouvements de Souvorov, il lui importait en effet de connaître les projets du tsar pour ses troupes restées à Jersey, ainsi que son attitude future envers l'Angleterre – ne parlait-on pas d'une attaque des Anglo-Russes contre la Vendée, sous le commandement de l'émigré Viomesnil?¹²¹

Or, le cabinet prussien avait renoué depuis quelque temps avec celui de Saint-Pétersbourg. Si l'arrivée à Berlin du baron de Krüdener avait pu sembler fortuite en novembre 1799, il séjournait depuis lors dans la capitale prussienne comme une sorte d'ambassadeur provisoire, et des liaisons régulières s'étaient instaurées par ce canal

116 Dépêche de Sandoz-Rollin du 24 avril, dans BAILLEU (voir n. 8) p. 375-376.

117 Dépêche de Sandoz-Rollin du 5 janvier 1800. Ibid. p. 358.

118 Déclaration du 19 janvier. Ibid. p. 358, note 1.

119 Dépêches de Bignon des 16, 24 et 28 nivôse (6, 14 et 18 janvier); dépêche de Beurnonville du 1^{er} pluviôse (21 janvier), CP 226.

120 Dépêche du 8 pluviôse (28 janvier), CP 226.

121 Dépêches de Beurnonville du 1^{er} et du 2 pluviôse (21 et 22 janvier), CP 226.

entre les deux gouvernements¹²². Le 14 janvier, un ministre prussien fut désigné pour se rendre en Russie, et l'accréditation formelle de Krüdener paraissait ne plus devoir tarder¹²³. En relation avec Paris comme avec Saint-Pétersbourg, Berlin devenait donc un passage obligé pour faire communiquer deux États demeurés officiellement en guerre, mais que leur hostilité commune à l'Autriche rapprochait désormais. Quel usage le gouvernement prussien ferait-il de cet atout incontestable?

S'efforçant tout d'abord, comme il était logique, de rétablir des liens bilatéraux étroits et confiants entre la Prusse et la Russie, il avait voulu complaire à celle-ci en relayant ses demandes auprès de la France. Le tsar, élu grand-maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, souhaitait vivement obtenir l'île de Malte, toujours française à cette date, et on le fit savoir sans tarder à Bignon puis à Beurnonville¹²⁴. Quant à la partie française, elle eut d'abord à vérifier la réalité du rapprochement russo-prussien, qui lui parut avéré dès la fin de janvier¹²⁵. Voilà qu'émergeait donc, entre les belligérants, un bloc nouveau, associant deux des cinq puissances européennes, et pouvant jouer avec une efficacité renforcée le rôle de médiateur dévolu jusqu'ici à la seule Prusse.

Berlin, voyant tout le parti à tirer de cette conjonction, prit soin désormais, lorsqu'il se posa en médiateur de la paix européenne, d'invoquer toujours, et parfois de s'abriter derrière son partenaire russe – dont l'indispensable consultation lui permit d'ailleurs plusieurs fois de gagner quelques semaines, compte tenu des délais requis pour un aller-retour de courrier de Berlin à Saint-Pétersbourg. À Paris, on attendait plutôt de la Prusse qu'elle fît bénéficier la France de ses relations privilégiées avec la Russie. *Ce serait une bonne manière de préluder à la pacification générale*, écrit Talleyrand à Beurnonville le 15 février, *que d'opérer un rapprochement entre la France et la Russie*¹²⁶.

À défaut, si le cabinet prussien préfère se réserver l'exclusivité de la relation directe avec la Russie¹²⁷, on lui demandera d'agir auprès de celle-ci dans le sens des intérêts français. Bonaparte suggère ainsi à Sandoz-Rollin, le 5 mars, que la Prusse pourrait persuader le tsar de quitter entièrement la coalition, en retirant ses troupes de Jersey et Guernesey¹²⁸. En réalité, il semble que ce soit chose déjà décidée à cette date¹²⁹, et

122 Ministre russe au Danemark, Krüdener s'était arrêté à Berlin sur le chemin de son retour en Russie, puis il y était resté de manière semi-officielle, Paul 1^{er} ayant demandé au roi de Prusse *de l'accueillir avec bonté et d'avoir toute confiance en lui*. Dépêches d'Otto des 18 et 21 brumaire et du 4 frimaire an 8 (9, 12 et 25 novembre 1799), CP 226.

123 Dépêches de Bignon des 24 et 28 nivôse (14 et 18 janvier), CP 226.

124 Lettre de Bignon du 21 nivôse (11 janvier); dépêche de Beurnonville du 22 pluviôse (11 février), CP 226.

125 Dépêches de Beurnonville du 3 et du 8 pluviôse (23 et 28 janvier); lettre de Bignon à Talleyrand du 5 pluviôse, CP 226.

126 Lettre du 26 pluviôse, CP 226. Le gouvernement français a besoin de conseils, ajoute le ministre, car le tsar se conduit de façon si peu prévisible que *le cabinet de Paris ne peut avoir aucune idée sur ce qui doit rapprocher les deux États*.

127 Bignon ne se fait pas d'illusions, la Prusse se servira de ce rôle d'intermédiaire pour ses intérêts particuliers. Lettre à Talleyrand du 13 ventôse (4 mars), CP 226.

128 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 14 ventôse (5 mars), CP 226; rapport de Sandoz-Rollin du 5 mars, dans BAILLEU (voir n. 8) p. 370.

129 Dépêche de Beurnonville du 15 ventôse (6 mars), CP 226.

Beurnonville comprend bientôt que les démarches prussiennes vont moins vite que les initiatives spontanées de Paul 1^{er}. Il a vent dès le 8 mars d'une tension entre l'Angleterre et la Russie, et voudrait secouer le joug de l'intermédiaire prussien, *qui trouve toujours dans la mobilité du caractère de Paul 1^{er} des prétextes pour ne s'engager à rien*. Pourquoi le Premier consul n'écrirait-il pas au tsar, comme il a écrit à l'Empereur et au roi d'Angleterre? Quant à lui-même, il bout de ne pouvoir traiter directement à Berlin avec Krüdener, mais celui-ci continue d'ignorer ses avances¹³⁰. À Paris, on doit même désavouer l'ambassadeur d'avoir essayé d'établir un lien direct avec le ministre russe, et protester de sa *confiance dans la sagesse et la loyauté du roi de Prusse*, qu'on laisse *absolument l'arbitre de déterminer le mode et les conditions du rapprochement de la République avec la Russie*¹³¹.

Beurnonville peut bien répéter ses doléances, relever qu'il n'a point été envoyé de courrier à Pétersbourg¹³², que le ministre Haugwitz *veut se saisir de notre négociation avec la Russie, et qu'il nous empêchera autant qu'il dépendra de lui de traiter directement avec cette puissance*, il n'y a guère d'alternative pour l'instant, et il faut essayer de se persuader *que la Prusse travaille d'assez bonne foi à détacher la Russie de la coalition*¹³³. Le ministre prussien, désigné depuis trois mois pour Saint-Pétersbourg, n'a toujours pas quitté Berlin au début d'avril¹³⁴, mais les événements qui marchent attestent, à la fin de ce mois, que Paul 1^{er} n'avait pas besoin d'un aiguillon pour se quereller avec l'Angleterre¹³⁵. À cette date, le baron de Krüdener a d'ailleurs enfin *reçu avec ses lettres de créance l'autorisation de discuter avec le cabinet de Berlin les moyens d'arriver à la pacification de l'Europe*¹³⁶, mais une nouvelle campagne militaire vient de s'ouvrir en Souabe. Dressant le bilan des mois précédents, l'envoyé français à Berlin constate le 10 mai que *des pas importants ont été faits*, la Russie ayant quitté la coalition et rejoint la cour de Prusse, et les deux puissances paraissant d'accord pour contenir l'Autriche en Italie et l'Angleterre sur les mers. *Ces premiers pas doivent naturellement nous conduire à la paix générale*. Reste que, *ajoute-t-il aussitôt, c'est par de grands succès seulement que nous pouvons en rendre les conditions avantageuses à la République*¹³⁷.

Le Premier Consul l'entend bien ainsi, qui remet à plus tard de discuter avec Sandoz-Rollin des conditions générales de la paix. Tandis que le printemps procure

130 Dépêche de Beurnonville du 17 ventôse (8 mars), CP 226.

131 Talleyrand déclare encore à l'ambassadeur de Prusse à Paris que *les avances dérobées et maladroites du général Beurnonville au baron de Krüdener sont entièrement à lui, et ne doivent point être imputées au gouvernement français*. Rapport de Sandoz-Rollin du 20 mars, dans BAILLEU (voir n. 8) p. 373.

132 Dépêche de Beurnonville du 1^{er} germinal (22 mars), CP 227.

133 Dépêche de Beurnonville du 3 germinal (24 mars), CP 227.

134 *Le départ de M. de Luzy, qu'on avait d'abord dit retardé par la rigueur de la saison, puis par la maladie de Mme de Luzy, puis par le désir qu'on avait de voir M. de Krüdener présenter auparavant ses lettres de créance, est maintenant attribué à une petite difficulté de finance*. Dépêche de Beurnonville du 18 germinal (8 avril), CP 227.

135 Le refroidissement anglo-russe est confirmé à Paris avant que Beurnonville n'en ait la certitude à Berlin. Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 1^{er} floréal (21 avril); dépêche de Beurnonville du 9 floréal, CP 227.

136 Dépêche de Beurnonville du 9 floréal (29 avril), CP 227.

137 Dépêche du 20 floréal (10 mai), CP 227.

bientôt à la République les succès réclamés par Beurnonville, et accueillis d'abord avec satisfaction par Haugwitz, le ministre prussien poursuit, après avoir fait mine de vouloir les suspendre, ses conférences avec Krüdener en vue de dessiner les contours de la paix future¹³⁸. L'ambassadeur de la République continue, quant à lui, d'épier à Berlin les nouvelles venues de Saint-Pétersbourg; on lui parle de plus en plus d'une *ligue du Nord qui tendrait à limiter la navigation britannique*, et à laquelle concourraient la Russie, la Prusse, le Danemark et la Suède¹³⁹. Mais il s'efforce aussi de nouer avec la Russie les relations directes auxquelles on aspire à Paris, séduisant par exemple un émigré de sa connaissance, Bellegarde, entré au service russe, et passant par Berlin, avec qui il convient de communiquer à l'avenir par l'intermédiaire de Bourgoing, le futur chargé d'affaires français à Copenhague¹⁴⁰.

De son côté, le Premier consul s'en est convaincu, il est temps que la France ait un agent à Saint-Pétersbourg pour faire connaître clairement à Paul que l'on veut négocier avec lui¹⁴¹. *Nous sommes fondés à croire*, écrit en effet Talleyrand à Beurnonville, *que M. d'Haugwitz ne nous dit pas tout ce qu'il sait des dispositions de Paul 1^{er}*. Des informations venues des pays scandinaves ont confirmé le projet de ligue du Nord et l'indignation du tsar contre l'Angleterre, et ce nouveau développement ouvre à la politique française de grandes perspectives. *Mais il faut ici de la prudence et de la discrétion*, la France devant s'efforcer de compléter la brouillerie, d'envenimer les haines, sans trop s'avancer elle-même. Pour un jeu aussi subtil, mieux vaut accéder au tsar sans intermédiaire, et en attendant que l'on ait un agent dans la capitale russe, Talleyrand incite vivement Beurnonville à rechercher le ministre de Russie en société, car *souvent une phrase, un mot peuvent donner jour aux plus importantes ouvertures*. Le moment paraît favorable pour un rapprochement franco-russe, et l'on pourrait proposer dans l'immédiat au tsar de s'attribuer isolément le beau rôle de médiateur si la Prusse persistait à ne vouloir agir en aucune manière¹⁴². Mais il faudra encore beaucoup d'efforts à l'Envoyé de la République en Prusse pour établir des relations personnelles avec le baron de Krüdener, qui allait rester longtemps *sauvage*¹⁴³.

III. Les travaux et les jours d'un ambassadeur

Beurnonville et sa »famille«

Selon l'arrêté du Premier Consul, Beurnonville avait été nommé »ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République à Berlin«, avec le »même traitement que son prédécesseur«. Il était assisté de deux secrétaires de légation, Bignon, premier secrétaire, avec un traitement de huit mille francs, et Caillard second secré-

138 Dépêche de Beurnonville du 30 floréal (20 mai), CP 227.

139 Dépêches du 11 et du 14 prairial (31 mai et 3 juin), CP 227. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 524.

140 Dépêches du 20 floréal et du 28 prairial (10 mai et 17 juin), CP 227. Sur Bellegarde, et ses contacts avec Bourgoing, Olivier BLANC, *Les espions de la Révolution et de l'Empire*, Paris 1995, p. 176-177; Idem, *Madame de Bonneuil*, Paris 1987, p. 192.

141 Lettre de Bonaparte à Talleyrand du 15 prairial (4 juin), Correspondance de Napoléon 1^{er}, n° 4873.

142 Lettres de Talleyrand à Beurnonville du 17 et du 27 prairial (6 et 16 juin), CP 227.

143 Dépêches de Beurnonville du 22 messidor et du 21 thermidor (11 juillet et 9 août), CP 227.

taire, avec quatre mille francs. En outre, le général Beurnonville recevait l'autorisation exceptionnelle de conserver deux aides de camp, Liger-Belair et Vandeuil – on avait estimé que cela rehausserait son prestige, et lui faciliterait peut-être les contacts dans une cour aussi militaire que celle de Berlin. Mais par ailleurs, il allait trouver à peu près table rase. Parmi les membres de sa légation, seul Caillard avait une certaine connaissance du milieu local, pour avoir servi de secrétaire à son oncle, ministre à Berlin de 1795 à 1798, puis à Sieyès en 1799. Mais le chargé d'affaires Otto, qui avait assuré l'*interim* entre Sieyès et Beurnonville, n'avait rien pu transmettre directement à ce dernier, ayant dû gagner Londres au plus vite sur instructions formelles du gouvernement français¹⁴⁴. L'installation des nouveaux venus n'alla donc pas de soi. *Arrivant dans un pays nouveau, avec une nouvelle légation, n'y trouvant ni individu ni renseignements*, le nouvel Envoyé, dès qu'il eut quitté l'hôtel de Russie pour un logement plus stable, dut commencer par *monter le secrétariat*. Il lui fallut aussi *se mettre au courant des diverses légations, du cabinet prussien et de la cour*¹⁴⁵, et tout cela occasionna un certain nombre de dépenses.

Dans les premiers temps du Consulat, les finances n'ayant pas encore été remises en ordre à Paris, et la préparation de la prochaine campagne exigeant de mobiliser tous les moyens disponibles, l'État ne put se montrer prodigue avec ses serviteurs, et Beurnonville en subit dans une certaine mesure les effets – même s'il faut faire la part de sa tendance à récriminer et à réclamer sans cesse. L'arrêté de sa nomination lui ayant assuré le traitement de son prédécesseur, il se jugea maltraité de ne recevoir que 80 000 francs par an, au lieu des 150 000 francs de Sieyès. Sur cette somme, il devait subir en outre une retenue de 6 000 francs au titre des cotisations de retraite. Enfin le mode de paiement entraînait divers frais bancaires, le Trésor français versant chaque trimestre une somme de 20 000 francs à son fondé de pouvoir parisien, et cette somme lui parvenant en Prusse par l'intermédiaire des banquiers Perregaux à Paris et Schickler à Berlin. Au bout du compte, il assure ne disposer pour vivre, une fois payés les quelque 7 000 francs du loyer de sa maison¹⁴⁶ et les autres dépenses de fonctionnement, que de 6 000 francs par trimestre, dans une ville où *tout est plus cher qu'à Paris*, et en particulier le coût du chauffage pour l'hiver sous cette latitude septentrionale. Au reste, la dignité de la Nation française était en jeu, *dans une résidence où les envoyés ennemis ont des traitements considérables, et bien supérieurs à celui de l'Envoyé français*¹⁴⁷.

Beurnonville réclama comme un minimum un supplément de 25 000 francs sur le montant de son indemnité d'installation et sur ses frais de voyage, n'hésitant pas à s'adresser directement au Premier consul. On le fit patienter en lui laissant espérer

144 Lettre de Talleyrand à Otto du 1^{er} frimaire (22 novembre 1799), CP 226.

145 Lettres de Beurnonville à Talleyrand (pour le Bureau des fonds) du 29 frimaire et du 10 nivôse an IX (20 et 31 décembre 1800), AMAE Personnel, volume 8, folios 257 et 261.

146 C'est le montant que donne Bignon dans une lettre au ministère du 14 nivôse an XI (4 janvier 1803) (AMAE, Personnel, carton Bignon).

147 Lettres de Beurnonville à Talleyrand du 14 germinal an VIII, des 24 et 29 frimaire an IX (4 avril, 14 et 20 décembre 1800), CP 227 et 228; lettres à Perregaux du 15 messidor an VIII (4 juillet 1800), des 13 et 23 nivôse et du 28 germinal an IX (3 et 13 janvier, 18 avril 1801), citées par GRAUX (voir n. 18) p. 329–332.

une gratification en fin d'exercice¹⁴⁸, mais il jugea nécessaire de prélever, en attendant, 12 000 francs sur les fonds secrets mis à sa disposition¹⁴⁹. Sinon, assura-t-il, il aurait dû vendre ses meubles. Lorsqu'il lui fallut présenter les comptes de l'année écoulée, en fin d'exercice, il manqua sans doute quelques pièces justificatives, au grand dam du citoyen Bresson, responsable du Bureau des fonds, mais le ministre voulut bien admettre certains besoins extraordinaires. *On ne peut exiger de reçu d'un espion ou d'un commis qui n'en donnent pas*, avait fait valoir Beurnonville, *je n'en joins donc point d'autre au présent état que ma déclaration positive d'avoir dépensé cette somme*¹⁵⁰.

Beurnonville se plaignit particulièrement de ne pas avoir reçu le titre d'ambassadeur, plutôt que celui de ministre et « Envoyé extraordinaire ». Outre que cela justifiait la différence de son traitement à celui qu'avait perçu Sieyès, il lui semblait déchoir, son « grade diplomatique » lui paraissant inférieur à celui qu'il avait eu dans l'armée. Lorsque Talleyrand entreprit, au printemps 1800, de réorganiser son département, il y trouva l'occasion de réitérer sa réclamation. Et si on lui objectait que la Cour de Berlin n'accréditait pas d'ambassadeurs, *et que le titre d'Envoyé extraordinaire est le plus élevé qu'elle reconnaisse dans les agents que les diverses puissances ont en résidence près d'elle*, il répondait que *le Premier Consul peut conférer un grade supérieur à l'emploi*, se déclarant même disposé à prendre le grade sans le traitement correspondant. Cela ne pouvait d'ailleurs que servir la cause des relations franco-prussiennes, *car la Cour elle-même verrait sans doute avec plaisir la résidence de Berlin considérée par le Premier Consul comme une des premières missions diplomatiques de la République*¹⁵¹. Il ne semble pas que l'argument ait convaincu Bonaparte.

Si Beurnonville réclamait volontiers pour lui-même, il prit aussi à cœur les intérêts de ses subordonnés. Il intercédait notamment pour Caillard, le moins bien traité de tous, puisqu'à l'âge de 35 ans, et malgré ses services antérieurs, il était encore second secrétaire, avec des appointements inférieurs à ceux qu'il avait eus lors de son premier séjour à Berlin. Malgré son expérience de la Prusse, il était confiné à des tâches assez ingrates de copiste, *ayant moins de brillant que Bignon*, mais s'en acquittait avec assez de zèle pour mériter que Beurnonville réclamât pour lui avec insistance un grade de premier secrétaire et une mutation dans le Nord, en Suède par exemple¹⁵².

Malgré son jeune âge, 29 ans, Bignon se révéla d'emblée un sujet remarquable. *Il a de l'esprit*, note son chef de poste, *il est excellent rédacteur*. Pourtant, il tempère aussitôt son éloge, pour reprocher à Bignon son goût de la *solitude* et commenter: *il sortira difficilement de la ligne des secrétaires de légation s'il ne se répand pas un peu plus dans le monde dont il n'a point d'usage*. Ce jugement un peu sévère s'explique peut-

148 Lettre de Beurnonville à Talleyrand du 15 ventôse an VIII (6 mars 1800), CP 226; lettre de Talleyrand à Beurnonville du 17 germinal (7 avril), CP 227.

149 Lettre de Beurnonville à Talleyrand du 14 germinal an VIII (4 avril 1800), CP 227.

150 Lettre de Beurnonville au Bureau des fonds, 10 nivôse an IX (31 décembre 1800), AMAE, Personnel, volume 8, p. 257.

151 Lettre de Beurnonville à Talleyrand du 8 thermidor an VIII (27 juillet 1800), CP 227.

152 Lettres de Beurnonville à Talleyrand du 8 thermidor an VIII, CP 227; des 9 et 14 pluviôse et du 19 ventôse an IX (29 janvier, 3 février, 10 mars 1801), CP 228; cf. aussi la lettre de Caillard à Talleyrand du 9 vendémiaire (1^{er} octobre), AMAE, Personnel, volume 14, p. 128.

être par une certaine rivalité entre un supérieur et un subordonné trop prometteur, d'autant plus que Beurnonville ne peut ignorer que Bignon entretient une correspondance particulière avec le ministre des Relations extérieures. Talleyrand, qui appréciait Bignon depuis le Directoire, et qui avait pu mesurer à nouveau toutes ses qualités d'analyse dans les dépêches envoyées par le jeune chargé d'affaires au cours des semaines qui précédèrent l'arrivée de Beurnonville à Berlin, lui avait demandé en effet de continuer ses propres rapports, en contrepoint des dépêches de l'Envoyé officiel. Cela créait pour Bignon une situation assez embarrassante¹⁵³, et l'on imagine les sentiments de son chef. Mais l'un et l'autre firent preuve, semble-t-il, du tact nécessaire.

En revanche, on discerne assez bien, dans les comptes rendus de Beurnonville, une certaine animosité entre les diplomates et les militaires de la famille. Il n'était pas habituel qu'un ambassadeur emmenât avec lui des aides de camp, et le rôle de ces derniers demeurait donc mal défini. On leur confia des «courses», brèves missions à Paris pour porter des dépêches particulières, de sorte que ces occasions recherchées échappèrent aux secrétaires. En outre les uns s'étaient *lancés dans la bonne société, où ils se font aimer par leur politesse et leurs manières aimables*¹⁵⁴, tandis que les autres se chargeaient du travail de cabinet. Cependant les militaires prenaient goût à la diplomatie, et semblaient tentés par une reconversion inspirée de celle de leur général, et que ce dernier du reste semblait encourager assez vivement. Beurnonville suggérait ainsi à Talleyrand de remplacer Caillard par Vandeuil, qui *sera propre à tout*, lorsque le premier aurait été promu dans une autre légation. Quant à Belair, il souhaiterait le garder comme une sorte de *secrétaire intime, jusqu'à ce que vous jugiez à propos de le nommer au grade de premier secrétaire de légation qu'il est dès à présent en état de remplir*. Il n'y a donc rien d'étonnant si Bignon craint que Belair ne le remplace, s'il se montre *un peu jaloux*, et s'il ressent *un peu d'aigreur*.

L'ambassadeur ne peut dissimuler *de petits nuages de famille*, ni qu'un conflit se soit élevé entre *les deux robes*, mais il penche à l'évidence pour ses aides de camp, qui *ont toujours mis envers Caillard ou Bignon les procédés et les formes les plus aimables, quand ceux-ci, depuis leur départ de Paris, ne les ont vus qu'avec regret et inquiétude*. On peut imaginer que la faveur dont jouit Bignon auprès de Talleyrand contribue à lui faire nuancer néanmoins une évidente irritation, et rendre justice à son subordonné: *c'est un bon enfant qui me soulage*, et il le garderait volontiers auprès de lui, car *il est indispensable à cette légation, c'est un sujet précieux*¹⁵⁵.

Il est vrai que le premier secrétaire, s'il se montre peu dans le monde, travaille beaucoup. Non seulement il prend sa part des tâches quotidiennes de la légation et entretient une correspondance diplomatique avec Talleyrand, mais il produit encore deux gros mémoires en quelques mois, le premier pour répondre à un livre paru anonymement à Londres, et qui visait à prouver combien la Prusse gagnerait à sortir de

153 Lettre de Bignon à Talleyrand du 5 pluviôse an VIII (25 janvier 1800), CP 226, folio 225.

154 Dépêche de Beurnonville du 15 ventôse an VIII (6 mars 1800), CP 226.

155 Lettres de Beurnonville à Talleyrand du 8 thermidor an VIII (27 juillet 1800), des 9 et 14 pluviôse an IX (29 janvier et 3 février 1801), CP 227 et 228. Cf. aussi la dépêche du 1^{er} complémentaire an VIII (18 septembre 1800), où Beurnonville fait un vif éloge des qualités de diplomate de Belair, à l'heure où celui-ci est réclamé par le général Macdonald pour son état-major (CP 227, folio 384).

la neutralité pour se joindre à la coalition anti-française¹⁵⁶; le second pour justifier la ligue de neutralité en gestation autour de la Baltique¹⁵⁷. Et il trouve encore le temps de composer en vers acceptables une *Ode sur la reprise des hostilités*, dont il fait l'hommage à Talleyrand¹⁵⁸. Il apprendra aussi, avec le temps, à *aller dans le monde*, jusqu'à devenir un familier très apprécié du cercle de la reine Louise.

Observer, surveiller, transmettre

Selon les instructions que reçut Beurnonville avant son départ de Paris, la première tâche de la mission diplomatique de Berlin n'était pas de négocier quoi que ce fût, mais d'*observer* et de *transmettre des renseignements locaux*. Elle devait notamment surveiller avec le plus grand soin les rapports de la Prusse avec les cours ennemies et avec les neutres¹⁵⁹.

La collecte de l'information

S'informer, cela commence par l'observation la plus inoffensive. Qu'on n'imagine pas le général Beurnonville à la tête d'un réseau de jacobins prussiens empressés à trahir les secrets de la Prusse pour aider au triomphe de la République. Le Premier consul, désireux de normaliser les relations entre la France et l'Europe monarchique, avait ordonné à ses agents à l'étranger, à Berlin notamment, d'éviter toute action qui pût apparaître comme subversive ou inamicale, et de respecter soigneusement les règles de l'étiquette et les usages de la société. On a vu que Beurnonville s'exécuta avec un certain zèle, de sorte qu'à la différence de Sieyès, il fut reçu partout, le Roi et la Reine ayant montré l'exemple. Sa cordialité bonhomme le fit en général assez bien venir auprès des sociétés berlinoises, et il n'eut pas trop de scrupule à travailler en s'amusant, le carnaval lui en fournissant tout de suite l'occasion: *J'ai profité des fêtes qui se succédaient chaque jour, écrit-il à Talleyrand, pour étudier tous les individus qui jouent quelque rôle, et vous mettre vous-même à portée de les bien connaître*¹⁶⁰. À défaut de glaner là des secrets d'État, il nouait quelques relations et amorçait parfois des échanges un peu plus politiques, tel celui qu'il eut le 31 janvier avec Zastrow, l'un des aides de camp favoris du Roi¹⁶¹. Il rencontra régulièrement le Roi et la Reine à l'Opéra ou au bal; vit plusieurs fois le prince Henri, l'un des deux frères survivants

156 Dépêche de Beurnonville du 2 floréal an VIII (22 avril 1800), CP 227, folio 82; lettre de Bignon à Talleyrand du 9 floréal, *ibid.* folio 90. La Prusse et sa neutralité, écrit par l'abbé de PRADT, sous le couvert de l'anonymat, suscita un vif débat en Prusse. Cf. Otto TSCHIRCH, *Geschichte der öffentlichen Meinung in Preussen vom Baseler Frieden bis zum Zusammenbruch des Staates*, Weimar 1933-1934, tome 2, p. 441. Le mémoire de Bignon est conservé dans le volume 226 de la CP, folios 156-178.

157 Dépêche de Beurnonville du 6 messidor (25 juin), CP 227, folio 182; lettre de Talleyrand à Bignon du 2 vendémiaire an IX (24 septembre 1800), CP 228.

158 Lettre de Bignon à Talleyrand du 30 thermidor an VIII (18 août 1800), CP 227. Cf. Raymond TABOURNEL, *Les loisirs du diplomate Bignon*, dans: *Revue des Études Historiques*, 1909, p. 28-39.

159 Instructions pour le général Beurnonville, AMAE, Mémoires et documents Prusse, volume 9. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 514-519.

160 Dépêche du 3 ventôse (22 février), CP 226, folio 290.

161 Dépêche du 11 pluviôse (31 janvier), CP 226, folio 245.

de Frédéric II, champion de l'alliance avec la France, qui l'invita plus tard dans son château de Rheinsberg¹⁶²; fut comblé de politesses par le général Möllendorff, autre vieille gloire¹⁶³ – et ne manqua pas, bien sûr, les célèbres revues de Potsdam, organisées deux fois l'an, en mai et en septembre¹⁶⁴.

L'un des risques de cette activité sociale, à laquelle participèrent aussi, à leur niveau, ses aides de camp, c'était celui de rencontrer quelques figures hostiles. Mais Beurnonville avait adopté pour principe *de concilier la plus grande politesse avec une juste réserve, même envers nos ennemis*. Il se montra donc aimable avec la princesse d'Orange¹⁶⁵, mais aussi à l'égard d'émigrés comme Caraman ou le chevalier de Boufflers¹⁶⁶. Il n'alla pas néanmoins jusqu'à se faire introduire au *Casino*, sorte de club aristocratique un peu trop voyant¹⁶⁷.

Les rencontres avec les ministres de pays en guerre avec la France, ou simplement hostiles, pouvaient être plus délicates, et jouer le rôle d'un baromètre des dispositions de leurs gouvernements. Krüdener évita longtemps Beurnonville, et même lorsque le rapprochement fut amorcé, parut parfois changer soudain d'attitude, suscitant diverses conjectures¹⁶⁸. Le ministre danois Rosenkrantz, d'abord plein de morgue, devint ensuite beaucoup plus amène¹⁶⁹. L'état de guerre entre la France et le Royaume-Uni n'empêcha pas une conversation parfaitement courtoise avec le nouvel ambassadeur d'Angleterre, lord Carysfort¹⁷⁰. Mais les relations étaient évidemment beaucoup plus familières avec l'ambassadeur d'Espagne, le général O'Farill, avec lequel Beurnonville établit une sorte de complicité, voire une véritable collaboration, les deux ambassadeurs échangeant systématiquement toutes les informations dont ils pouvaient disposer et finissant par se partager la tâche pour les conférences avec le ministre Haugwitz¹⁷¹. D'autres diplomates apparaissent encore sporadiquement, le Portugais Anadia, le Suédois Engeström, le Bavarois Posch, le Hessois Waitz, entre autres, avec lesquels l'Envoyé français ne cesse d'échanger des renseignements, plus ou moins sûrs, mais qui peuvent contribuer, une fois recoupés, à compléter l'information de son gouvernement¹⁷².

Au petit jeu des interprétations appartient aussi l'art de décrypter les signes à peine perceptibles envoyés par les souverains eux-mêmes. Un sourire, une conversation

162 Dépêches du 24 prairial (13 juin) et du 8 fructidor (26 août), CP 227, folios 160 et 339.

163 Dépêche du 8 pluviôse (28 janvier), CP 226, folio 231.

164 Dépêches des 23 et 30 floréal (13 et 20 mai 1800), CP 227.

165 Dépêche de Beurnonville du 8 pluviôse an VIII (28 janvier 1800), CP 226, folio 231.

166 Pour ce dernier, selon les Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État (voir n. 30), c'était parce qu'il recherchait alors *Mme de Custine, née de Sabran, et belle-fille du chevalier de Boufflers, connu et estimé de la cour de Prusse, cherchant ainsi, par une alliance illustre, à se lancer dans les cercles de la haute société française* (tome 7, p. 388).

167 Dépêche du 26 ventôse (17 mars), CP 226, folio 349.

168 Dépêches des 29 frimaire et 6 nivôse an IX (19 et 27 décembre 1800), CP 228.

169 Dépêche d'Otto du 28 brumaire an VIII (19 novembre 1799), CP 226; dépêche de Beurnonville du 14 prairial (3 juin 1800), CP 227, folio 142.

170 Dépêche du 15 fructidor an VIII (2 septembre 1800), CP 227, folio 352.

171 Dépêches du 29 germinal, 23 floréal, 24 prairial (19 avril, 13 mai, 13 juin), CP 227.

172 L'information pouvait prendre les chemins les plus divers. C'est par exemple le ministre de Suède qui avertit Beurnonville, en octobre, d'événements survenus à Constantinople! Dépêche du 19 vendémiaire an IX (11 octobre 1800), CP 228, folio 40.

un peu plus longue que l'étiquette ne l'exigerait, et les initiés se sentent autorisés à proclamer un tournant diplomatique. Bignon relève *la jalousie de M. de Krüdener* après l'accueil fait à Duroc¹⁷³, et Beurnonville est fort satisfait, au début de sa mission, de recevoir du Roi ce qu'il ressent comme des marques particulières de bienveillance. *Depuis huit jours que je suis à Berlin, j'ai parlé six fois au Roi, et presque un quart d'heure chaque fois, et toujours en présence de trois ou quatre cents personnes ... Si le Roi n'avait pas l'intention de manifester son penchant pour la République française, il pourrait se dispenser de donner à son Envoyé ces témoignages tout particuliers de considération, puisqu'il ne parle presque pas aux ministres des autres puissances.* Comble d'égards, il est même invité à *faire la partie de la Reine*¹⁷⁴. Celle-ci accorde ensuite, il est vrai, le même honneur au ministre russe, *mais pour balancer en quelque sorte cet honneur qu'il avait reçu, la Reine après sa partie m'aborda, et s'entretint assez longuement avec moi.* À l'inverse, Beurnonville tiendra presque pour une injure, au mois de décembre, que la Reine prie Krüdener à sa partie, sans l'inviter lui aussi, rappelant qu'un incident semblable avait provoqué en 1786 l'envoi d'une note officielle¹⁷⁵.

Lorsqu'il s'agit d'obtenir des informations plus confidentielles, l'herméneutique de cour et les confidences ne suffisent pas, néanmoins. L'Envoyé de la République ne peut se passer d'espions, et il assure dans »l'état de ses dépenses secrètes«, avoir *payé à divers espions, employés, commis, pour me tenir au courant de ce qui se passait chez les divers membres du corps diplomatique, au cabinet prussien et à la cour depuis le mois de pluviôse jusqu'au 30 fructidor an 8, la somme de 5400 francs; pour même usage et achats de notes ou communications de pièces officielles et notamment pour l'achat de celle dans laquelle la Prusse développe son opinion sur la République française à la Cour de Russie, 943 francs*¹⁷⁶.

On n'en saura guère plus sur ces auxiliaires stipendiés, qui n'ont pas laissé de reçu. L'un d'eux était peut-être ce favori de M. d'Haugwitz, mentionné en janvier dans une lettre de Bignon, *avec lequel il serait possible de faire quelque arrangement particulier. Ce favori a des dettes ... Il paraît que les occasions de ce genre ne manquent pas*¹⁷⁷.

Par ailleurs certains voyageurs français de passage avaient, semble-t-il, mission de collecter des données, d'ordre économique ou militaire surtout, mais destinées à informer directement le ministère à Paris, sans transiter vraiment, sinon pour une assistance logistique, par l'ambassade de Berlin. On voit passer ainsi dans la Correspondance de Beurnonville un négociant, Marliany, qui doit observer le commerce de la Baltique¹⁷⁸, et un ex-consul en Russie, Guttin, se rendant à Varsovie avec un domestique pour obtenir *des renseignements sur les armées d'observation de la Russie*¹⁷⁹.

173 Dépêche de Bignon du 16 nivôse (6 janvier), CP 226.

174 Dépêches de Beurnonville du 9 et du 15 pluviôse (29 janvier, 4 février), CP 226, folio 180 et folio 239.

175 Dépêches du 6 ventôse an VIII (25 février 1800), CP 226, p. 296; et du 9 nivôse an IX (30 décembre 1800), CP 228, folio 190.

176 Lettre de Beurnonville à Talleyrand du 10 nivôse an IX (31 décembre 1800), AMAE, Personnel, volume 8.

177 Dépêche de Bignon du 28 nivôse (18 janvier 1800), CP 226, folio 205.

178 Dépêches du 13 fructidor et du 3^e complémentaire an VIII (31 août et 20 septembre 1800), CP 227.

179 Dépêche du 17 brumaire an IX (8 novembre 1800), CP 228, folio 87.

L'information obtenue, il reste à la faire parvenir à Paris. Beurnonville envoie cinq à sept dépêches par mois, de longueur très inégale selon ce que l'actualité suggère. La plupart sont acheminées par la poste aux lettres prussienne, et la prudence exige qu'elles aient été au préalable chiffrées, au moyen d'une grille que l'on renouvelle périodiquement. Dès son arrivée à Berlin, le nouvel Envoyé a fait changer le chiffre pour plus de sûreté, et cette opération sera réitérée plusieurs fois, à son initiative ou à celle de Paris. Bignon dispose d'autre part de son propre chiffre pour sa correspondance particulière avec Talleyrand. Les opérations de chiffage, au départ, et de déchiffage à l'arrivée, demandent beaucoup de temps, et retardent parfois l'envoi d'une dépêche ou d'un document joint¹⁸⁰.

À certaines dépêches sont jointes en effet des copies de notes diplomatiques, en principe confidentielles, adressées par la Prusse à des pays tiers, ou reçues par elle, et obtenues à prix d'argent par la légation française¹⁸¹. Ces documents doivent être eux aussi chiffrés, avec le risque de faciliter la découverte de la clé par les services prussiens, s'ils soupçonnent la transmission de telle ou telle note. D'où l'usage simultané, dans certains cas, de deux chiffres différents¹⁸².

Il faut normalement de dix à douze jours pour acheminer une lettre de Berlin à Paris, et certaines dépêches, plus urgentes ou particulièrement importantes, comme évidemment les nouveaux chiffres, sont acheminées par des courriers¹⁸³. Ce peut être un des aides de camp de Beurnonville, ou un courrier venu de Paris, que l'on retient quelques jours pour lui confier un paquet en retour, quelquefois même un voyageur de passage. Il n'est pas rare qu'on lui remette alors des lettres autographes, de caractère plus personnel, telles les missives que Beurnonville adresse assez souvent à son cher ministre.

L'information sur les pays tiers

La capitale de la Prusse se trouve alors admirablement située pour qui veut glaner des nouvelles en provenance de la plupart des pays d'Europe. Ayant préservé une neutralité qui lui permet de maintenir des relations avec tous les États, sa position géographique la place en outre à l'orée du »Nord«, mais aussi au contact de l'Allemagne moyenne, de l'Autriche et de la zone d'influence française, ce qui en fait une véritable plaque tournante. Elle est un point de passage presque obligé entre la Russie et l'ouest du continent, les seuls itinéraires alternatifs passant par la Scandinavie, avec l'obligation de franchir plusieurs fois la mer, ou par Dresde au prix d'un long détour, et Bignon puis Beurnonville signalent assez souvent le passage de courriers, voire de diplomates se rendant de Vienne, de Munich, de Naples ou de Londres à Saint-Petersbourg, chacun de ces voyages donnant lieu à diverses conjectures dans le

180 Cf. par exemple la dépêche de Beurnonville du 1^{er} pluviôse an VIII (21 janvier 1800), CP 226, folio 214.

181 Par exemple la note anglaise à la Prusse jointe à la dépêche du 22 fructidor (9 septembre), et la réponse d'Haugwitz à cette note, jointe à celle du 26 fructidor, CP 227, folio 367 et folio 380.

182 Dépêche du 8 frimaire an IX (29 novembre 1800), CP 228, p. 134. Les Français, de leur côté, surent décrypter le chiffre utilisé par les Prussiens fin 1800 et début 1801, comme on le voit par les copies des lettres échangées entre Lucchesini et Berlin qui sont conservées au volume 228 de la CP.

183 Cf. par exemple la dépêche du 19 vendémiaire an IX (11 octobre 1800), CP 228, folio 40.

petit monde diplomatique berlinois¹⁸⁴. Les échos relatifs à la Russie, et surtout aux mouvements des troupes de Souvorov, qui intéressent particulièrement le Premier Consul, reviennent souvent, surtout dans les premières semaines, lorsque nul ne sait encore ce que va faire Paul 1^{er}, et que la Prusse est à peu près la seule source d'informations à cet égard. Plus tard, Berlin se trouvera encore sur la route qui relie Saint-Pétersbourg et Paris lorsque se seront noués des échanges directs entre les deux capitales¹⁸⁵.

Mais on passe aussi par Berlin pour se rendre de Londres à Constantinople, Vienne ou Munich¹⁸⁶. Beurnonville a même plusieurs fois l'occasion de s'entretenir avec des voyageurs anglais, tels lord Holland ou l'évêque catholique de Waterford¹⁸⁷. Et des courriers arrivent de toute l'Allemagne, du fait des représentations qu'entretiennent en Prusse non seulement l'Empereur, mais encore de nombreux États de l'Empire, tels que la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, la Hesse-Darmstadt ou la Hesse-Cassel, tandis que le roi de Prusse a de son côté plusieurs ministres dans l'Empire, en particulier à Vienne, Ratisbonne ou Hambourg. Il faut ajouter encore à ces sources les échos publiés parfois dans les gazettes, nombreuses dans un pays aussi morcelé que l'Allemagne. C'est en combinant ces divers moyens que Beurnonville obtient quelques indications sur l'ennemi autrichien, par exemple au cours de l'hiver sur le remplacement de l'archiduc Charles par le général Kray, ou plus tard sur l'état de l'opinion en Autriche. *Un cri général demande la paix à Vienne*, écrit-il le 7 juillet; plus tard, il signale *le découragement de l'armée du général Kray*, ou assure que *le cabinet de Vienne fait peu de cas de la médiation de la Prusse*. Il est encore le premier à apprendre la démission de Thugut, avant d'en nuancer la portée réelle¹⁸⁸.

Il est également bien informé de ce qui se passe à Copenhague ou à Stockholm, même s'il ne détient pas là un monopole, la France étant représentée dans les pays scandinaves et à Hambourg. Mais la confrontation des dépêches se révèle quelquefois utile, en particulier lorsque se constitue la ligue de neutralité du Nord, avec la participation de la Prusse, du Danemark et de la Suède.

Plus étonnant, à l'heure où la guerre continue en Egypte, c'est aussi à Berlin qu'arrivent le plus vite les nouvelles relatives aux événements survenus en Méditerranée orientale: les liaisons maritimes devenues fort incertaines entre l'Egypte et la France, le centre et le sud de l'Europe aux mains de la coalition, le plus court chemin du Caire à Paris passe assez souvent par Constantinople et Berlin, c'est-à-dire par le

184 Bignon signale par exemple le passage du marquis de Gallo dans sa dépêche du 16 nivôse (6 janvier 1800), CP 226, folio 184; Beurnonville celui de Saint-Julien, le 29 pluviôse (18 février), CP 226, folio 285; puis un courrier anglais pour la Russie le 1^{er} germinal (22 mars), CP 227, folio 8, etc.

185 Dépêches de Beurnonville des 13 et 16 nivôse an IX (3 et 6 janvier 1801), CP 228.

186 Beurnonville note ainsi le passage d'un courrier autrichien pour Londres, et d'un ministre turc rappelé de Londres à Constantinople, dans sa dépêche du 22 fructidor an VIII (9 septembre 1800), CP 227, folio 366; puis du chevalier de Bray, qui se rend de Bavière à Londres, dans sa dépêche du 3^e complémentaire an VIII (20 septembre 1800), CP 227, folio 395.

187 Dépêches du 7 thermidor et du 12 fructidor an VIII (26 juillet et 30 août 1800), CP 227, folios 269 et 343.

188 Dépêche du 24 pluviôse (13 février), CP 226; dépêches des 18 messidor, 3 et 10 thermidor (7, 22, 29 juillet 1800), CP 227; dépêches des 12 et 15 vendémiaire an IX (4 et 7 octobre 1800), CP 228.

canal qui conduit des diplomates prussien, espagnol ou suédois accrédités auprès de la Porte vers leurs collègues en poste à Berlin et l'Envoyé de la République française. Beurnonville transmet ainsi, au printemps, la nouvelle de la capitulation d'Al-Arich, en y apportant des précisions successives, jusqu'à en fournir le texte même; puis celle de la victoire de Kléber à Héliopolis après la répudiation de l'accord par lord Keith¹⁸⁹. C'est encore lui qui semble avoir eu vent le premier de la capitulation de Malte, en octobre¹⁹⁰.

L'information sur la Prusse

Quel que soit l'intérêt de ces renseignements obtenus de façon médiate, l'ambassadeur de la République doit surtout fournir des informations sur la Prusse elle-même, sur la Cour, sur le personnel politique, sur l'opinion, la situation réelle du pays, bref tout ce qui peut éclairer le gouvernement français dans la perspective des grandes manœuvres diplomatiques en cours. C'est sur ce terrain que se mesurent sans doute le mieux la subtilité et la perspicacité d'un diplomate, et jugé à cette aune, on peut douter que Beurnonville ait su forcer l'admiration du ministre des Relations extérieures. Mais on ne lui en demandait pas tant. Il fit honnêtement son travail d'observateur, et procura à Talleyrand les informations factuelles qu'on attendait de lui.

Ses jugements sur les personnes restent il est vrai assez sommaires, et ses premières impressions ne font guère que corroborer les jugements qu'il avait trouvés dans la correspondance de ses prédécesseurs, en les teintant néanmoins d'une nuance de bienveillance. *Le Roi est essentiellement honnête homme et plein de loyauté*, écrit-il au lendemain de sa première audience. *M. d'Haugwitz m'a paru le plus spirituel et le plus instruit des ministres*. Par la suite, lorsque l'irritation grandira à la mesure des difficultés rencontrées, il ne restera plus que le stéréotype, coloré par la malveillance, sur *la stérile fécondité* du ministre ou ses *longues dissertations*¹⁹¹. Le chargé d'affaires Otto attribuait déjà au ministre du cabinet *le rare talent de s'envelopper tellement dans des généralités insignifiantes qu'il dépend de lui de parler une heure sans rien dire*¹⁹².

Beurnonville ne pouvait guère apporter de nouveau non plus sur le prince Henri, dont l'image était constituée depuis très longtemps, et qui était parfaitement connu en France comme *notre ami le plus chaud*, si ce n'est pour signaler son rapprochement inattendu avec Haugwitz¹⁹³.

Les notations de l'Envoyé extraordinaire relèvent d'ailleurs parfois de la simple chronique mondaine, lorsqu'il annonce que le Roi est tombé de cheval ou qu'il va

189 Il devait plusieurs informations au ministre de Suède. Sur Al-Arich, dépêches du 1^{er}, du 22 et du 25 germinal (22 mars, 12 et 15 avril 1800), CP 227, folios 9 et 56; sur Héliopolis, dépêches du 30 floréal et du 21 prairial (20 mai et 10 juin), CP 227, folios 120 et 154.

190 La nouvelle, parvenue à Lord Minto, l'ambassadeur britannique en Autriche, avait été transmise au général O'Farill, représentant l'Espagne à Berlin, par son collègue de Vienne. Dépêche de Beurnonville du 12 vendémiaire an IX (4 octobre 1800), CP 228, folio 25.

191 Dépêche du 11 prairial (31 mai), CP 227. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 524.

192 Dépêche d'Otto du 9 frimaire an VIII (30 novembre 1799), CP 226, folio 122.

193 Dépêche d'Otto du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), CP 226, folio 85; dépêche de Beurnonville du 26 fructidor (13 septembre), CP 227.

mieux¹⁹⁴, que *le Roi, ses frères et ses aides de camp sont partis avant-hier pour Potsdam*, que la plus jeune fille du souverain est morte *par suite de l'inoculation*, ou que le prince Louis va épouser la duchesse de Courlande¹⁹⁵. On peut supposer néanmoins que Bonaparte, si friand de potins à Paris, ne dédaignait pas ce type de rapport. Au reste, s'agissant d'un État où tout repose sur le souverain, il n'était pas indifférent de savoir que celui-ci se trouvait indisponible pour raison de santé, ou qu'il s'absentait deux semaines du fait d'une tournée en Poméranie ou en Silésie¹⁹⁶.

La correspondance mentionne à l'occasion la disparition de vénérables survivants du règne de Frédéric II, restés en fonction jusque là, Finckenstein ou Werder¹⁹⁷. L'information n'est pas seulement anecdotique, il est vrai, car ces ministres ne sont pas remplacés, et la concentration du pouvoir dans les mains d'Haugwitz semble devoir s'accroître d'autant. Impression que semble pourtant démentir bientôt une nouvelle étonnante, *le Roi a fait présent d'une tabatière à M. de Schulenburg. Cette nouvelle preuve de l'augmentation d'influence de ce ministre est vue avec inquiétude par les amis de M. d'Haugwitz*¹⁹⁸.

D'autres observations semblent plus intéressantes, lorsque l'Envoyé s'essaie à deviner les coulisses du gouvernement, à percer les caractères des acteurs, ou leurs relations. Même si de telles informations sentent parfois le ragot et la médisance, et sont loin d'être avérées, elles peuvent se révéler néanmoins utiles pour un gouvernement étranger. Ainsi, lorsque Beurnonville décrit plusieurs partis, divisés sur la politique extérieure, mais réunis contre Haugwitz, ceux de Schulenburg, de Lucchesini et du prince Henri, et qu'il explique par là *l'inaction érigée en système par le ministre, comme le meilleur moyen pour ne pas leur donner prise*¹⁹⁹. Ou lorsqu'il rapporte *que chaque ministre est obligé d'envoyer au Roi le duplicata de ses dépêches et réponses*, et que cela fournit à Lombard, secrétaire particulier, une très grande influence, décrivant parfaitement le fonctionnement du «gouvernement de cabinet» qui allait devenir après 1806 le bouc émissaire de la défaite. Serait-il possible de se gagner un homme aussi précieux? *Il a de l'esprit, point de fortune, il n'aime ni M. d'Haugwitz ni M. de Schulenburg. Quand je le connaîtrai plus particulièrement, je verrai quel parti nous pourrions en tirer*²⁰⁰.

Lorsque la rumeur commence à se répandre que Lucchesini remplacerait Sandoz-Rollin comme ambassadeur de Prusse à Paris, Beurnonville joue son rôle encore en avertissant le gouvernement, même s'il est peut-être la dupe de luttes de clans, *qu'on vous enverrait ce qu'il y a de plus fin, de plus faux et de plus corrompu dans toute la*

194 Dépêches du 1^{er} et du 5 vendémiaire an IX (23 et 27 septembre), CP 228, folios 3 et 12.

195 Dépêches du 11 germinal et du 26 messidor (1^{er} avril et 15 juillet 1800), CP 227.

196 Dépêches du 4 prairial et du 29 thermidor an VIII (24 mai et 17 août), CP 227; dépêche du 1^{er} vendémiaire an IX (23 septembre), CP 228.

197 Dépêche de Bignon du 16 nivôse an VIII (6 janvier 1800), CP 226; dépêche de Beurnonville du 12 messidor (1^{er} juillet), CP 227.

198 Dépêche du 14 germinal (4 avril), CP 227, folio 43.

199 Dépêche du 6 floréal (26 avril), CP 227, folio 85.

200 Dépêche du 6 ventôse (25 février), CP 226. Beurnonville est encore plus explicite dans la dépêche du 6 floréal (26 avril): *M. Lombard a de l'ambition, mais il n'ose prétendre au ministère ... M. Lombard est assez bien disposé pour nous. C'est un homme de plaisir, on le dit joueur; il est fâcheux qu'on m'ait retiré les fonds mis à la disposition du citoyen Otto. J'aurais peut-être l'occasion de lui rendre quelques services qui auraient pour nous leur utilité.* (CP 227, folio 85).

*Prusse*²⁰¹. Mais faut-il s'étonner si, ainsi annoncé, *M. de Lucchesini a paru avoir quelque inquiétude sur la manière dont il sera reçu à Paris*²⁰²?

En dehors de ce petit monde restreint de la Cour et du gouvernement, Beurnonville fournit très peu de ces témoignages, qui intéresseraient aujourd'hui l'historien, sur le pays où il réside. Il ne paraît pas s'être soucié le moins du monde de le connaître ni de le comprendre, à la différence de ce qu'avait entrepris un Mirabeau quelque quinze ans plus tôt²⁰³. Hors les mentions répétées de la gêne financière de l'État, qui affecte directement l'action extérieure de la Prusse, on ne trouve guère, surgies parfois au détour d'un entretien politique, que quelques allusions de caractère économique, les achats de grains anglais à Dantzig, les taxes à l'exportation, les toiles de Silésie; ou la mention d'une émeute frumentaire bientôt réprimée²⁰⁴. Nulle part n'apparaît dans la Correspondance de Beurnonville cette brillante société berlinoise, dont il dut pourtant fréquenter les salons, qui séduisait déjà, en cette année 1800, une de ses compatriotes exilée, Mme de Genlis²⁰⁵, et qui devait susciter un peu plus tard l'enthousiasme de Mme de Staël. Le monde juif de Berlin, si caractéristique alors, n'apparaît ici que sous les traits du banquier Ephraïm, «courtier» du ministre Haugwitz, dont l'*entremise* paraît bientôt à Talleyrand comme *l'indice du peu de prix qu'on met aux rapports de la Prusse avec la République*²⁰⁶.

Enfin, s'il devait informer le gouvernement français, l'Envoyé devait aussi, dans une certaine mesure contribuer à l'information, à la bonne information, des dirigeants prussiens, c'est à dire s'employer à conforter dans leur opinion la bonne image qu'ils avaient conçue du nouveau régime français. Cela se bornait, à vrai dire, en un temps où la désinformation n'était pas inventée, à des conversations, à la diffusion des nouvelles publiées par le *Moniteur*, qui était adressé assez régulièrement à la légation de Berlin, ou à la distribution de livres français nouveaux. Beurnonville offrit ainsi au Roi, début mars, l'Eloge funèbre de Washington, dont Talleyrand lui avait opportunément envoyé quelques exemplaires²⁰⁷.

201 Dépêche du 3 ventôse (22 février), CP 226.

202 Dépêches du 3 ventôse an VIII (22 février 1800), CP 226; et du 26 vendémiaire an IX (18 octobre 1800), CP 228.

203 Rappelons pour mémoire le séjour de Mirabeau en Prusse en 1786, et son livre *De la monarchie prussienne*, paru en 1788.

204 Lettre de Bignon à Talleyrand du 21 nivôse (11 janvier), CP 226, folio 198; dépêches de Beurnonville du 29 thermidor an VIII (17 août), CP 227, folio 319; du 5 vendémiaire an IX (27 septembre), CP 228, folio 12; du 24 brumaire an IX (15 novembre), CP 228, folio 104.

205 Cf. Gabriel de BROGLIE, *Madame de Genlis*, Paris 1985, p. 305-309.

206 Le réflexe antisémite n'est peut-être pas la seule explication de cette pointe. Ephraïm avait joué un rôle assez trouble à Paris au début de la Révolution, dont Talleyrand avait certainement eu connaissance. Du reste, Otto et Sieyès avaient mis en garde leurs successeurs à son sujet (dépêche de Bignon du 16 nivôse, CP 226, folio 181). Sur le «dégout» de Sieyès à l'égard d'Ephraïm, Raymond GUYOT (voir n. 2) p. 716.

207 Dépêche du 15 ventôse (6 mars), CP 226, folio 327.

Les autres tâches de l'ambassadeur

Outre ses fonctions proprement politiques, suivre les grands dossiers diplomatiques, entretenir la bonne entente franco-prussienne et informer son gouvernement, d'autres tâches incombent encore à l'Envoyé de France en Prusse: recevoir quelques hôtes de marque, délivrer des passeports, suivre certaines affaires privées impliquant des citoyens français en Prusse ou des sujets prussiens en France, ou accomplir diverses démarches particulières pour le compte des autorités françaises.

L'accueil des visiteurs français

À l'époque où Beurnonville représentait la France à Berlin, on n'était pas encore entré dans l'ère de la diplomatie personnelle et des rencontres au sommet. Il n'eut donc pas à organiser de visite officielle du Premier consul ou du ministre des Relations extérieures. En revanche, il n'était pas rare que Talleyrand lui signalât quelque voyageur de ses relations, tels le comte d'Allet, qui vint à Berlin en juin, ou le peintre Voille²⁰⁸. La légation dut aussi demander aux autorités prussiennes passeports de complaisance ou recommandations pour des voyageurs français en mission dans des pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avec la France. Haugwitz refusa d'accorder un passeport prussien à l'agent Moreno, que le gouvernement français voulait envoyer à Constantinople, se bornant à offrir le concours de son ministre auprès de la Porte²⁰⁹. En revanche, il procura aisément une lettre de recommandation au capitaine de vaisseau Baudin²¹⁰.

Mais Beurnonville eut surtout à s'occuper du séjour en Prusse du « chef de brigade » Louis Bonaparte, frère cadet du Premier consul, qui fut reçu à titre quasi officiel, tant la nature monarchique du régime consulaire paraissait déjà évidente à Berlin. *Le citoyen Louis Bonaparte part aujourd'hui pour se rendre à Berlin, annonça Talleyrand le 7 octobre. La cour de Prusse ayant été prévenue par Sandoz-Rollin, le Premier consul a pleine confiance sur l'accueil qui sera fait à son frère. Il se persuade aussi que vous voudrez bien contribuer à lui rendre le séjour de Berlin agréable. Et Talleyrand ajoutait ce demi-mot personnel, qui devait être limpide pour Beurnonville: Permettez que je recommande particulièrement à votre bienveillance le jeune Flahaut qui l'accompagne*²¹¹.

Le frère du Consul arriva le 4 novembre à Berlin, et fut aussitôt présenté au comte de Haugwitz, qui l'introduisit sans attendre auprès de la Cour. *Le chef de brigade Louis Bonaparte s'est rendu avant-hier à Potsdam, où il a dîné avec Leurs Majestés dont il a reçu l'accueil le plus gracieux et le plus distingué. Il part dans quelques jours pour se rendre à Rheinsberg*²¹². Les jeunes voyageurs prirent ensuite la route de

208 Lettre de Beurnonville à Talleyrand du 8 prairial (28 mai) et dépêche du 24 prairial (13 juin), CP 227, folios 133 et 161; lettre de Talleyrand à Beurnonville du 2 thermidor (21 juillet), *ibid.* folio 254.

209 Dépêche d'Otto du 9 frimaire an VIII (30 novembre 1799), CP 226, folio 119; dépêche de Bignon du 16 nivôse (6 janvier 1800), *ibid.*, folio 181.

210 Lettre de Haugwitz à Beurnonville du 20 juillet 1800, CP 227, folio 253.

211 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 15 vendémiaire an IX (7 octobre 1800), CP 228, folio 30. Flahaut était le fils naturel de Talleyrand.

212 A l'invitation du prince Henri. Dépêches des 13 et 17 brumaire (4 et 8 novembre), CP 228, folios 81 et 86.

Königsberg, pourvus de toutes les recommandations nécessaires, avec l'intention de visiter quelques provinces prussiennes et plusieurs champs de bataille de Frédéric II, mais la neige puis la maladie de Louis les arrêtaient à Dantzig, et les contraignirent à rebrousser chemin²¹³. Ils s'attardèrent encore deux mois à Berlin, sous prétexte de convalescence, et il fallut que le Premier consul priât expressément son frère de rentrer pour qu'il s'y résolût début février. *Le chef de brigade Bonaparte emporte les regrets de la famille royale et de la Cour*, écrivit Beurnonville à Talleyrand. *Le jeune Flahaut est un charmant enfant que la Cour et la ville se sont plu à gâter*²¹⁴.

Début janvier, le couple Lavalette avait été reçu à son tour à Berlin avec tous les égards dus à des parents de Mme Bonaparte²¹⁵.

Les passeports et la question des émigrés

L'une des responsabilités essentielles de la légation française à Berlin, à cette époque, relève de ce qui serait aujourd'hui de nature consulaire, la délivrance de passeports et de visas à des Français désireux de rentrer sur le territoire, ainsi que de visas aux étrangers désirant voyager en France. Cette fonction, d'ordinaire assez subalterne, revêt en 1800 une importance capitale du fait de la présence en Prusse de nombreux émigrés, et son exercice devient de plus en plus délicat au fil des mois, à mesure qu'évoluent les lois et règlements qui leur sont applicables. L'institution d'une commission chargée de juger les matières d'émigration donna lieu, en particulier, à de nombreuses démarches auprès des ambassades françaises, et à des formalités nouvelles, sur lesquelles l'Envoyé redoute d'être pris en défaut²¹⁶. Or, les dangers que les conspirations royalistes font peser sur la sécurité du territoire français, et bientôt sur la vie même du Premier consul, rendent la prudence particulièrement nécessaire.

Avant même de quitter Paris, Beurnonville avait bien pris conscience de cet enjeu. *Il est essentiel*, écrivait-il à Talleyrand le 19 décembre 1799, *pour éviter toute erreur et prévenir la surprise dans la délivrance des passeports qui pourront être demandés à la légation, que j'aie sous les yeux la liste complète des émigrés*²¹⁷. Cette liste formant plusieurs cahiers, il ne put en obtenir aussitôt un exemplaire, mais la reçut à Berlin, où il la fit relier en un volume pour la modique dépense de 17 francs²¹⁸. La légation devait rester d'autant plus vigilante que diverses rumeurs annonçaient des rassemblements d'émigrés en Allemagne du nord, citant notamment les noms de Viomenil, Willot, Pichegru, et même Dumouriez²¹⁹.

Or, l'Envoyé n'était pas entièrement libre de ses décisions, lorsqu'il s'agissait de viser des passeports étrangers, et il en avertit Fouché en même temps que Talleyrand.

213 Lettre à Talleyrand du 24 frimaire (14 décembre), CP 228, folio 163; dépêche du 9 nivôse (30 décembre), *ibid.* folio 192.

214 Lettre de Talleyrand à Louis Bonaparte du 25 nivôse an IX (15 janvier 1801), CP 228, folio 252; dépêche de Beurnonville du 21 pluviôse (10 février), *ibid.* folio 337.

215 Dépêches du 27 nivôse et du 14 pluviôse an IX (17 janvier, 3 février 1801), CP 228.

216 Lettres de Beurnonville à Talleyrand du 11 prairial (31 mai), et à Fouché du 28 prairial (17 juin), CP 227, folios 136 et 170.

217 Lettre à Talleyrand du 28 frimaire an VIII (19 décembre 1799), CP 226, folio 144.

218 Lettre au Bureau des fonds du 30 fructidor an VIII (17 septembre 1800), AMAE, Personnel, volume 8, folio 254.

219 Dépêche du 2 pluviôse (22 janvier), CP 226, folio 216.

J'ai lieu de soupçonner, écrit-il au ministre des Relations extérieures, que beaucoup d'émigrés obtiennent de la complaisance ou de la corruption des passeports dans lesquels ils sont désignés comme sujets prussiens. Je ne puis en refuser la légalisation tant que je n'ai pas la preuve de l'existence d'un faux. Il ne peut que suggérer à Fouché de renforcer le contrôle en France des titulaires de passeports prussiens²²⁰. Le ministre de la Police y sera d'ailleurs d'autant plus enclin qu'il découvre, peu après, l'entrée en France d'agents britanniques, dont le célèbre Dupeyroux, sous le couvert de passeports prussiens délivrés à Londres²²¹.

Il arrive aussi que des Français installés en Prusse depuis longtemps, au service du Roi notamment, inscrits comme émigrés par erreur, et désireux de rentrer en France, viennent à Beurnonville munis de hautes recommandations. Ceux-là font l'objet d'un traitement particulier, leur cas étant soumis directement au Premier consul par l'intermédiaire du ministre des Relations extérieures. Il transmet ainsi à Paris le dossier du jeune d'Esterno, fils d'un ambassadeur de France à Berlin sous Frédéric II, devenu officier prussien en 1784, puis chambellan du roi de Prusse, mais qui n'a jamais servi contre la France; recommandé expressément par Haugwitz, sur instruction du Roi, il sera bientôt autorisé à rentrer²²². D'autres militaires au service de Prusse se présentent encore, tels le capitaine du Han, les frères Maizeroy, ou le jeune Badereau, venu en Prusse avec ses parents à l'âge de huit ans, tous recommandés en haut lieu²²³. Beurnonville eut aussi l'occasion de signaler l'intérêt de la Cour de Prusse pour un émigré emprisonné depuis quatre ans à Saint-Martin-de-Ré²²⁴.

Du fait de ces démarches, mais aussi par le hasard des rencontres sociales, l'Envoyé de la République française se trouva forcément conduit à nouer quelques relations avec des émigrés vivant à Berlin. Or, la vigilance révolutionnaire n'étant pas tout à fait éteinte à Paris, et la presse conservant un peu de sa liberté de naguère sous l'œil encore indulgent de Fouché, Beurnonville se trouva soudain dénoncé comme un *ami des émigrés* par *Le Publiciste* du 29 pluviôse, puis par d'autres journaux. Il en fut vivement piqué, et à défaut de pouvoir lui-même faire insérer des rectificatifs, crut devoir s'en justifier auprès du ministre Talleyrand et d'autres amis parisiens. *Je ne puis voir sur le pied d'amis des hommes qui n'aiment pas la République, précisait-il, mais s'il y a à la Cour quelques Français émigrés qui me saluent, je crois qu'il est de mon devoir, comme homme poli, de leur rendre leur salut. S'il se présente des émigrés chez moi, je les reçois comme homme public. Personne n'est plus sévère que moi sur l'article des passeports.* Il dut encore démentir formellement une conversation avec Caraman, imputation d'autant plus grave que le père de ce dernier se trouvait à Mit-

220 Dépêche du 21 prairial (10 juin 1800), CP 227, folio 155; lettre à Fouché du 28 prairial (17 juin), *ibid.* folio 170. Dès le 4 juin, Bonaparte demandait à Fouché de porter *un œil très attentif* sur les agents que la Prusse pourrait avoir en France (Correspondance de Napoléon 1^{er} n° 4873).

221 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 19 messidor (9 juillet); lettre de Beurnonville à Talleyrand du 3 thermidor (22 juillet), CP 227, folios 224 et 262.

222 Lettre de Beurnonville à Talleyrand du 11 prairial (31 mai), CP 227, folio 139; lettre de Haugwitz à Talleyrand du 7 décembre 1800, CP 228, folio 146.

223 Dépêche de Beurnonville du 27 pluviôse (16 février), CP 226; notes de Sandoz-Rollin à Talleyrand des 16 germinal (6 avril), 13 floréal (3 mai) et 9 messidor (28 juin), CP 227, folios 45, 96 et 196.

224 Lettre de Talleyrand à Fouché du 9 germinal (30 mars), CP 227, folio 28; lettre de Bargeton de la Tour à Talleyrand, 27 prairial (16 juin), *ibid.* folio 162.

tau, près de Louis XVIII, et nier prendre le moindre intérêt personnel à la famille du chevalier de Boufflers²²⁵. Même s'il péchait là sans doute par omission, Beurnonville pouvait néanmoins se sentir quelque peu abusé, dans la mesure où Fouché lui-même, sans doute à la demande de Bonaparte, l'avait engagé deux mois plus tôt à *délivrer des passeports au ci-devant chevalier de Boufflers et à son épouse pour rentrer en France*²²⁶. Rendu plus prudent par la suite, il gardera sa réserve à l'égard de Mme de Genlis, tant qu'il n'aura pas reçu de Paris l'ordre formel de lui fournir un passeport²²⁷. Mais il eut sans doute des contacts discrets avec plus d'un émigré repenté ou dans le besoin, et acceptant de lui fournir des informations²²⁸.

Parmi les Français résidant en Prusse et se présentant à l'ambassade, il y eut aussi des soldats échappés des prisons autrichiennes (73 au total), et désireux de rentrer dans leur patrie. Il les fit secourir et renvoyer en France par Wesel, en prenant soin, pour éviter toute fraude, de ne leur accorder que des passeports valables jusqu'à la ville frontière de Düsseldorf²²⁹. Le cas de huit soldats capturés près d'Ulm, lors d'un combat contre les Autrichiens, puis évadés de leur cachot de Moravie, mais enrôlés ensuite comme mercenaires dans l'armée prussienne, donna lieu à plusieurs échanges de notes entre l'Envoyé de la République et le ministère prussien, avant que ce dernier consentît à restituer les huit hommes sans indemnité, et à s'engager à ne plus recruter de soldats français²³⁰.

Commissions diverses

En tant que représentant de la République en Prusse, l'Envoyé extraordinaire était le point de passage obligé de toutes les affaires intéressant des Français et des Prussiens, dès lors que les autorités de l'un ou l'autre État s'y trouvaient mêlées à quelque titre. Il pouvait s'agir de demandes directes du gouvernement français, mais aussi de réclamations de citoyens français devant l'État ou les tribunaux prussiens, ou de revendications de particuliers prussiens à l'égard de la République. Dans tous les cas, Beurnonville n'était qu'un intermédiaire, toutes les affaires passant par le ministère des Relations extérieures à Paris. On ne donnera ici que quelques exemples de ces démarches aussi nombreuses que variées.

225 Lettres de Beurnonville à Talleyrand des 10 et 26 ventôse (1^{er} et 17 mars 1800), CP 226, folios 307 et 348. Cf. aussi la lettre de Beurnonville à Roux-Laborie du 8 germinal (publiée par la Revue rétrospective, tome 2, 1834, p. 311sq.), dont l'éloquence atteste qu'il a eu le temps de travailler son plaidoyer.

226 Dépêche de Beurnonville du 9 pluviôse (29 janvier 1800), CP 226.

227 Gabriel de BROGLIE (voir n. 205) p. 309.

228 *Si un émigré pouvait m'être comme espion d'une utilité majeure, je ne balancerais pas à l'employer*, écrit-il à Talleyrand le 10 ventôse (CP 227, folio 307). Et l'on a vu qu'il collabora avec l'émigré Bellegarde, établi à Saint-Petersbourg, mais désirant rentrer en France, qui vint lui faire sa visite la nuit (dépêche du 20 floréal, CP 227, folio 106).

229 Le remboursement des 1475 francs de dépenses engagés à cette occasion, énergiquement réclamé par Beurnonville, donna lieu à quelques difficultés entre la Guerre et les Relations extérieures. Cf. la lettre de Beurnonville au Bureau des fonds du 30 fructidor (17 septembre), AMAE, Personnel, volume 8.

230 Lettre de Haugwitz à Beurnonville du 22 juillet 1800, CP 227, folio 258; dépêche de Beurnonville du 29 thermidor (17 août), CP 227, folio 321.

L'une des premières demandes adressées à Beurnonville eut sans doute de grandes conséquences, puisqu'il fut prié, dès les premiers jours de sa légation, d'acheter à Berlin cinquante livres de betteraves pour le compte de l'Institut. On savait depuis longtemps, en Prusse, extraire le sucre des betteraves, et Cuvier souhaitait *comparer les espèces récoltées en Prusse avec celles que nous récoltons*, afin de vérifier la réalité d'une découverte dont les avantages seraient si grands²³¹.

Un peu plus tard, il eut à se mettre en quête d'une statue ou d'un buste de Frédéric II, que Bonaparte désirait placer dans la galerie des hommes illustres du palais des Tuileries. On avait compté à Paris que le Roi de Prusse en ferait le don au Premier consul comme *gage d'amitié et d'estime*, mais c'était méconnaître l'avarice, pourtant déjà proverbiale, de la Cour de Prusse. Informé par Beurnonville de ce souhait, le Roi se déclara *on ne peut plus sensible à cette preuve particulière de l'estime du Premier consul pour le grand Frédéric*, mais assura qu'il ne possédait ni buste ni statue, et ne songea pas à en commander un pour l'offrir à la France. L'Envoyé se vit donc contraint de faire lui-même ses emplettes. On pouvait trouver des modèles de statue en plâtre pour 400 francs, et des bustes pour 30 francs; *les uns et les autres sont très ressemblants*, assura-t-il à Talleyrand, *et un artiste habile pourrait travailler d'après ces modèles ... En prenant les précautions nécessaires, le buste ou la statue en plâtre pourrait parvenir à Paris sans accident*²³².

Ces deux démarches étaient en réalité de nature gouvernementale. Mais le ministre des Relations extérieures transmit aussi à Beurnonville de nombreuses demandes particulières, telles que celle du citoyen Antoine Garnier, natif de Berlin et domicilié à Lyon, qui réclame contre la suspension d'une pension qu'on lui versait en Prusse²³³; ou celle du citoyen Lavallée, confiseur à Montmartre, qui s'informe de l'héritage d'un cuisinier français décédé à Berlin²³⁴; ou encore celle de Bonneau, ancien consul à Varsovie, qui voudrait rentrer en possession de la dot de son épouse décédée²³⁵; ou celle d'un citoyen Rolland qui cherche à retrouver les parents prussiens d'une orpheline qu'il a élevée jusque là, mais ne peut plus nourrir²³⁶, etc.

231 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 5 nivôse an VIII (26 décembre 1799), CP 226, folio 151; lettre de Beurnonville à Talleyrand du 20 nivôse (CP 226, folio 189). En 1800, le chimiste prussien Achard, s'inspirant d'une découverte déjà ancienne de Margraff, avait fabriqué du sucre de betterave et publié une *Instruction* à ce sujet. Cf. KAUFMANN, *Die Zucker-Industrie*, Berlin 1878. Mais le produit restait cher, et seul le blocus continental, en augmentant le coût du sucre de canne, pourrait le rendre compétitif, moyennant certaines améliorations. Chaptal, membre de l'Institut depuis 1798, allait être particulièrement intéressé, au point d'installer plus tard une fabrique dans sa propriété de Chanteloup.

232 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 26 pluviôse (15 février), CP 226, folio 272; dépêches de Beurnonville du 7 ventôse et du 18 germinal (26 février, 8 avril), CP 226, folio 311, et CP 227, folio 51.

233 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 17 pluviôse (6 février), CP 226, folio 258.

234 Lettre de Lavallée au ministre des Relations extérieures du 27 pluviôse (16 février), transmise à Beurnonville (CP 226, folios 278 et 293).

235 Lettre de Bonneau à Talleyrand du 9 pluviôse (29 janvier), CP 226, folio 235; lettre de Talleyrand à Beurnonville du 14 pluviôse, *ibid.* folio 256; lettre de Beurnonville à Talleyrand du 6 ventôse (25 février), *ibid.* folio 298; lettre de Talleyrand à Beurnonville du 15 nivôse an IX (5 janvier 1801), CP 228, folio 206.

236 Requête du citoyen Rolland du 21 thermidor (9 août), CP 227, folios 301-304; lettre de Talleyrand à Beurnonville du 13 fructidor (31 août), *ibid.* folio 346; réponse de Beurnonville du 25 fructidor, *ibid.* folio 371.

En sens inverse, Beurnonville achemina vers Paris plusieurs réclamations qu'on lui soumettait à Berlin, et notamment le dossier présenté par la princesse Ferdinand, qui demandait la restitution d'immeubles achetés en Hollande sous le nom de l'archevêque Champion de Cicé, et qui avaient été ensuite confisqués comme biens d'émigré, puis en partie aliénés. La question était fort délicate politiquement, car il y allait à la fois de l'irréversibilité des ventes de biens nationaux, et des bonnes relations avec la famille royale de Prusse. La princesse, qui avait déjà écrit à Sieyès, mais n'avait trouvé auprès de lui qu'un *silence sénatorial*, s'adressa directement au Premier consul au mois d'août, et son affaire suscita plusieurs échanges de lettres entre Berlin et Paris, ainsi qu'entre Gaudin et Talleyrand, avant que l'on parvînt à un compromis²³⁷.

Les menus plaisirs du général Beurnonville

Tout diplomate qu'il était devenu, le général Beurnonville restait avant tout un militaire, et à ses propres yeux l'un des premiers de son temps. Passant par Düsseldorf, sur le chemin de Berlin, il avait trouvé naturel de prendre *motu proprio*, comme supérieur hiérarchique du responsable local, le général Trigny, des dispositions visant à régler les rapports de voisinage entre les troupes françaises et les militaires prussiens de Wesel, et par une curieuse confusion des genres, d'exciper ensuite de ces mesures dans le cadre de ses conversations politiques sur les provinces transrhénanes²³⁸.

Par la suite, de son poste avancé de Berlin, il ne se borna pas à observer l'armée prussienne lors des grandes manœuvres, ou à échanger des compliments avec les généraux Kalckreuth et Möllendorff, mais il continua de porter la plus grande attention aux nouvelles de l'armée française. Lorsque se dessina la perspective d'une nouvelle campagne contre l'Autriche, il n'y tint plus. Estimant connaître mieux que personne et l'art de la guerre et le personnel militaire français, et invoquant aussi, il est vrai, des considérations d'ordre diplomatique en rapport avec sa mission, il commença par dispenser de généreux conseils à Bonaparte, qui ne parut pas enclin à les suivre, si l'on en juge par les événements ultérieurs. Beurnonville l'avisait en effet de concentrer l'offensive en Allemagne et de s'en tenir en Italie à *une défensive respectable*²³⁹. Puis, *comme doyen des généraux, et les ayant eus presque tous sous [ses] ordres*, il se chargea d'attribuer les différents commandements, en fonction des aptitudes de chacun. Estimant l'armée d'Italie *un fardeau un peu fort pour le général Masséna*, il conseilla d'y placer Moreau, plus doué pour la défensive que pour l'offensive, et de partager en deux la grande armée d'Allemagne²⁴⁰. On se doute que tout cela fit sourire à Paris²⁴¹, et Beurnonville dut admettre en décembre que Moreau

237 Rapport du 29 ventôse an VIII (20 mars 1800), CP 226; lettres de Gaudin du 8 germinal (29 mars) et du 4 thermidor (23 juillet), CP 227, folios 21 et 263; note du 14 thermidor (2 août), ibid. folio 281.

238 Dépêche du 7 ventôse (26 février), CP 226, folio 311.

239 Dépêche du 11 germinal (1^{er} avril), CP 227, folio 31.

240 Dépêche du 16 floréal (6 mai), CP 227, folio 102.

241 Sandoz-Rollin rapporte à son gouvernement, le 1^{er} juin, que Beurnonville *a rempli ses dépêches de plans de campagne, blâmant Moreau et avertissant Masséna des dangers qu'il éprouverait. On en a ri, et on l'a prié de se rappeler qu'il est ministre à Berlin, et nullement général. C'est Talleyrand même qui m'a confié ces particularités.* Cité par BAILLEU (voir n. 8) p. 380.

pouvait à l'occasion briller dans l'offensive. Entre temps, il avait participé autant qu'il était possible aux opérations d'Italie de Bonaparte, s'en faisant rendre un compte précis chaque décade par un ordonnateur de ses amis²⁴².

Le nouveau diplomate n'oubliait pas non plus son passé colonial et son séjour aux Indes orientales dans les années qui avaient précédé la Révolution. Tandis qu'il représentait la France à Berlin, il eut aussi l'occasion de dire son mot dans ce domaine. Ayant été contacté par un certain Nagel, qui avait servi aux Indes sous le bailli de Suffren, puis émigré après le 18 fructidor, mais se montrait empressé à rentrer en faveur auprès du gouvernement français, il transmet au Premier consul son mémoire sur les moyens de vaincre l'Angleterre et la politique à suivre aux Indes. Beurnonville ne manque pas de rappeler son propre mémoire de 1797, préconisant l'agrandissement des territoires entourant les comptoirs français du Malabar, du Coromandel et du Bengale, et croit pouvoir assurer que l'Angleterre accepterait ces demandes²⁴³.

L'Inde n'est d'ailleurs pas, semble-t-il, son seul domaine de compétence. On le voit réclamer aussi des rectifications de frontière en Amérique. *Ne serait-ce pas le moment, suggère-t-il en juillet à Talleyrand, de demander aux Portugais la rive gauche de la rivière des Amazones pour limite de la Guyane française*²⁴⁴?

Si le ministre de la Guerre qu'il avait été, et le ministre de la Marine qu'il rêvait de devenir, perçaient ainsi chez Beurnonville, on vit surtout émerger en lui, pendant quelques mois, un véritable ministre de la Police. Au mois de mai, ayant reconnu par hasard, dans une rue de Berlin, un escroc dont on lui avait donné le signalement depuis Copenhague, il le fit suivre jusqu'à son hôtel, puis informa le gouvernement prussien qui l'arrêta avec un complice. Prenant soudain très à cœur *les intérêts du commerce*, l'Envoyé de la République se chargea d'aviser Hambourg et Copenhague, et rendit compte de ses exploits à son ami Perregaux à Paris²⁴⁵, en le priant de réunir les pièces qui permettraient de confondre le nommé Creny Verteuil. Ce dernier, habile faussaire, agissant avec divers affidés, avait réussi à imiter les signatures de plusieurs négociants, en Allemagne, en Hollande et au Danemark, leur soutirant des sommes assez importantes. Aucun de ces délits n'ayant été commis en Prusse, ils n'étaient pas passibles, cependant, de la justice du Roi, laquelle ne pouvait que les expulser, sauf à les garder quelque temps sous écrou, en attendant une éventuelle demande d'extradition de la République française.

On vit alors Beurnonville se démener, écrire plusieurs fois à Talleyrand, faire agir Fouché, Dubois, relancer Perregaux, spécifier lui-même la marche à suivre pour exécuter l'extradition, tandis que le ministère prussien s'impatientait de l'étrange passivité du gouvernement français²⁴⁶. Fouché répondit finalement qu'il n'avait pu trouver les complices Malet et Heilmann à Paris, et Dubois suggéra que les emprisonnés

242 Lettre du 13 prairial citée par GRAUX (voir n. 18) p. 327-328.

243 Lettre à Talleyrand du 27 thermidor (15 août), CP 227, folio 315.

244 Lettre à Talleyrand du 16 messidor (5 juillet), CP 227, folio 216.

245 Lettre du 14 prairial an VIII, citée par GRAUX (voir n. 18) p. 328-329.

246 Lettres de Beurnonville à Talleyrand des 21 prairial et 1^{er} fructidor an VIII, CP 227, folios 153 et 328; et du 18 frimaire an IX, CP 228; lettre de Beurnonville à Perregaux du 15 messidor (GRAUX, p. 329); note d'Alvensleben à Beurnonville du 27 thermidor, CP 227, folio 316.

de Berlin soient extradés vers le Danemark, où ils avaient commis leurs forfaits les plus graves²⁴⁷. Le pauvre Beurnonville se trouvait abandonné de tous, sans bien comprendre ce mystère, craignant désormais la vengeance des *scélérats* qu'il avait poursuivis avec tant de zèle, et que le gouvernement prussien allait prochainement vomir sur la frontière²⁴⁸.

IV. La mise hors jeu de la Prusse

Le rejet de la médiation prussienne

La victoire de Marengo et l'armistice qui s'ensuivit immédiatement en Italie, l'évacuation de la Lombardie par l'Autriche, venant après les succès de Moreau en Allemagne du sud, semblèrent devoir amener bientôt la paix entre Paris et Vienne. Pour la Prusse, persifle aussitôt Talleyrand, une victoire aussi rapide et aussi complète ne pouvait pas être *la circonstance la plus agréable*. Néanmoins, il ne voulait pas triompher trop vite ni décourager une éventuelle bonne volonté prussienne. *On connaît l'obstination de la Cour de Vienne*, ajoutait-il, *il y a loin encore d'un armistice à un traité*. La Prusse, comme d'ailleurs la Russie, *auraient donc encore un beau et grand rôle à jouer* pour le rétablissement de la paix en Europe. Reste que la victoire militaire donnait à la France le droit de poursuivre isolément ses négociations avec l'Autriche. Par ailleurs, il convenait plus que jamais de rechercher un rapprochement avec la Russie, dans le but de faire pression sur l'Angleterre, qui reste hors de portée des armées françaises²⁴⁹.

Le 30 juin, cependant, peu après la nouvelle de Marengo, la Prusse se décidait enfin à présenter une offre de médiation écrite, que Beurnonville fit suivre aussitôt à Paris par une estafette, et que Talleyrand reçut le 9 juillet²⁵⁰. Le gouvernement prussien se promettait beaucoup d'une démarche aussi solennelle, même si, quant au fond, elle n'apportait guère de nouveauté, et il escomptait une réponse empressée de Paris. À Berlin, observe Beurnonville, *le corps diplomatique est très curieux de savoir quelle sera la réponse du gouvernement français à la note de M. d'Haugwitz*²⁵¹. Il semble en effet que le ministre prussien, convaincu d'avoir accompli un pas considérable, ait donné à sa note la publicité la plus large. *M. d'Haugwitz n'a jamais été plus prévenant et plus cordial*, écrit Beurnonville à Talleyrand. *Il témoigne de la manière la plus vive le désir que la médiation de ce cabinet soit acceptée*²⁵².

À Paris, en revanche, on ne souhaitait rien presser, bien au contraire. Un négociateur autrichien, le général Saint-Julien, venait d'arriver, et tous les espoirs étaient permis. *Vous conclurez sans peine*, indique le ministre à l'ambassadeur, *qu'il y a lieu*

247 Lettre de Dubois à Talleyrand du 26 frimaire IX (16 décembre), CP 228, folio 169.

248 Lettre de Beurnonville à Perregaux du 13 nivôse an IX (3 janvier 1801), GRAUX, p. 330.

249 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 3 messidor (22 juin 1800), CP 227, folios 178-179.

250 Note de Haugwitz du 30 juin, dépêche de Beurnonville du 12 messidor (1^{er} juillet), lettre de Talleyrand à Beurnonville du 20 messidor, CP 227, folios 198-200, 201, 225. Des extraits de la note du 30 juin ont été publiés par BAILLEU (voir n. 8) p. 382-383.

251 Dépêche du 30 messidor (19 juillet), CP 227, folio 250.

252 Dépêche du 3 thermidor (22 juillet), CP 227, folio 255.

*de différer encore la réponse officielle à la note de M. d'Haugwitz*²⁵³. Le représentant de la Prusse à Paris, Sandoz-Rollin, voit bien qu'on attend pour répondre de connaître l'issue des pourparlers avec Vienne, et soupçonne même les négociateurs français d'user de l'offre de médiation, que l'on n'a pas cachée à Saint-Julien, comme un moyen de chantage pour le rendre plus conciliant²⁵⁴.

La réponse n'est finalement donnée qu'au début du mois d'août à Sandoz-Rollin, après que l'émissaire autrichien eut signé des préliminaires de paix. Elle est empreinte de *franchise*, souligne Talleyrand, ce qui pour un diplomate signifie, comme on le sait, un désaccord complet. *Dans les circonstances présentes, écrit-il, l'intervention de SM le Roi de Prusse ne devient pas d'une nécessité indispensable pour le rétablissement de la paix avec l'Empereur.* Il ajoute cependant qu'elle demeure *extrêmement précieuse au Premier consul pour traiter avec la Russie*²⁵⁵. Le ministre se montre encore plus net dans sa lettre à Beurnonville. *C'était il y a quatre mois qu'il fallait ainsi répondre à nos perpétuelles excitations, on aurait vu que nous avons toujours été portés à préférer pour moyen de la paix l'intermédiaire de la Prusse à toute voie directe, mais quand un armistice est déjà conclu, quand des paroles de conciliation sont déjà portées, que la Prusse offre sa médiation, qu'elle fasse entrevoir celle de la Russie, et cela sans rien exprimer des intentions et des vues d'après lesquelles elle voudrait concourir au rétablissement de la paix, il était clair que nous ne pouvions de notre côté répondre que des remerciements et des protestations vagues*²⁵⁶.

Les préliminaires de paix avec l'Autriche n'ayant pas été ratifiés par l'Empereur, qui ne voulait pas traiter sans l'Angleterre, la Prusse maintint cependant son offre, en promettant de tenir compte, pour le détail des stipulations finales, des derniers succès de la République. *Notre position étant beaucoup améliorée, nous sommes fondés à demander davantage* [qu'au printemps], résume Beurnonville après un nouvel entretien avec Haugwitz; il croit pouvoir en conclure que la Prusse ne s'oppose plus désormais à la cession de la rive gauche du Rhin²⁵⁷. Mais de toute façon, la prolongation de l'armistice et l'ouverture des conférences de Lunéville éloignèrent à nouveau *le besoin d'une intervention directe de la Prusse*²⁵⁸.

Comme il fallait sans doute une victime expiatoire pour sanctionner cet échec diplomatique, on sacrifia le ministre prussien à Paris. *Il paraît qu'on regarde ici M. Sandoz comme un homme fini*, assura Beurnonville. On lui reprochait notamment d'être trop français d'esprit, de mal connaître les *diverses relations actuelles de son pays*, et de négliger les affaires²⁵⁹. Il fut remplacé par le marquis de Lucchesini, connu comme *homme d'esprit* et même comme négociateur adroit, à qui l'on adjoignit

253 Lettre à Beurnonville du 3 thermidor, CP 227, folio 259.

254 Rapport de Sandoz-Rollin du 27 juillet 1800, BAILLEU (voir n. 8) p. 387.

255 Note de Talleyrand à Sandoz-Rollin du 19 thermidor (7 août), CP 227, folio 294. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 389-390; lettre du même à Beurnonville (même jour), *ibid.* p. 296.

256 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 23 thermidor (11 août 1800), CP 227, folio 308. Le 5 août, Bonaparte avait tenu des propos très semblables à Sandoz-Rollin. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 388-389.

257 Dépêche du 1^{er} et du 5 vendémiaire an IX (23 et 27 septembre 1800), CP 228, folios 3 et 10.

258 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 11 vendémiaire (3 octobre), CP 228, folio 17.

259 Sandoz-Rollin était originaire de Neuchâtel, et il avait épousé une Française.

comme secrétaire de légation le frère du conseiller Lombard²⁶⁰. Il remit ses lettres de créance le 8 novembre, et ne fut pas très bien accueilli, semble-t-il, à Paris, ayant été desservi, comme on l'a vu, par les dépêches de Beurnonville, mais surtout parce que la présence d'un négociateur prussien était devenue indiscrete lorsque la France et l'Autriche négociaient sans intermédiaire à Lunéville²⁶¹.

La Prusse pensait toujours, en effet, pouvoir peser sur les conditions de la paix, à l'heure où *un nouvel ordre de choses paraît se préparer*²⁶², et y faire prévaloir ses intérêts propres, s'agissant notamment de l'Allemagne du nord et de la Hollande. Cela supposait qu'elle prévînt une entente directe entre les deux belligérants. De son côté, le gouvernement français faisait mine de la brusquer, en la menaçant de consentir en Italie les concessions que réclamait l'Autriche pour contrepartie de sa complaisance en Allemagne – c'est-à-dire la répétition de ce qui s'était passé à Campoformio²⁶³. Pour garder sa liberté d'action, il était donc plus que jamais essentiel à la Prusse de conserver l'atout de l'amitié russe²⁶⁴. Or, celui-ci se trouvait précisément sur le point de lui échapper.

Le rapprochement de la France et de la Russie

Si la médiation du roi de Prusse était devenue inutile, dès l'été, entre la France et l'Autriche, son entremise conserva quelque temps son intérêt pour rapprocher la France et la Russie, toujours en guerre en principe, et indirectement pour contribuer à la paix maritime entre la France et l'Angleterre. Mais derrière les protestations bénévoles qu'échangent Paris et Berlin, on voit bien que les deux capitales ont des intérêts et des objectifs divergents. Le gouvernement prussien voudrait conserver pour lui seul ce merveilleux atout que représente l'amitié du tsar, renouvelée par la reconduction du traité d'alliance de 1792²⁶⁵, et que la note de Haugwitz rappelait assez lourdement, jusqu'à sonner comme une demi-menace, cette *relation que la République n'a pas méconnue avec un souverain que sa puissance, son désintéressement, la position même de ses États appellent à mettre un poids respectable dans la balance*²⁶⁶. Ce monopole de l'accès à la Russie revenait en effet à multiplier le poids de la Prusse, qui semblait parler, en pratique, au nom des deux puissances réunies.

Du côté français, on s'efforçait au contraire de secouer ce joug et d'ouvrir le jeu en trouvant un chemin direct vers Saint-Pétersbourg. Il y fallait néanmoins la plus

260 Dépêches du 23 et du 26 vendémiaire (15 et 18 octobre), CP 228, folios 50 et 56.

261 *Surveiller l'Autriche et la France*, tel était le programme donné à Lucchesini par Haugwitz. Cf. Paul BAILLEU, *Preussen und Frankreich 1795–1807. Diplomatische Korrespondenzen*, tome 2, Leipzig 1887, p. 1 et p. 4. Sur les reproches faits à la politique prussienne par Bonaparte et Talleyrand, MARMOTTAN (voir n. 114) p. 333; BAILLEU (ibid.) p. 11.

262 Instruction pour Lucchesini, citée par BAILLEU, ibid. p. 3.

263 Rapport de Lucchesini du 12 novembre 1800 (BAILLEU, ibid. p. 12–13).

264 Ibid., p. 14.

265 Dépêche du 23 floréal an VIII (13 mai 1800), CP 227, folio 107.

266 Note de Haugwitz du 30 juin 1800, CP 227, et BAILLEU (voir n. 8) p. 383. Bonaparte releva avec irritation cette allusion trop appuyée, déclarant à Sandoz-Rollin le 5 août: *Ce n'était pas de la Russie que le roi de Prusse devait nous parler dans cette médiation, comme pouvant être liée à la sienne ... C'était en quelque sorte ne pas apprécier la dignité et l'état de puissance de la République*. Ibid. p. 388.

grande circonspection, pour ne pas risquer de brusquer un tsar susceptible ni de s'aliéner la diplomatie prussienne. On avait donc recommandé à Beurnonville, sans prendre aucune initiative personnelle *sur tous les objets pour lesquels il n'a pas d'instructions*²⁶⁷, d'essayer d'approcher Krüdener hors de la tutelle prussienne²⁶⁸.

C'est ce qu'il entreprit dans les semaines suivantes, jouant notamment de ses liens avec le général O'Farill, ministre d'Espagne à Berlin. Le 17 juin, il note que Krüdener *n'évite plus le ministre d'Espagne*, que sa cour autorise justement à entamer un rapprochement avec la Russie²⁶⁹. Mais d'autres signes sont moins encourageants: Krüdener et les autres Russes de Berlin continuent d'éviter l'Envoyé de la République, le tsar aurait, dit-on, reçu officiellement un ambassadeur de Louis XVIII, le ministre russe à Hambourg agirait de façon hostile à l'égard de la France²⁷⁰. Le 5 août, *le général O'Farill a remarqué avec étonnement dans M. de Krüdener un air gêné et mystérieux*²⁷¹. Comme le ministère prussien reste muet de son côté, Beurnonville se sent complètement impuissant, réduit à se satisfaire des apaisements que lui offre le prince Henri, qui met la froideur de Krüdener sur le compte de la peur: *Les ministres de cette Cour sont toujours tremblants, et s'ils ne reçoivent pas l'ordre formel de vous parler, ils ne vous salueront même pas. Un peu de patience, et tout ira bien. À demi convaincu par cette explication, Beurnonville ne peut qu'avouer son désarroi et reconnaître qu'il adresse à Paris depuis quelques semaines des détails presque contradictoires relativement à la Russie. Mais j'ai dû vous rendre les faits tels qu'ils sont, sans pouvoir jusqu'à présent vous en donner l'explication*²⁷².

Parallèlement, il attendait beaucoup de la filière devant passer par Bellegarde à Saint-Pétersbourg et Bourgoing à Copenhague²⁷³. De fait, c'est bien par le canal de Bourgoing, resté provisoirement à Hambourg, qu'allaient se nouer les premiers contacts. On sait comment il souffla au Premier consul l'idée d'un geste propre à séduire le caractère chevaleresque de Paul 1^{er}, et comment Bonaparte décida de renvoyer sans conditions les 6000 prisonniers russes détenus en France²⁷⁴. La lettre de Talleyrand à Panine, un moment retenue à Hambourg par le refus du consul russe Mouraviev de la transmettre, finit tout de même par arriver à Saint-Pétersbourg et atteindre le tsar²⁷⁵, qui en parut satisfait. Le Premier consul, se hâtant d'accentuer son avantage, fit écrire à nouveau à Panine pour amorcer la négociation d'ensemble²⁷⁶.

267 Lettre de Bonaparte à Talleyrand du 25 floréal (15 mai), Correspondance de Napoléon 1^{er} n° 4801.

268 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 27 prairial (16 juin), CP 227, folios 166-169.

269 Dépêches du 28 prairial (17 juin) et du 16 messidor (5 juillet), CP 227, folios 172 et 219.

270 Dépêches du 3, du 7 et du 10 thermidor (22, 26, 29 juillet), CP 227, folios 255, 270, 278. Quant à la présentation de Caraman à Paul 1^{er}, c'était une fausse nouvelle, il avait été reçu en réalité par le ministre Panine (dépêche du 24 thermidor, *ibid.* folio 309).

271 Dépêche du 17 thermidor (5 août), CP 227, folio 292.

272 Dépêche du 21 thermidor (9 août), CP 227, folio 297. Il comprendra ultérieurement que la diplomatie russe était tirée à hue et à dia entre les ministres Panine et Rostopchine. Cf. ses lettres du 20 brumaire et du 24 frimaire an IX, CP 228, folios 93 et 163.

273 Dépêches du 28 prairial et du 4 messidor (17 et 23 juin), CP 227, folios 172 et 181.

274 Lettre de Bonaparte à Talleyrand du 30 messidor (19 juillet), Correspondance de Napoléon 1^{er} n° 5003.

275 Peut-être par l'entremise de Mme de Bonneuil.

276 Sur tout cela, K. WALISZEWSKI, *Le fils de la grande Catherine, Paul 1^{er} empereur de Russie*, Paris 1912, p. 461sq.

À Berlin, tout parut se débloquent comme par miracle. Beurnonville approuva fort que l'initiative relative aux prisonniers ait été prise en dehors du cabinet prussien, lequel s'en serait certainement arrogé tout le mérite aux yeux du souverain russe²⁷⁷. Il put enfin conférer avec Krüdener, Haugwitz jouant cette fois le rôle d'un hôte attentionné. *Après le dîner qui eut lieu chez M. d'Haugwitz, ce ministre nous ayant invités à descendre dans son jardin, me fit passer dans une allée, et me dit qu'il allait venir avec l'envoyé russe me rejoindre par un autre côté, ce qui s'exécuta. Messieurs, nous dit M. d'Haugwitz en se retirant, je voulais avoir le plaisir de vous faire rencontrer; je sais que vous avez besoin de causer ensemble, je vous quitte*²⁷⁸.

Paul 1^{er} recevra les prisonniers aux conditions qu'exigera le Premier consul, déclara Krüdener. Puis la conversation s'élargit, et Beurnonville se prit à croire qu'une négociation globale pourrait s'ouvrir à Berlin entre les deux ambassadeurs. *M. de Krüdener a des instructions et pouvoirs pour traiter directement avec moi, annonça-t-il triomphalement à Talleyrand, dès que j'en aurai reçu également de mon côté*²⁷⁹. Le 2 octobre, le Premier consul donnait à Beurnonville *pleins pouvoirs pour négocier, conclure et signer avec le ministre chargé des pleins pouvoirs de SM l'Empereur de Russie des préliminaires, conventions, traités de paix ...* dans le cadre des instructions qui lui étaient données à cet effet²⁸⁰.

S'agissant des prisonniers russes, Talleyrand précisa qu'on ne demandait aucune contrepartie, et qu'ils allaient être réunis à Bruxelles, où un commissaire russe pourrait venir les chercher. Quant à la négociation définitive, on recommandait expressément à Beurnonville de garder une *extrême réserve* à l'égard du cabinet prussien²⁸¹, mais encore *la plus grande circonspection* avec la partie russe, *car avec un caractère comme celui de l'Empereur russe, le moindre mot peut donner de fausses idées*. Le gouvernement français aurait préféré que la négociation se déroulât dans un autre lieu, à l'abri des interférences éventuelles de Haugwitz, et aussi pour mieux contrôler Beurnonville. *Je vous réitère, lui enjoint Talleyrand, que vous devez vous attacher avec soin à vos instructions, éviter de répondre quand elles vous manqueront, et en demander de nouvelles. Vous ferez bien d'expédier de fréquents courriers pour rendre compte de la marche et des succès de votre négociation*²⁸².

Il n'existait pas de véritable contentieux bilatéral entre la France et la Russie, qui n'avaient fait aucune conquête l'une sur l'autre. Le traité de commerce de 1787, conclu pour douze ans, avait d'autre part expiré. On pouvait donc terminer rapidement les différends particuliers, dont le gouvernement français souhaitait faire un

277 Dépêche du 4 fructidor (22 août), CP 227, folio 331.

278 Dépêche du 1^{er} complémentaire an VIII (18 septembre 1800), CP 227, folio 386.

279 Dépêches du 29 fructidor et du 1^{er} complémentaire an VIII (16 et 18 septembre 1800), CP 227, folios 383 et 386.

280 CP 228, folio 16; GRAUX (voir n. 18) p. 337.

281 *Vous aurez soin, écrivait le ministre, de ne jamais entrer en confidence ni en ouverture, sous quelque prétexte que ce soit, avec le ministre de Prusse sur cette négociation. Le Premier Consul n'a point approuvé qu'à la suite de votre première entrevue avec M. de Krüdener, vous ayez conféré avec M. d'Haugwitz de ce qui s'y était dit et passé. L'extrême réserve que le Premier Consul vous recommande doit naturellement être partagée par le ministre de Russie, et vous lui ferez sentir que vos conférences doivent être secrètes, puisque si elles peuvent intéresser la cour de Berlin, elles n'en sont cependant pas dépendantes.* Lettre du 11 vendémiaire (3 octobre), CP 228, folio 17.

282 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 11 vendémiaire, *ibid.*

traité séparé, avant d'en venir aux affaires générales²⁸³. Paris connaissait les principales demandes de la Russie à l'égard de ces dernières, elles avaient déjà été transmises par la Prusse, et Krüdener les confirmait. D'abord, l'île de Malte; puis des indemnités convenables, en Allemagne pour l'électeur de Bavière et le duc de Wurtemberg, dont les possessions de la rive gauche du Rhin risquaient d'être entamées, et en Italie pour le roi de Sardaigne en échange de la Savoie; enfin un traitement équitable pour le roi de Naples²⁸⁴. Pour le reste, Paul 1^{er} souhaitait comme le Premier consul, s'opposer aux *vues usurpatrices des cabinets de Londres et de Vienne*, contenir l'Autriche en Italie et *affranchir les mers du despotisme britannique*²⁸⁵.

Dans la lettre envoyée par Talleyrand au comte Panine vers la mi-septembre, et portée à Saint-Pétersbourg par un officier russe prisonnier en France, le Premier consul offrait de céder Malte à la Russie, juste à temps pour s'en faire un mérite puisque aussitôt après, l'île était tombée au pouvoir des Anglais. En retour, le tsar désigna le général Sprengporten pour aller recevoir les prisonniers en France, et en fit écrire aussitôt à Paris par Rostopchine, selon ce qu'apprend Beurnonville quand le courrier fait étape à Berlin²⁸⁶. *On exige une réponse écrite à cette note écrite avant d'entrer en confiance*, pourra-t-il préciser bientôt à Talleyrand²⁸⁷.

La relation s'établissait ainsi directement, et au plus haut niveau, entre la France et la Russie, ce qui ne pouvait guère convenir à la Prusse. Lombard et Haugwitz essayèrent vainement de se présenter en courtiers dans la négociation franco-russe²⁸⁸, Sprengporten se trouvait déjà à Berlin, n'attendant plus que les fonds nécessaires pour repartir vers Bruxelles²⁸⁹. *Tout le langage de ce général, écrit Beurnonville, semble indiquer que sa mission peut bien n'être pas restreinte à la réception des prisonniers de guerre*²⁹⁰.

À vrai dire, cela ne faisait pas trop l'affaire de l'Envoyé extraordinaire, dont la négociation personnelle avait tourné court, lorsqu'il s'était révélé que Krüdener n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour aborder l'ensemble des questions. Il devait patienter encore une fois dans l'attente du retour du courrier envoyé à Saint-Pétersbourg à ce sujet, partagé entre la crainte de rester lui aussi spectateur de cet acte décisif, et l'espoir d'y jouer encore un rôle. *J'attends les instructions que vous aurez jugé à propos de me donner*, écrit-il à son ministre le 4 novembre. *Le moment approche où elles vont me devenir nécessaires*²⁹¹.

283 Pour le règlement du conflit franco-russe au sens étroit, il suffisait de reprendre les bases de la négociation amorcée en l'an V par Caillard, à Berlin déjà (*Ibid.*) L'exigence d'un traité distinct pour les affaires bilatérales fut réitérée par Talleyrand dans sa lettre à Beurnonville du 19 brumaire (10 novembre), CP 228, folio 88.

284 Lettre de Bignon à Talleyrand du 9 floréal (29 avril), CP 227, folio 90; dépêches de Beurnonville du 29 fructidor (16 septembre), *ibid.* folio 383; et du 15 vendémiaire an IX (7 octobre), CP 228, folio 27.

285 Dépêche de Beurnonville du 23 vendémiaire (15 octobre), CP 228, folios 45-50.

286 Dépêches du 29 et du 30 vendémiaire (21 et 22 octobre), CP 228, folios 59 et 63.

287 Lettre de Beurnonville à Talleyrand du 24 frimaire (14 décembre), CP 228, folio 163.

288 Dépêche du 3 brumaire (25 octobre), CP 228, folio 64.

289 Dépêches des 10, 13 et 20 brumaire (1^{er}, 4 et 11 novembre), CP 228, folios 80, 82, 98.

290 Dépêche du 13 brumaire, *ibid.*

291 Dépêche du 13 brumaire, *ibid.*

Sprengporten partit le 21 pour la France, avec le secret désir d'être convié à venir jusqu'à Paris²⁹², tandis que Beurnonville demeurait confiné à des tâches d'observation assez ingrates. Il soupçonne des «fuites» de Krüdener vers le cabinet prussien²⁹³; relève que ce ministre fréquente toujours lord Carysfort malgré *l'humeur de son prince*²⁹⁴. Mais de négociation, point, son interlocuteur putatif assurant n'avoir toujours pas reçu les pouvoirs qu'il attend, faute peut-être d'une réponse française à la note Rostopchine²⁹⁵.

C'est à Paris que le dialogue pourrait bientôt s'engager en réalité, comme Talleyrand l'annonce à l'Envoyé le 19 décembre. Sprengporten y séjourne désormais, magnifiquement reçu, on va l'y retenir sous prétexte de terminer l'habillement des soldats russes prisonniers, et l'on peut espérer qu'il recevra les autorisations que le tsar refuse visiblement à Krüdener²⁹⁶. Le Premier consul écrivit directement à Paul 1^{er}, le 21 décembre, pour lui proposer des négociations immédiates²⁹⁷, tandis que le roi de Prusse ne pouvait que complimenter Beurnonville sur la réconciliation franco-russe²⁹⁸.

L'Envoyé extraordinaire ne se tenait pourtant pas encore pour battu. Tandis que passait par Berlin le courrier portant la réponse de Paul 1^{er} à Bonaparte, il trouvait dans une vague déclaration de Krüdener la raison suffisante d'une entrée en conférence immédiate sur les sujets les plus vastes, s'imaginant même au cœur d'un congrès européen, lorsque arrivèrent à Berlin les représentants du Piémont et du Wurtemberg²⁹⁹. À vrai dire, ses explications à Talleyrand trahissaient un certain embarras. *D'après cette déclaration expresse de M. de Krüdener, j'ai cru ne pouvoir me dispenser d'aller en avant. Le parti contraire m'a paru présenter des inconvénients graves, et tels que je n'ai point balancé à les éviter, même en m'écartant de la lettre de vos dernières instructions qui se trouvent aujourd'hui contrariées par les circonstances ... J'aurai soin toutefois de ne pas m'engager trop loin, et je tâcherai de mesurer mes pas de manière à vous donner le temps de me faire passer vos ordres, en m'attachant provisoirement aux bases que vous m'avez tracées*³⁰⁰.

Dix jours plus tard, une lettre de Talleyrand allait mettre un point final à la négociation berlinoise et aux rêves de Beurnonville. Paul 1^{er} avait annoncé en effet à Bonaparte l'envoi immédiat en France d'un ministre plénipotentiaire, M. de Kalitcheff. *D'après cela, vous jugerez, Citoyen, que la négociation effective doit cesser d'avoir lieu entre M. de Krüdener et vous*³⁰¹.

292 Dépêche du 1^{er} frimaire (22 novembre), CP 228, folio 118. Cf. aussi la dépêche du 24 frimaire (14 décembre), CP 228, folio 163.

293 Dépêche du 27 brumaire (18 novembre), CP 228, folio 113; confirmation dans la dépêche du 25 frimaire (15 décembre), *ibid.* folio 166.

294 Dépêches du 4 et du 29 frimaire, et du 6 nivôse (25 novembre, 19 et 27 décembre), CP 228.

295 Dépêche du 25 frimaire (15 décembre), CP 228, folio 166. Confirmation de cette hypothèse dans la dépêche du 2 nivôse (23 décembre), CP 228, folio 180.

296 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 29 frimaire (19 décembre), CP 228, folio 174; sur la satisfaction que la mission de Sprengporten procura au Premier consul, Mémoires de M. de Bourrienne (voir n. 33), tome 3, p. 271-272.

297 Correspondance de Napoléon 1^{er}, n° 5232.

298 Dépêche du 16 nivôse an IX (6 janvier 1801), CP 228, folio 212.

299 Dépêche du 23 nivôse (13 janvier 1801), CP 228, folio 243.

300 *Ibid.*

301 Il ajoutait non sans quelque cruauté: *Le Premier Consul n'a pas cessé d'être satisfait de votre conduite, et il se persuade que convaincu comme vous l'êtes que l'intervention de la Prusse n'avait*

La ligue du Nord

Tandis que se déroulaient ces étranges manœuvres d'approche entre Paris et Saint-Pétersbourg, avec le concours si chichement mesuré du gouvernement prussien, celui-ci participait avec la même ambiguïté à une autre partie diplomatique engagée dans le nord de l'Europe, la formation d'une « ligue de neutralité » entre les pays riverains de la Baltique, entraînés par le tsar de Russie. La France, puissance belligérante, restait par définition à l'écart, même si elle ne pouvait que se réjouir d'un tel processus, dont elle serait la principale bénéficiaire. Là encore, Berlin représentait un observatoire privilégié pour suivre les événements, à défaut de pouvoir les influencer vraiment.

Dès le mois d'avril, on avait eu à Paris quelques indices d'un refroidissement entre l'Angleterre et la Russie, et prié Beurnonville de s'informer à ce sujet³⁰². Il eut plusieurs échos, dans ses conversations avec les ministres scandinaves à Berlin, du ressentiment grandissant de leurs capitales contre la surveillance tatillonne et vexatoire imposée au commerce neutre par la marine de guerre britannique, tandis que l'idée d'une « ligue du Nord », semblable à celle qu'avait suscitée Catherine II en 1780, cheminait à son insu entre les cours de Saint-Pétersbourg, Copenhague, Stockholm et Berlin. Haugwitz lui en parla encore vaguement le 31 mai³⁰³, mais il s'avéra bientôt que la Prusse ne montrait guère d'entrain pour un tel projet. La proposition d'une *neutralité armée* venait de la Russie, lui confia le ministre danois, le Danemark y adhérerait, mais *le pacifique cabinet de Berlin n'a pas été peu surpris de cette brusque proposition*, ce qui ne l'empêchera pas, estime Beurnonville, de s'en faire honneur tout en retardant la réalisation³⁰⁴. Les mois suivants allaient confirmer cette prédiction. Au reste, on ne se faisait guère plus d'illusions à Paris. *Nous savons que c'est à Berlin, écrit Talleyrand, que la Russie fait les plus grands efforts pour obtenir un entier concours au plan qu'elle a formé – mais c'est à Berlin que nous doutons du succès*³⁰⁵.

Dans l'immédiat, Haugwitz choisit de démentir la proposition russe³⁰⁶. Puis il passe à l'extrême opposé, soulignant devant Beurnonville ébahi et sceptique, que la Prusse a des ports nombreux, d'Emden à Dantzig, un commerce non négligeable, ainsi que des moyens d'action, car elle possède des baïonnettes à défaut de vaisseaux, et peut attaquer le Hanovre³⁰⁷.

L'affaire paraît ensuite dormir au cours de l'été, Beurnonville ne transmettant plus que quelques échos assourdis d'une rencontre dano-suédoise³⁰⁸ ou d'une mesure

rien qui nous fût favorable, et qu'il était extrêmement difficile de l'é luder à Berlin, vous verrez vous-même avec plaisir que par une détermination spontanée de l'Empereur, la négociation se trouve transportée à Paris, au centre même des grands événements de l'Europe, et hors d'une influence que chaque jour nous montre moins amicale. Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 4 pluviôse (24 janvier 1801), CP 228, folio 275.

302 Dépêche du 1^{er} floréal (21 avril), CP 227, folio 81.

303 Dépêche du 11 prairial (31 mai), CP 227, folio 137. Cf. BAILLEU (voir n. 8) p. 524.

304 Dépêche du 14 prairial (3 juin), CP 227, folio 142.

305 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 17 prairial (6 juin), CP 227, folio 147.

306 Dépêche du 21 prairial (10 juin), CP 227, folio 154.

307 Dépêche du 1^{er} messidor (20 juin), CP 227, folio 174.

308 Dépêche du 26 messidor (15 juillet), CP 227, folio 235.

d'apaisement britannique à l'égard de la Suède³⁰⁹. Puis la tension remonte entre Londres et Copenhague, et une flotte britannique fait voile vers Copenhague³¹⁰. Que va faire la Prusse? *Le moment est décisif*, constate Talleyrand. *Si l'Angleterre recueille le fruit de son audace, c'en est fait pour longtemps de l'indépendance et de la sécurité du commerce neutre*. Certes, la France promet son soutien aux neutres en cas de besoin, *mais s'il y a une puissance qui soit en mesure de frapper l'Angleterre et de punir ses usurpations, c'est incontestablement la Prusse, qui a sous la main les moyens d'un châtement direct*. Voilà donc venue l'occasion de la prendre au mot, et d'apprendre *si la conduite du gouvernement prussien jusqu'à ce jour a été sage ou faible*³¹¹.

Paul 1^{er} réagissant vivement, par un embargo sur les navires anglais et le séquestre des biens britanniques, Haugwitz déclare lui apporter son soutien, mais *il ne s'est point expliqué sur le genre d'action que la Prusse se propose de porter pour sa part*³¹². Puis l'incident se dégonfle après les concessions danoises, et la Russie levant l'embargo, rien n'oblige plus la Prusse à sortir de l'*immobilité dans laquelle son principal but est de se maintenir*³¹³. Mais Haugwitz répète à Beurnonville que *les deux cours de Pétersbourg et de Berlin sont bien décidées à mettre un frein aux usurpations britanniques*, et notamment à refuser le droit de visite. *Jamais jusqu'à présent ses déclarations n'avaient été aussi formelles et aussi positives*, relève l'Envoyé de la république, ce qu'il explique par le souci de coller au plus près à la politique russe³¹⁴.

Un nouvel incident s'était cependant produit à Barcelone, où les Anglais attaquèrent un bâtiment suédois, suscitant de vives protestations de l'Espagne et de la Suède. *Tous les neutres étaient intéressés à la répression d'actes semblables*, s'exclama le ministre prussien³¹⁵. Pour tester peut-être la détermination de Berlin, le gouvernement français fit alors demander le concours de navires prussiens pour transporter des grains d'Anvers à Bordeaux. Ce serait en effet une bonne occasion de vérifier la volonté de la Prusse de faire respecter l'inviolabilité de son pavillon³¹⁶.

Alors que le projet de ligue des neutres prenait corps peu à peu sous l'impulsion de Paul 1^{er}, et que Haugwitz, contraint de suivre, affectait d'en être le *moteur secret*, ce qui devrait l'engager à *suivre du moins le mouvement qu'il prétend avoir lui-même provoqué*, ironise Beurnonville³¹⁷, un incident survint soudain qui impliqua directement la Prusse. Un corsaire anglais ayant pris un bâtiment prussien à Cuxhaven³¹⁸,

309 Dépêche du 21 thermidor (9 août), CP 227, folio 300.

310 Dépêches du 4 et du 8 fructidor (22 et 26 août), CP 227, folios 331 et 339.

311 Il pense évidemment au Hanovre. Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 18 fructidor (5 septembre), CP 227, folio 359.

312 Dépêche du 1^{er} vendémiaire (23 septembre), CP 228, folio 4.

313 Dépêche du 5 vendémiaire (27 septembre), CP 228, folio 12.

314 L'entente avec la Russie était le premier article du credo diplomatique prussien depuis la fin de la guerre de Sept ans, au cours de laquelle les armées de la tsarine Elisabeth avaient ravagé Berlin et failli anéantir la jeune monarchie. L'alliance austro-russe des années 1780, puis la seconde coalition avaient ranimé tout récemment les craintes qu'on voulait à présent conjurer définitivement.

315 Dépêche du 15 vendémiaire (7 octobre), CP 228, folio 27.

316 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 6 brumaire (28 octobre), CP 228, folio 67; dépêche de Beurnonville du 17 brumaire (8 novembre), *ibid.* p. 85; BAILLEU (voir n. 261) p. 9.

317 Dépêche du 10 brumaire (1^{er} novembre), CP 228, folio 77.

318 Qui dépendait de la ville libre de Hambourg.

dans l'estuaire de l'Elbe, Haugwitz était au pied du mur. Le Roi envoya un ultimatum au Sénat de Hambourg, puis fit occuper Cuxhaven, rejetant la note de protestation britannique³¹⁹. Cet acte de fermeté paraissait prometteur à l'heure où la convention de neutralité semblait sur le point d'être conclue. Mais d'autre part, Beurnonville n'ignorait pas que Berlin s'efforçait de retarder la signature sous diverses prétextes, et de rassurer Londres par un subtil *distinguo* juridique: la Prusse signerait non comme *partie contractante*, n'étant pas une puissance maritime, mais comme *partie accédante*, par solidarité avec ses voisins³²⁰. *Le triple rôle qu'on joue ici dans ce moment, conclut-il, prouve toute la faiblesse de ce cabinet. Avec la Russie on jette les hauts cris contre l'Angleterre, mais en tâchant de ne prendre qu'une place secondaire aux actes qui doivent s'ensuivre. On se disculpe auprès de la cour de Londres par une distinction frivole, en prétendant qu'on n'est point partie contractante dans la convention projetée; et auprès de la France on s'attribue tout l'honneur de cette même convention*³²¹.

La convention des neutres fut signée le 16 décembre, à Saint-Petersbourg, par la Russie, le Danemark et la Suède, la Prusse y *accédant* le lendemain. Sans doute cette subtilité trahissait-elle *la marche ordinaire de ce cabinet*, mais enfin le traité existait, et l'on pouvait compter sur la fermeté de Paul 1^{er} pour le maintenir³²².

Conclusion

Lorsque Beurnonville reçut de Talleyrand l'avis d'avoir à interrompre ses conversations avec Krüdener, il ne put évidemment que s'incliner, mais il s'efforce à peine de cacher son dépit derrière quelques formules générales sur son absence d'amour-propre et sur le bien de la patrie³²³. Il offrit même à demi-mot sa démission, pourvu qu'on le replaçât correctement. Considérant que sa tâche à Berlin était désormais à *peu près finie*, et que l'ambassade de France en Prusse se réduirait à l'avenir à *une active surveillance*, il réclame *quelque chose de mieux*, le ministère de la Marine, pour lequel il s'estime qualifié du fait de son expérience coloniale avant 1789, ou l'ambassade de Vienne, le climat de Saint-Petersbourg risquant d'être trop froid! Certain de son départ prochain, il propose déjà Lavalette pour son successeur à Berlin, et présente un *petit plan de dissémination* pour sa *petite et intéressante famille*³²⁴. Il allait pourtant rester plus d'une année encore à Berlin, avant d'obtenir l'ambassade de Madrid.

On est mécontent des rapports vagues et erronés de Beurnonville, écrivait Lucchesini le 24 novembre à son gouvernement. *Mais on le laisse à Berlin, pour ne pas avoir sur les bras un solliciteur de plus pour le commandement d'une armée*³²⁵. Si le propos

319 Dépêches des 20, 24 et 27 brumaire (11, 15 et 18 novembre), note de Carysfort du 18 novembre, CP 228.

320 Dépêche du 8 frimaire (29 novembre 1800), CP 228, folio 131.

321 Dépêche du 11 frimaire (1^{er} décembre), CP 228, folio 136.

322 Dépêche du 16 nivôse (6 janvier 1801), CP 228, folio 212.

323 Sans faire injure à Beurnonville, on peut imaginer qu'il regretta aussi les cadeaux magnifiques que procurait en général la conclusion d'un traité à ceux qui l'avaient négocié. Il avait lui-même signalé, dans sa dépêche du 29 thermidor (17 août), que le gouvernement prussien envoyait 600 000 francs aux négociateurs russes du traité d'amitié renouvelant celui de 1792 (CP 227, folio 320).

324 Dépêches des 9 et 14 pluviôse an IX (29 janvier, 3 février 1801), CP 228, folios 296 et 325.

325 MARMOTTAN (voir n. 114) p. 347.

est exact, il est un peu sévère. Sans doute Beurnonville ne montra-t-il pas d'emblée la subtilité d'analyse d'un Bignon, mais ses informations ne paraissent pas inexactes. Sans doute se répète-t-il, et se complaît-il à des détails un peu oiseux, mais cela même peut offrir un intérêt anecdotique. Par ailleurs, son jugement, éclairé sans doute par celui de ses collaborateurs, ne paraît pas vraiment pris en défaut. S'il retombe assez vite dans les préjugés de ses prédécesseurs, ce n'est pas forcément l'effet de la paresse intellectuelle, c'est sans doute aussi le poids des réalités.

Si on fait abstraction de quelques ridicules, comme ces conseils de tactique et d'emploi des cadres qu'il adresse à Bonaparte, ou son attention un peu trop pointilleuse aux questions d'argent et de vanité, on fut surtout fondé à lui reprocher ses imprudences. Quand on savait le flatter, il oubliait la réserve diplomatique. Aussi bien était-il demeuré *un franc et loyal militaire, quelque peu hâbleur mais honnête*³²⁶, et cela faisait de lui une proie facile pour des interlocuteurs plus rusés. Il leur paraissait *d'autant plus précieux pour le ministère prussien, qu'indiscret et bavard à l'excès, à peine avait-il reçu ses dépêches que le gouvernement était instruit de leur contenu, et pouvait combiner à loisir les réponses à faire à ses notes diplomatiques avant qu'il les eût présentées. Puis on savait même ce qu'il eût dû cacher, et l'on pénétrait ainsi dans les plus secrètes pensées du gouvernement consulaire*³²⁷.

Il fut porté aussi à outrepasser les instructions de son gouvernement, à prendre des initiatives qu'on ne lui demandait pas, dans le cadre de ses relations avec Krüdener notamment, et le Premier consul lui-même s'en était alarmé dès le printemps. Par la suite, il fallut que Talleyrand le rappelât à l'ordre plusieurs fois, de la façon la plus nette, avant même l'extravagante négociation qu'il entreprit tout seul à la fin de l'année.

Quant à vouloir faire le bilan de son action, ce serait lui prêter une marge de manœuvre qu'il n'avait pas. D'emblée, ses instructions l'avaient prié de se borner à observer et à attendre. Par la suite, il eut affaire, du côté prussien, à des partenaires résolus à ne pas bouger. Comme l'observe Talleyrand, s'il existe un système du *rien-faire* en politique, il n'a jamais été *poussé plus loin que par M. d'Haugwitz*³²⁸. Cela s'explique par des raisons diverses, la prudence ou la *moralité* du Roi lui-même, véritable décideur ultime, les difficultés financières de l'État après le règne prodigue du premier successeur de Frédéric II, mais surtout par la géographie qui laisse la Prusse très exposée au cœur de l'Europe, et lui fait craindre tout bouleversement dont elle serait la première victime, avec des frontières ouvertes dans presque toutes les directions. Le maintien du *statu quo* s'identifie bien avec son véritable intérêt. Reste à savoir si l'immobilisme offrait le meilleur moyen de le préserver³²⁹.

En un an, la Prusse avait dilapidé les deux atouts qu'elle détenait à l'arrivée de Bonaparte, sa capacité de médiation entre la France et l'Autriche, et son lien privilégié avec la Russie. Certes, ces atouts n'étaient pas faciles à jouer, face à un partenaire aussi résolu que le Premier consul, mais le climat nouveau créé par la fin de l'ère révolutionnaire en France, l'incontestable bonne volonté initiale d'un régime qui souhaitait faire table rase du préjugé anti-prussien hérité du Directoire, et qui avait

326 Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État (voir n. 30), tome 7, p. 388.

327 Ibid.

328 Lettre de Talleyrand à Beurnonville du 27 prairial (16 juin 1800), CP 227, folio 166.

329 Sur ces questions, voir les excellentes analyses de Brendan SIMMS (voir n. 1).

surtout besoin de la paix, réclamée par le pays, pour asseoir son emprise, justifiaient sans doute des initiatives audacieuses. Le rapport des forces était tel alors qu'une médiation décidée de la Prusse, offerte sans trop d'arrière-pensées, aurait eu de bonnes chances de réussir. La victoire de Marengo anéantit cette perspective.

Par la suite, l'atout russe fut joué de la façon la plus naïve. Tout en se prévalant sans cesse de l'amitié du tsar, on essaya de s'accaparer les relations entre Paris et Pétersbourg, pour mieux les détourner à son profit, quand on ne dénaturait pas le contenu des communications. En réalité, la Prusse se voyait contrainte de suivre la Russie dans l'affaire de la ligue du Nord, tandis que Bonaparte parvenait à contourner l'obstacle prussien en passant par Hambourg et Copenhague. Dès lors, on ne possédait plus à Berlin le moindre levier pour peser sur la politique européenne, on dépendait entièrement de la bonne volonté des deux grandes puissances flanquantes, sachant que l'Autriche resterait encore longtemps hostile.

Manifestation particulièrement frappante de cette paralysie, la Prusse doit se résigner à laisser la Hollande à l'influence française. Un an plus tôt, elle avait failli entrer dans la coalition pour y faire prévaloir ses intérêts traditionnels. Au cours des conversations rapportées par Beurnonville tout au long de l'année écoulée, comme dans tous les plans de pacification informels qu'il avait pu avancer, le ministère prussien avait toujours réclamé la restitution de l'indépendance de la Hollande, *un intermédiaire qu'elle regarde comme nécessaire à son repos*, voire le rétablissement du stathouder³³⁰. Usant de ses relais dans la République batave, elle s'efforçait du reste d'y entretenir les espoirs des orangistes, suscitant l'ire du Premier consul³³¹. En septembre, Haugwitz plaidait vivement, malgré les objections de Beurnonville, pour une restauration de la Hollande, en invoquant ses liens de commerce avec la Prusse³³². Et les instructions de Lucchesini, en octobre, sont formelles à cet égard, *l'indépendance de la Hollande est d'un intérêt majeur pour la Prusse*³³³. Or, la Prusse, réduite au rôle de spectatrice des négociations de Lunéville, n'obtiendra rien, on le sait, de ce côté. C'était pour elle l'échec le plus grave, la conséquence la plus évidente de son impuissance à s'imposer en tiers entre les belligérants français et autrichien, qui faisaient à nouveau la paix à ses dépens.

À défaut de contribuer à façonner la nouvelle organisation de l'Europe, il restait à la Prusse à veiller à ses intérêts immédiats dans la grande redistribution qui allait s'ouvrir en Allemagne, du fait des indemnisations et des sécularisations. Cela passait avant tout par le soutien de la République française, qu'il s'agissait désormais d'ama-douer. Et déjà l'on se demandait s'il vaudrait mieux réclamer des agrandissements du côté de la Westphalie, ou plutôt vers la Franconie. Ce serait l'objet de longs marchandages au cours des mois suivants, auxquels Beurnonville se trouverait, cette fois, étroitement associé.

330 Par exemple dans la conversation de Beurnonville avec Zastrow, rapportée dans la dépêche du 11 pluviôse (31 janvier), CP 226, folio 245; ou dans un entretien avec Haugwitz du 14 mars (CP 226, folio 337). Lombard, précise-t-il, a parlé dans le même sens.

331 Qui demande à Talleyrand de contrecarrer ces menées, dans une lettre du 8 thermidor (27 juillet), Correspondance de Napoléon 1^{er} n° 5032.

332 Dépêche du 3^e complémentaire an VIII (20 septembre), CP 227, folio 392.

333 Instructions rédigées du 14 au 16 octobre 1800. BAILLEU (voir n. 261) p. 6.